CREDOC
BIBLIOTHÈQUE

CREDOC

ATTITUDES DES CONSOMMATEURS FRANCAIS

FACE A LA CRISE ECONOMIQUE

(Rapport d'enquête)

Sou1975-2148

Attitudes des consommateurs
rançais face à la crise / P. Kendé
P. Lanco, P. maréchal, P.A.
Mercier, P. Rozenblatt. (Avril
1975).
CREDOC•Bibliothèque

1975

CENTRE DE RECHERCHES
45, BOULEVARD DE LA GARE
DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION
75634 PARIS CEDEX 13 TEL. : 707-97-59

Bibliothèque

CREDOC
BIBLIOTHÈQUE

R 149

CENTRE DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION

(CREDOC)

CREDOC
BIBLIOTHÈQUE

ATTITUDES DES CONSOMMATEURS FRANCAIS

FACE A LA CRISE ECONOMIQUE

(Rapport d'enquête)

CREDOC
N° 585

Etude effectuée pour le compte du Ministère de l'Industrie et de la Recherche.

P. KENDE, P. LANCO, P. MARECHAL, P.A. MERCIER, P. ROZENBLATT/BB - YG - 4 414.

Avril 1975.

R 1 49

CENTRE DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION
SUR LA CONSOMMATION

CREDOC
BIBLIOTHÈQUE

ATTITUDES DES CONSOMMATEURS FRANCAIS FACE A LA CRISE ECONOMIQUE

Résumé

Janvier 1976

R'49

Ce résumé rend compte des aspects les plus significatifs d'une étude effectuée pour le compte du Ministère de l'Industrie et de la Recherche, étude qui envisageait d'apporter quelques éléments de réponse à la question : "Quels seront les comportements des consommateurs français face à la crise économique ?". L'étude s'est appuyée sur une enquête, réalisée au cours du mois de février 1975 auprès d'un échantillon de plus de 800 individus représentatif de l'ensemble des chefs de ménages et des maîtresses de maison français, âgés de 18 à 55 ans.

1. La première partie du questionnaire avait pour objet d'amener les ménages, à travers une série de questions sur leur perception des dix années à venir, et de la France en 1985, à reconstituer des "scénarios subjectifs" plus ou moins cohérents sur l'évolution de notre pays à moyen terme.

Très globalement on peut distinguer :

- Un ensemble d'opinions *relativement* "pessimistes" ; on ne croit pas au changement, ou, du moins on le perçoit comme brutal ; la crise est prévue, et elle semble générale. Cet ensemble s'accompagne le plus souvent d'opinions politiques de gauche.

- A l'autre extrémité, on trouve des opinions relativement "optimistes" qui nient la crise, et reflètent l'idée d'un changement progressif ; en général, il s'agit d'opinions d'interviewés se situant dans la majorité.

- Au-delà de ces deux scénarios exprimés, on peut distinguer un scénario "médian" et quelques scénarios "en rupture" : croyance en une solution de droite, négation de la crise globale, mais perception d'une crise en ce qui concerne la catégbrie - ou l'ensemble géographique - auquel on appartient, pessimisme sur certaines questions, optimisme sur d'autres : c'est une situation de crise latente, encore mal située dans le contexte général, mais qui risque de déboucher sur un changement d'attitude brutal (comme illustration de cet ensemble de perceptions et d'attitudes, on peut citer l'ouest de la France).

Les différentes catégories de Français se retrouvent plus ou moins dans ces différents scénarios. Les jeunes (18 à 24 ans) sont sur-représentés dans le premier (crise, gauche) ainsi que les ouvriers et parfois une partie des cadres supérieurs ; ceux qui sont plus âgés, les catégories traditionnelles moyennes (agriculteurs, artisans, dans une moindre mesure, cadres moyens), adoptent plutôt le second, ainsi que ceux qui habitent le sud-est

2. La deuxième partie du questionnaire essayait de cerner les attitudes des ménages par rapport aux grands secteurs de consommation par trois questions :

"Si dans les années à venir vous disposiez de plus d'argent à quoi utiliseriez-vous principalement vos revenus supplémentaires ? " (Q. 22)

"Si vos revenus diminuaient dans quels domaines réduiriez-vous le plus vos dépenses par rapport à ce que vous dépensez actuellement ?" (Q. 23)

"Y a-t-il un domaine où, de toute façon, vous n'envisagez absolument pas de réduire vos dépenses même si vos revenus baissaient ? " (Q. 25)

Nous avons regroupé les réponses aux trois questions en une suele variable qui caractérise le comportement de l'enquêté par rapport à un poste donné. Cette variable est construite ainsi : pour chaque poste, les questions 22, 23 et 25 sont binaires suivant que le poste fait partie ou non de ceux choisis par l'enquêté, et nous avons ainsi pour l'ensemble des trois questions huit réponses possibles correspondant au tableau suivant :

		Q. 22 OUI		Q. 22 NON	
		Q. 23		*Q. 23*	
		Oui	*Non*	*Oui*	*Non*
Q. 25	OUI	Contradiction	E+ et cliquet	Contradiction	Eo et cliquet
	NON	E + -	E +	E -	E o

Nous avons appelé "*élasticité*" la variable à 7 modalités ainsi crée, l'analogie avec l'élasticité-revenu utilisée en macro-économie nous paraissant assez nette. Cette variable introduit l'effet *"cliquet"* qui correspond à la réponse oui à la question 25. Nous avons en revanche considéré comme contradictoire le fait de répondre oui à la fois aux questions 23 et 25.

Le tableau ci-après donne pour chaque catégorie de dépenses, et pour l'ensemble de l'échantillon la répartition de cette variable élasticité.

	E -	E •	E• et cliquet	E + -	E +	E+ et cliquet
Habillement	42,2	38	1,6	10,3	5,1	0,8
Logement	14,4	52,0	3,1	11,9	13,9	2,8
Ameublement	24,4	45,0	0,2	13,3	15,8	0,5
Aménagement du logement	18,9	40,1	0,6	17,0	21,5	1,0
Electroménager	39,0	47,1	0,5	6,8	5,3	0,3
Chauffage	26,5	59,0	4,5	2,6	4,3	1,1
Repas quotidien	22,3	37,1	21,9	3,0	3,8	3,1
Enfants	1,6	62,1	7,6	1,1	19,1	8,2
Hygiène - santé	0,5	53,7	25,3	0,3	11,6	8,4
Soins de beauté	21,5	69,6	1,7	1,7	3,4	0,7
Equipement de loisirs	36,3	40,3	2,1	9,7	9,0	0,6
Livres	14,1	64,5	1,0	2,2	15,6	8,0
Revues -journaux	20,4	69,8	2,7	1,8	3,9	0,6
Voiture	37,6	40,7	5,0	6,1	5,9	1,1
Sorties	30,7	40,0	0,9	14,3	11,7	1,0
Invitations	21,9	53,8	4,1	6,0	9,4	2,0
Vacances	12,6	16,7	1,8	31,4	27,8	6,3

Le total de chaque ligne est légèrement inférieur à 100 car nous n'avons pas reproduit sur le tableau le pourcentage de gens qui "se sont contredits".

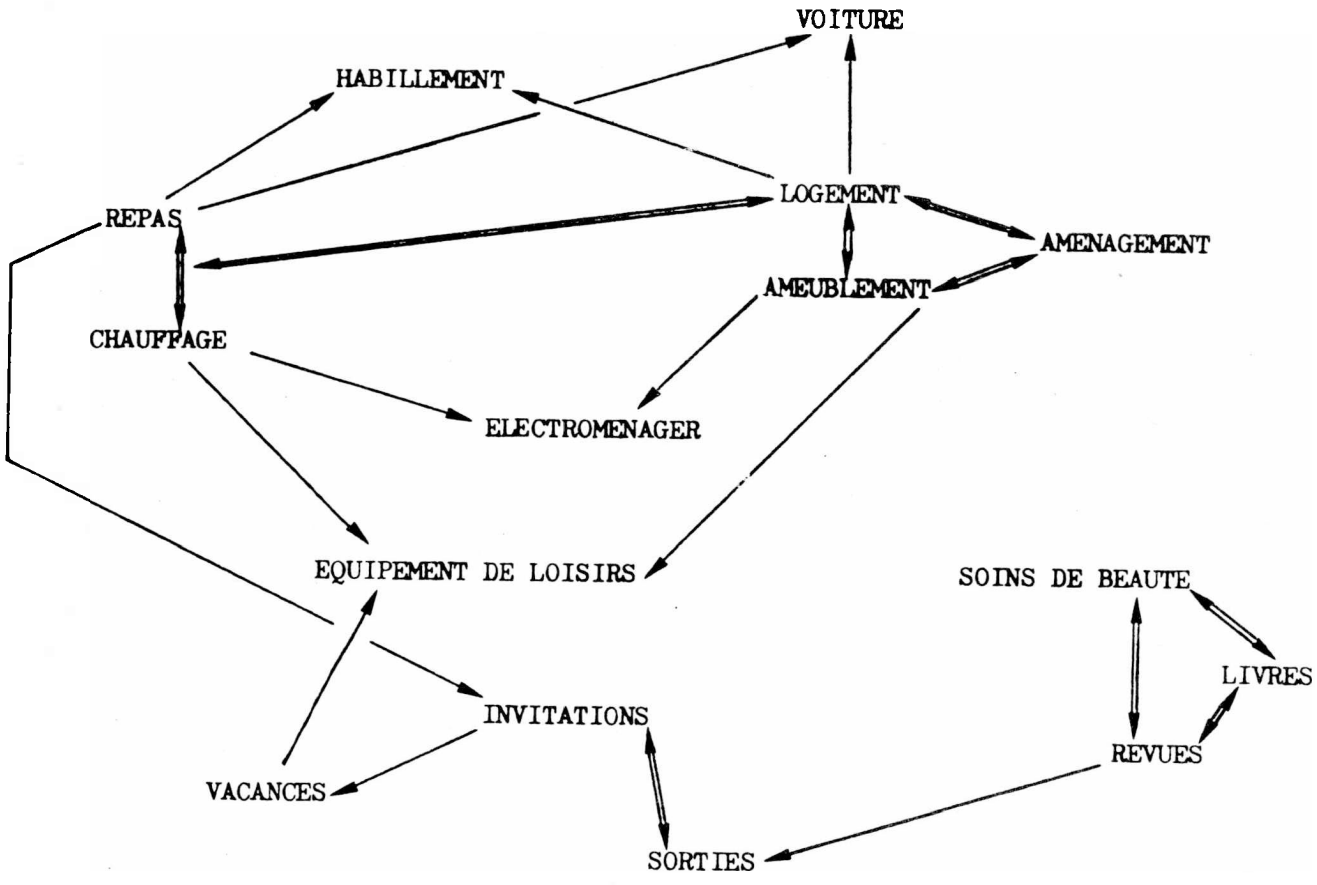
SI LEURS REVENUS DIMINUAIENT

Réduiraient le plus leurs dépenses dans :	Les réduiraient surtout en :	
Habillement	- Achetant moins de vêtements de luxe	7,3
	- Achetant des vêtements de tous les jours moins chers	8,2
	- Faisant durer plus longtemps les vêtements que l'on porte	31,0
	- Utilisant davantage de vêtements faits à la maison	9,5
Le loyer (ou l'achat) du logement	- Prenant un logement plus petit	6,3
	- Habitant dans un quartier moins cher	6,2
	- Renonçant à être (ou à devenir) propriétaire de son logement principal	10,4
	- Renonçant à être (ou à devenir) propriétaire d'une résidence secondaire	11,3
L'ameublement du logement	- Achetant moins de nouveaux meubles (ou tapis etc...)	17,3
	- Achetant des meubles moins chers	11,4
	- Bricolant davantage, en faisant des meubles soi-même	17,4
L'aménagement et l'entretient du logement	- Aménageant, en peignant, en bricolant, en refaisant soi-même	34,7
	- Renonçant à modifier, à changer le logement	11,4
Les appareils électro-ménagers	- Achetant moins d'appareils électro-ménagers	10,9
	- Achetant autant d'appareils électro-ménagers mais en s'en servant moins souvent	2,6
	- Conservant plus longtemps les appareils que j'ai	41,3
Le chauffage	- Se chauffant moins	14,9
	- Trouvant un système de chauffage moins cher	25,5
Les dépenses pour les repas de tous les jours	- Mangeant plus simplement	13,0
	- Faisant plus de cuisine et en prenant moins de plats préparés	5,6
	- Mangeant moins	2,7
	- Allant chez des commerçants moins chers ..	17,2
Les équipements de loisirs (télévision, électrophones, photo, etc..)	- Renouvelant moins souvent les appareils que j'ai	14,7
	- Achetant des appareils moins chers	4,7
	- Renonçant à acheter un appareil, dont j'avais envie	32,8
La voiture	- Utilisant moins souvent ma voiture	21,8
	- Vendant ma voiture pour en acheter une autre plus économique	11,2
	- La renouvelant moins souvent	11,8
	- Vendant ma voiture sans la remplacer	5,5
Les sorties (théâtre, cinéma, café, restaurant)	- Sortant moins souvent	37,7
	- Allant dans des endroits moins chers	10,6
Les invitations d'amis ou de parents	- Recevant moins souvent	14,9
	- Recevant plus simplement	20,7
Les vacances, les voyages	- Partant moins longtemps ou moins souvent	19,4
	- Partant moins loin	8,8
	- Partant dans des endroits moins chers	11,4
	- Voyageant par des moyens plus économiques	10,5

On constate que les prévisions de réduction de consommation les plus importantes concernent l'habillement et l'ensemble des biens durables (voiture, électro-ménager, équipement de loisirs, ameublement), et qu'elles s'effectueraient principalement par le renouvellement moins fréquent des différents biens. Le comportement des catégories socio-professionnelles vis-à-vis de ce type de biens présente des différences notables, entre ouvriers et employés par exemple. Nous donnons dans le tableau ci-après, le pourcentage P de ceux qui envisagent simplement une réduction de dépenses (catégorie E -) pour ces biens, parmi les catégories professionnelles. Nous donnons également leur rang par rapport à l'ensemble des catégories professionnelles (8 au total) selon les pourcentages P décroissants.

	Ameublement	Electro ménager	Equipement de loisirs	Voiture
Ouvriers qualifiés	30,1 (1)	45,2 (1)	48,2 (1)	42,0 (4)
Autres ouvriers	27,0 (2)	42,5 (4)	38,9 (2)	26,0 (8)
Cadres supérieurs, industriels, professions libérales	19,9 (7)	43,4 (2)	38,5 (3)	44,0 (2)
Employés	17,5 (8)	28,3 (8)	27,6 (7)	44,6 (1)

On notera que pour la voiture, l'électro-ménager les équipements de loisirs, les ouvriers qualifiés d'une part, les "cadres supérieurs- industriels-professions libérales" de l'autre sont ceux qui ont la plus grande propension à baisser leurs dépenses. Le tableau page 3 montre également que des baisses dans les dépenses de repas et de chauffage sont envisagées par près du quart de notre échantillon, et que ceci entraîne d'autres baisses. En effet, nous avons calculé le pourcentage de ceux qui envisagent de baisser leur consommation sur un poste donné en fonction du fait qu'ils envisagent ou non de la baisser sur un autre poste : ce fait a souvent une influence beaucoup plus significative que les critères économiques usuels. Le graphique suivant visualise les " liaisons à la baisse" entre les différents secteurs de dépenses. L'orientation d'une flèche d'un poste A vers un poste B signifie simplement que le poste A est parmi les deux ou trois postes dont le fait d'envisager la baisse entraîne la plus grand propension à envisager également une baisse sur B.



Notre interprétation des résultats de ce graphique est que la crise a probablement amené une partie non négligeable des enquêtés à *envisager* une baisse *coordonnée* des dépenses sur des biens correspondant à des besoins de type physiologique (repas, chauffage, logement), baisse liée alors à celle d'autres dépenses concernant également la vie courante, électroménager, habillement, etc... alors qu'il n'y a en revanche aucune relation avec les dépenses généralement considérées comme surnuméraires : soins de beauté, livres, etc... Il nous paraît probable qu'une enquête analogue effectuée il y a deux ou trois ans n'aurait pas amené ce type de résultats, significatif d'une *appréhension* réelle de la crise par une bonne partie des ménages.

3. La relation entre les attitudes de consommation prévues et la vision de l'avenir (représentée par trois catégories "crise", "pas crise", "inquiets" correspondant (plus ou moins) aux scénarios subjectifs pessimiste, optimiste et médian) est cependant moins importante qu'on aurait pu le penser.

PROPENSION A DIMINUER LES DEPENSES SUIVANT LE REVENU ET LA VISION DE L'AVENIR

% E -

	REVENU < 3 000 F.			REVENU > 3 000 F.		
	Crise	Inquiets	Pas de crise	Crise	Inquiets	Pas de crise
Habillement	49,1	40,9	41,0	41,0	40,3	45,7
Loyer, achat du logement	21,9	15,7	8,7	16,4	14,9	11,2
Aménagement du logement	26,3	18,7	16,1	21,3	18,7	22,4
Electro-ménager	50,0	37,0	32,9	44,3	41,0	39,7
Voiture	44,7	35,2	34,3	41,0	45,5	35,3
Repas	32,5	17,0	30,4	29,5	23,9	17,2
Revues, journaux	27,2	25,7	15,5	19,7	17,9	18,1

Les comportements annoncés par les enquêtés sont quand même assez sensibles à leur vision de l'avenir, particulièrement pour ceux d'entre eux qui ont un revenu inférieur à 3 000 F. (cf. notamment le cas de l'électro-ménager), la vision de crise entraînant presque toujours une plus grande propension à la baisse.

La vision de l'avenir semble particulièrement liée à la situation financière du ménage, à sa capacité d'épargne et particulièrement au niveau atteint par celle-ci au cours de l'année écoulée comparativement aux années précédentes :

VISION DE L'AVENIR SELON LE NIVEAU RELATIF DE L'EPARGNE

Revenu < 3 000 F.	N'épargnent pas	27,7	50,2	22,1
	Ont moins épargné	20,1	46,9	33,1
	Ont épargné autant	12,6	42,5	44,8
	Ont plus épargné	7,7	42,3	50,0
Revenu > 3 000 F.	N'épargnent pas	23,8	44,8	31,4
	Ont moins épargné	26,9	45,4	27,8
	Ont épargné autant	12,9	37,1	50,0
	Ont plus épargné	12,0	36,0	52,0

L'évolution de l'épargne joue un rôle très discriminant dans le cas des revenus inférieurs à 3 000 F. Notre interprétation est que la capacité d'épargne et son évolution servent plus ou moins explicitement d'indicateurs à de nombreux ménages pour apprécier la situation générale, nos résultats contredisant une interprétation à la lettre de la notion d'épargne de précaution selon laquelle les ménages "pessimistes" seraient davantage portés à épargner.

4. Indépendamment des limites inhérentes aux enquêtes d'opinion auprès des ménages (incertitude vis-à-vis des comportements annoncés, absence de quantification), notre enquête présente l'inconvénient d'avoir été effectuée à une époque bien particulière, dans un contexte où "la crise" pourrait sembler avoir été surestimée.

Il est certain que la récession de 1974-1975 a vu son effet limité par le relatif maintien de la consommation et que, de plus, une reprise indéniable s'est manifestée à la rentrée de 1975. L'enquête de novembre 1975, effectuée par l'I.N.S.E.E., dans le commerce de détail enregistrait "une sensible amélioration du niveau du chiffre d'affaires en septembre, octobre". Les ventes sur le marché des biens durables et notamment la voiture, très affectées tout au long du premier semestre, sont reparties à l'automne. Dans ces conditions, on pourrait nous faire remarquer que notre enquête a eu lieu en février, mars 1975, soit pratiquement au point le plus bas de la conjoncture, à un moment où les ménages avaient des raisons d'être particulièrement pessimistes (encore que les séries de l'I.N.S.E.E. sur les attitudes des ménages enregistraient déjà un redressement entre novembre 1974 et janvier 1975. Il nous semble cependant que la conjoncture n'est pas la seule explication des attitudes constatées. En particulier, les réponses aux questions concernant les biens durables paraissent devoir retenir l'attention : proportion assez forte de ménages envisageant une baisse de leurs revenus. Le retard apporté au renouvellement des biens apparaît comme un moyen privilégié pour comprimer les dépenses sans trop diminuer son niveau de vie. Pour les biens dont le marché est de plus en plus un marché de renouvellement par suite du phénomène se saturation, on pouvait assister dans les prochaines années à des fluctuations importantes en fonction de la conjoncture (renouvellement des biens différés en période de basse conjoncture, reprise ensuite du fait que le renouvellement ne peut être différé indifiniment), le taux de croissance résultatn de ces fluctuations risquant de se situer en-deçà des prévisions habituelles.

S O M M A I R E

	Pages
AVANT-PROPOS	I et II
INTRODUCTION	1
I - LA PERCEPTION DE L'AVENIR	6
1.1. Les différentes dimensions de l'avenir	7
1.11. Le contexte mondial	7
1.12. Les préoccupations dans le cadre français	13
1.13. Le changement et l'évolution des modes de vie	27
1.14. Les projections personnelles	36
1.2. L'articulation des perceptions	47
1.21. Rappel sur la construction des principales variables	47
1.22. Les relations des différentes variables entre elles ...	50
1.23. Les critères socio-démographiques discriminants dans la perception de l'avenir	55
1.24. L'influence du passé récent sur la perception de l'avenir	60
1.3. Les différents ensembles de perception en fonction des critères socio-démographiques	61
1.31. Perception générale	61
1.32. Bien être futur des gens	62
1.33. Environnement général futur	62
1.34. Variable de rupture	62
1.35. La situation future de l'interviewé	62
1.36. Position politique	63
1.4. Synthèse sur les représentations de l'avenir	64
1.41. La perception globale de l'avenir	64
1.42. Les scénarios "reconstitués"	66

Pages

II - LES ATTITUDES DE CONSOMMATION 68

2.1. Au niveau global et par rapport aux grands secteurs de la consommation 69

2.11. L'attitude des français face à un éventuel accroissement de leur revenu 69
2.12. Les attitudes par rapport aux grands secteurs de la consommation 71

2.2. Les attitudes de consommation dans certains domaines spécifiques 103

2.21. Le logement 103
2.22. Le chauffage 106
2.23. La voiture 110
2.24. Les transferts de la voiture vers d'autres consommations 117
2.25. Les transports en commun 122
2.26. Attitude devant la montée des prix 123
2.27. Synthèse 125

CONCLUSION 126

ANNEXES

ANNEXE I : Caractéristiques principales de l'échantillon ..... I-1. à I-3.

ANNEXE II : Questionnaire ..... II-1. à II-19.

ANNEXE III : Annexe technique sur le mode d'exploitation de l'enquête ..... III-1. à III-11.

A V A N T - P R O P O S

Ce rapport rend compte des principaux résultats d'une enquête réalisée au cours du mois de février 1975 auprès d'un échantillon de plus de 800 individus, représentatif de l'ensemble des chefs de ménage et des maîtresses de maison français, âgés de 18 à 55 ans.

Le questionnaire a été conçu par le C R E D O C, ainsi que le plan d'exploitation des données. La mise au point technique du questionnaire a été faite en collaboration avec la C.O.F.R.E.M.C.A., qui a, par ailleurs pris en charge la réalisation de l'enquête sur le terrain, et le dépouillement des données correspondant à la demande du C R E D O C.

Il s'agissait d'un questionnaire "auto-géré" , ce qui veut dire, en ce cas précis : que l'enquêteur passait au domicile de chacun des interviewés, lui posait les premières questions du questionnaire (questions ouvertes, destinées à sensibiliser la personne interrogée aux thèmes abordés, et dont les résultats n'ont pas été commentés ici), puis lui expliquait la façon de remplir le reste du questionnaire. L'enquêteur repassait un ou deux jours plus tard, vérifiait rapidement la façon dont le questionnaire avait été rempli, puis en posait lui-même les dernières questions (renseignements signalétiques).

Nous avons choisi cette formule, de préférence à celle d'un questionnaire "classique", entièrement posé par l'enquêteur, pour deux raisons principales :

- D'une part certaines questions (2ème partie du questionnaire) demandent un temps de réflexion assez long pour l'interviewé, parfois même, à la limite, un calcul budgétaire : il ne semblait pas possible de demander des réponses "ex abrupto".

- D'autre part, étant donné la nature souvent collective des décisions budgétaires prises par le ménage, il nous a paru souhaitable que, pour répondre à certaines questions, l'interviewé - chef de ménage ou maîtresse de maison, selon le cas - ait la possibilité, s'il le désirait, de consulter avant de répondre d'autres personnes appartenant au ménage.

Cette formule s'est avérée globalement satisfaisante. On peut en effet constater la part relativement faible des "non réponses" (le plus souvent, moins de 10 %), ce qui nous a d'ailleurs amené à ne pas les présenter dans la plupart des tableaux publiés.

Enfin, précisons que nous ne présentons, dans ce rapport, que les résultats d'une première exploitation. Plus particulièrement : chacune des parties a été dépouillée séparément, et les tris de l'une à l'autre sont rares ; très peu de tris ont été faits sur la 3ème partie (situation économique présente et passé récent de la personne interrogée).

INTRODUCTION

Quels seront les comportements des consommateurs français face à la crise économique ? Cette étude essaie d'apporter quelques éléments de réponse à cette question qui est au coeur des problèmes économiques actuels. Le rapport d'orientation du VIIème Plan met en évidence le rôle de la consommation pour la détermination des grands équilibres économiques ; à ce propos, on peut rappeler les principales conclusions de ce rapport :

- Il n'est pas possible d'envisager une croissance très rapide comme c'était le cas ces dernières années. Ce serait trop coûteux en devises, en inflation et en tensions sociales.

- Il faut, cependant, maintenir la croissance à un taux proche de 5 % pour que la situation de l'emploi ne soit pas catastrophique, pour restaurer les comptes extérieurs et éviter une stagnation voire récession du niveau de vie.

- Une politique nouvelle est nécessaire pour éviter les tensions inflationnistes surtout depuis que les renchérissements de l'énergie et des matières premières imposent de transférer à l'étranger une fonction substantielle de la production.

  Cette politique nouvelle ne peut être axée que sur une <u>modération de la demande interne</u> c'est-à-dire de la consommation des ménages, des dépenses publiques et des dépenses d'investissement.

  C'est ainsi que l'on indique qu'il faudrait une hausse ralentie de la consommation des ménages ; cette option stratégique n'est exposée qu'en termes globaux, selon les grandes masses. Cela se traduit concrètement par des évolutions sélectives de la consommation aussi bien en ce qui concerne les biens consommés que les catégories de ménage qui rencontrent des difficultés plus ou moins grandes.

Cette analyse de l'évolution de la consommation par secteurs est essentielle, ne serait-ce que pour prévoir quels seront les secteurs de la production qui risquent d' être atteints par la crise.

Mais au-delà de ces conjectures sur le niveau de la demande dans le court et moyen terme, se profilent des questions plus fondamentales que l'on peut résumer de la manière suivante : la consommation dont il était question plus haut est un concept de comptabilité nationale ; or cet agrégat est en perpétuelle évolution sous la pression conjointe des produits nouveaux, des structures de prix, des changements de mentalité ... On peut se demander si la période présente ne va pas être le lieu d'une mutation du mode de consommer. Certes, rien n'est radical et les inerties sont importantes mais on peut penser que les ruptures, les perturbations sont des catalyseurs pour des transformations qui étaient plus ou moins en gestation. D'où la question de savoir si la crise ne va pas générer de nouveaux modes de consommation et, par extension, de nouveaux modes de vie.

Plus loin, dans cette introduction, nous préciserons un peu cela. Dans cette étude, il n'a pas été possible d'aborder ces problèmes. La portée de ce travail est plus modeste et, par conséquent, plus limitée.

L'objet du contrat

La recherche a pour objet les comportements prévisibles des consommateurs français face aux conséquences de la crise énergétique. Plus précisément, l'investigation porte sur les prédispositions en fonction desquelles les différentes couches de la population française se détermineront en leur qualité de consommateur face aux nouvelles données économiques. Dès le départ, il apparaissait nettement qu'il était impossible d'utiliser tous les outils conceptuels traditionnels dans l'analyse de la consommation : il ne peut donc s'agir, par exemple, de rechercher des seuils de sensibilité aux prix en faisant appel à des concepts d'élasticité-revenu. La voie est dès lors d'utiliser des notions plus grossières comme l'idée d'élasticité-conjoncture.

La démarche proposée peut se résumer ainsi :

- Elaboration d'hypothèses

Ceci doit conduire à la construction de scénarios destinés à préciser le contexte économique dans lequel on travaille. Le contenu des scénarios est très large depuis le choix d'hypothèses de base concernant la conjoncture internationale, les parades les plus plausibles de la part des agents économiques ...

- Enquête auprès des ménages

L'objet de cette enquête est de déceler certaines dispositions fondamentales des ménages devant les changements du contexte économique général, et à partir de là de préciser - en termes d'arbitrage budgétaire - les modifications de comportement correspondant aux hypothèses retenues.

Les "dispositions fondamentales" des ménages ne peuvent évidemment pas s'expliciter sur un nombre illimité de fonctions de consommation. Aussi la nomenclature de ces fonctions est déterminée d'une façon restrictive et compte tenu de certaines préoccupations prioritaires.

Pour l'essentiel, le questionnaire portera sur les réductions budgétaires que les ménages envisagent soit dans l'hypothèse d'une diminution de leurs revenus réels, soit dans celle de certaines hausses sectorielles.

Il faut insister sur le caractère exploratoire de cette enquête, vu les contraintes de temps et la faiblesse de l'échantillon (au départ, il était prévu 500 personnes ; finalement l'enquête a porté sur plus de 800 personnes).

Les problèmes méthodologiques et démarche adoptée

Les difficultés méthodologiques proviennent, pour la plupart, de l'inadéquation entre une enquête faite dans les conditions précitées et les objectifs assignés.

En effet, l'enquête est destinée à interroger les ménages sur leurs comportements d'adaptation. Toute la difficulté réside dans l'ambiguïté du terme "adaptation" car tout le problème est de savoir quelles sont les situations de référence. L'idée initiale avait été d'élaborer des scénarios cohérents dont on présenterait les termes aux ménages pour les faire réagir.

Or, si la méthode des scénarios est un outil de prévision destiné à créer des ensembles cohérents d'hypothèses utiles, on peut se demander si les personnes interrogées sont capable de comprendre la portée pour leur devenir d'un scénario quelqu'il soit. Et il semble bien que cela ne soit pas uniquement un problème de traduction, la vulgarisation n'étant pas ici une panacée.

Cependant, on ne peut nier que les ménages ont des informations sur l'évolution économique et sociale et qu'ils en construisent une représentation de l'avenir selon des termes ou des schémas qui ont peu de chose à voir avec l'appareil conceptuel scientifique mis en oeuvre par les spécialistes.

Dans quelle mesure ces scénarios subjectifs sont-ils déterminants pour les comportements de consommation ? C'est par le biais de cette interrogation que l'on a introduit, dans le questionnaire, tout ce qui porte sur l'avenir.

Toute référence aux concepts économiques utilisés dans les scénarios n'a pas été abandonnée pour autant mais apparaît sous des formes très simplifiées. Il restera alors à interpréter les résultats et les tendances dégagées dans des contextes cohérents.

Une autre difficulté est apparue également concernant la sensibilité des ménages aux innovations. L'hypothèse que l'on peut faire par exemple, est que l'évolution défavorable de la structure des prix va entraîner des comportements d'économie et des sentiments de frustration et que la recherche de compensation peut trouver un exutoire dans de nouveaux modèles de consommation. Ceci est en réalité une approche naïve de l'analyse de l'évolution de la consommation.

Malgré tout, il nous a semblé qu'il était impossible de tester par questionnaire cette sensibilité aux formes nouvelles car il est difficile de demander une réponse pour quelque chose d'inconnu par définition. Mais cette impossibilité est elle-même riche d'enseignement et conduit à réfléchir sur le rôle exact de la demande dans l'évolution du mode de consommation ; ne s'agit-il pas plutôt d'une demande-reflet largement façonnée par l'évolution d'une offre qui, elle, est conditionnée par des impératifs extérieurs au simple jeu de l'offre et de la demande ? Prenons un exemple pour illustrer ceci : la consommation, à revenu constant, peut être accrue avec un moindre gaspillage, en usant de biens dont la durabilité et la qualité ont été accrues ; or cette possibilité dépend très largement de la capacité de l'appareil industriel à atteindre des objectifs économiques autrement que par une obsolescence rapide des biens produits ...

De tout ceci, il résulte le plan du questionnaire :

- Une première partie est destinée à préciser la perception qu'ont les ménages de leur avenir et de l'avenir en général, ceci afin de construire des scénarios subjectifs.

- Une deuxième partie concerne les comportements économiques proprement dits.

- Une troisième partie cerne la situation socio-économique de la personne interrogée et son passé récent.

Ce document ne présente que l'exploitation des résultats à mi-chemin : les diverses parties ont seulement été exploitées séparément.

I - LA PERCEPTION DE L'AVENIR

I - LA PERCEPTION DE L'AVENIR

La première partie du questionnaire a pour objet d'appréhender la perception que les ménages français ont de l'avenir à moyen terme (dans 10 ans environ : la référence "1985" n'est pas rappelée à chaque question, mais elle est mentionnée suffisamment souvent pour constituer un cadre implicite aux projections des interviewés). Par des approches successives, de question en question, nous avons essayé d' inciter les interviewés à se placer personnellement dans un contexte global (mondial, puis national, puis catégoriel) qu'ils auront défini eux-mêmes : ainsi la question sur l'évaluation de leur propre situation - familiale, professionnelle, résidentielle, etc... - (Q. 20) se situe-t-elle à la fin de cette première partie.

A travers les premières questions, les ménages ont été amenés à exprimer leurs craintes et leurs espoirs, leur perception du changement global, et, plus précisément des modifications probables de la vie quotidienne, enfin leur perception de "la crise", de sa réalité, de sa durée, et de ses conséquences.

Nous analyserons les opinions des interviewés quant aux évolutions probables dans les 10 ans à venir ; nous essaierons ensuite d'apprécier, à travers des variables plus globales qui ont été construites à partir de différentes questions, comment ces opinions et perceptions s'articulent entre elles sous forme des "scénarios subjectifs", plus ou moins cohérents ; nous déterminerons enfin les critères socio-démographiques qui influent le plus sur la façon dont les différentes catégories d' interviewés perçoivent les dix années à venir.

1.1. Les différentes dimensions de l'avenir

On peut d'abord distinguer un contexte mondial dans lequel s'inscriront les grandes menaces planétaires (pollution, surpeuplement, etc...) et les équilibres mondiaux entre nations, puis un contexte national, dans lequel les préoccupations sont plus précises et plus directement ressenties - qu'il s'agisse de la propre situation de l'interviewé ou de celle du groupe social auquel il appartient - ; d'autre part les ménages ressentent plus ou moins les possibilités de changement social ou d'évolution des modes de vie, que cette perception soit l'objet d'une connotation négative ou positive ; enfin les projets personnels de chacun peuvent conduire à une représentation de son propre mode de vie dans l'avenir - représentation qui n'est pas nécessairement reliée à la perception globale de l'évolution du contexte économique et social.

1.11. Le contexte mondial

Les questions (1, 2, 2b, 3) portent d'une part sur les menaces "planétaires" que l'on peut redouter, et, d'autre part, sur l'évolution du rôle des grandes puissances, et de la France plus particulièrement.

a. Les menaces

Sur 100 personnes interrogées, considèrent que la situation sera, dans 10 ans :

En ce qui concerne ...	... meilleure	pareille que maintenant..	moins bonne ...	... beaucoup plus grave
. La dégradation de la nature	16,8	16,4	26,7	38,7
. Le surpeuplement dans le monde	12,8	21,3	18,6	44,4
. L'équipement des ressources naturelles ...	8,7	28,5	34,6	25,5
. Les risques de guerre mondiale ...	13,2	52,8	12,0	18,2

Plusieurs remarques peuvent être faites au vu de ces résultats globaux - la part des "optimistes" quant à l'évolution de ces menaces est très réduite : sur aucun des quatre problèmes énoncés, on ne compte plus d'un interviewé sur six qui soit confiant dans l'avenir ; sur un problème très actuel comme l'épuisement des ressources cette proportion est particulièrement faible : une personne sur 12 seulement pense que, en ce domaine, la situation sera plutôt meilleure dans une dizaine d'années (en revanche, une minorité plus importante - 16,8 %, soit environ une personne sur six - semble mettre un certain espoir dans les premières mesures qui ont suivi la prise de conscience globale des problèmes de pollution et d'environnement).

En ce qui concerne : dégradation de la nature, surpeuplement, et épuisement des ressources, plus de la moitié des personnes interrogées voient la situation se détériorer dans les années à venir. Si la dégradation de la nature - thème relativement nouveau et "à la mode", recueille le plus grand nombre d'opinions pessimistes (65 %), le surpeuplement -cause plus traditionnelle d'anxiété - continue d'apparaître comme une menace très grave pour près de la moitié des interviewés.

En revanche, les risques de guerre mondiale sont beaucoup moins souvent l'objet de prévisions très pessimistes (30 % seulement des interviewés pensent qu'en ce domaine la situation sera moins bonne ou beaucoup plus grave dans l'avenir). Notons cependant que si ces risques ne semblent pas devoir s'aggraver aux yeux de la plupart des interviewés, ils ne sont pas non plus perçus comme devant diminuer dans les prochaines années : pour la majorité des interviewés, la menace restera la même.

Les ventilations dont nous disposons en ce qui concerne ces résultats font apparaître l'influence fréquente de l'âge, de la C.S.P. du chef de famille, et de l'attitude politique sur la perception des différentes menaces.

	Dégradation de la nature		Surpeuplement		Epuisement des ressources		Risques de guerre mondiale	
	moins bien	beaucoup + grave	moins bien	beaucoup + grave	moins bien	beaucoup + grave	moins bien	beaucoup + grave
Ensemble	26,7	38,7	18,6	44,4	34,6	25,5	12,0	18,2
18 à 24 ans	20,6	44,4	18,3	44,6	29,8	35,6	14,6	21,6
25 à 34 ans	28,7	40,2	21,7	42,4	35,6	23,6	11,5	20,5
35 à 44 ans	24,1	38,6	15,4	46,8	35,6	22,5	11,6	16,5
45 à 55 ans	30,6	34,8	19,5	43,4	34,7	26,1	11,8	16,3
Agriculteurs,salariés agricoles	26,5	35,1	29,5	29,4	28,1	31,2	17,9	8,9
Industriels,professions libérales cadres supérieurs	23,2	46,6	10,4	55,1	37,4	26,0	13,1	17,7
Artisans, petits commerçants	30,8	25,9	18,3	50,1	40,5	23,5	11,6	20,1
Cadres moyens	26,5	36,9	19,2	46,1	33,4	23,8	10,1	16,2
Employés	29,0	45,7	16,0	48,1	41,3	30,4	12,4	16,3
Ouvriers qualifiés	24,1	39,0	21,2	45,7	37,9	18,3	10,9	20,0
Autres ouvriers,personnels de service	23,1	42,9	10,3	46,4	29,6	26,7	10,3	22,5
Non actifs	35,7	38,0	26,4	37,4	34,8	27,2	12,1	20,4
Droite	28,2	33,1	24,0	36,1	41,0	23,6	13,2	19,5
Tous partis	28,0	33,3	18,0	45,9	32,3	23,8	11,6	15,9
Gauche	23,7	49,5	14,3	51,2	32,3	33,6	12,2	19,6

Sur les trois premières menaces, les ventilations font souvent apparaître des différences assez significatives. Ainsi ceux qui expriment des opinions de gauche apparaissent-ils globalement plus sensibilisés que les autres à ces problèmes ; les couches urbaines nouvelles (employés) en sont, en général, plus préoccupées que les couches moyennes traditionnelles.

Il convient globalement de distinguer les <u>préoccupations relativement traditionnelles</u>, comme le surpeuplement ou les risques de guerre mondiale, dont la pénétration varie peu en fonction de l'âge ou de l'opinion politique, et qui apparaissent assez souvent (plutôt plus qu'en moyenne) chez les artisans et petits commerçants, de l'épuisement des ressources et surtout de la <u>dégradation de la nature</u>, <u>problèmes plus "neufs"</u> pour lesquels on note une sensibilisation nettement supérieure des jeunes (18 à 24 ans), des interviewés de gauche, et de ceux qui appartiennent aux classes urbaines moyennes et aisées (employés, industriels, professions libérales et cadres supérieurs).

b. <u>L'évolution du rôle des grandes puissances</u>

	Les pays - ou groupe de pays suivant joueront, dans les 10 ans à venir, un rôle..			La France dépendra plus étroitement des pays suivants
	Plus important	Aussi important	Moins important	
Chine	66,1	23,5	5,2	8,0
Pays arabes	48,3	25,4	19,2	32,3
C.E.E.	43,4	35,6	14,9	59,6
U.R.S.S.	30,7	57,7	6,7	10,2
France	28,8	56,3	12,9	
Etats-Unis	24,8	55,2	15,5	23,6
(Autres pays cités)	8,8	2,3	0,8	

En ce qui concerne la Chine et les pays arabes, l'idée d'un accroissement de leur importance est majoritaire au sein des opinions exprimées ; les avis sont un peu plus partagés en ce qui concerne le Marché Commun ; enfin, pour l'U.R.S.S., la France et les Etats-Unis, la majorité des interviewés ne prévoient pas de modification notable de leur poids sur la scène internationale.

Aux yeux de la majorité des ménages, les grandes puissances "traditionnelles" devraient donc ne pas accroître leur influence, face aux nouvelles puissances (Chine et pays arabes) dont le rôle irait grandissant.

Toutefois, sur les pays arabes, les opinions sont plus partagées : en effet près d'un interviewé sur cinq pense que l'influence des pays arabes devrait diminuer dans l'avenir : contrairement à l'opinion (majoritaire) de ceux qui pensent que l'importance récemment prise par le monde arabe devrait se maintenir, voire se développer; une minorité non négligeable semble considérer l'évolution récente comme un évènement conjoncturel qui ne saurait entraîner une modification durable des rapports de puissance.

Les implications de ces évolutions quant aux influences pouvant s'exercer sur la France sont diversement perçues : ainsi l'accroissement peu contesté du rôle international de la Chine n'est perçu que très rarement comme impliquant une plus grande dépendance de la France à l'égard de ce pays (malgré les mythes du "péril jaune", la Chine semble encore très loin aux yeux des Français et son développement ne semble pas les concerner). Il n'en est pas de même pour les pays arabes (la crise du pétrole fait pronostiquer au tiers des personnes interrogées une plus grande dépendance à l'égard des pays producteurs) ; les autres dépendances perçues apparaissant plus comme la projection des évolutions sensibles au cours des dernières années : Etats-Unis (23,6 %) et surtout Europe du Marché Commun (59,6 %).

Le rôle de la France dans le monde sera .....

	.....plus important	.....aussi important	.....moins important
Ensemble	28,6	56,3	12,7
18 à 24 ans	23,6	54,0	18,8
25 à 34 ans	28,7	56,2	11,9
35 à 44 ans	27,7	57,7	12,8
45 à 55 ans	31,9	55,9	10,7
Agriculteurs,salariés agricoles	37,6	57,0	5,4
Industriels,professions libérales cadres supérieurs	19,1	61,1	17,3
Artisans, petits commerçants	26,2	61,8	10,0
Cadres moyens	26,7	56,7	14,9
Employés	29,3	54,5	15,0
Ouvriers qualifiés	24,6	63,6	9,7
Autres ouvriers,personnels de service	28,7	51,1	15,6
Non actifs	34,7	46,1	15,7
Droite	36,5	57,6	4,1
Tous partis	31,1	57,4	10,3
Gauche	17,6	56,1	24,5

En ce qui concerne plus précisément l'évolution du rôle de la France, la majorité des interviewés pense qu'il restera pratiquement le même ; une minorité importante le voit croître ; moins nombreux sont ceux qui en prévoient une diminution.

Les ventilations par âge, C.S.P. du chef de famille, et opinion politique (toujours mesurée à travers les réponses à la question Q. 8) font apparaître des différences significatives : notons en particulier que ceux qui croient le plus à un accroissement du rôle de la France sont particulièrement nombreux parmi les interviewés les plus âgés (45 - 55 ans), dans le monde rural et chez les inactifs, et parmi la droite ; en revanche les jeunes (18 - 24 ans), les milieux aisés (industriels, professions libérales, cadres supérieurs) et la gauche, ont plus souvent tendance à prévoir une diminution du poids international de la France.

1.12. Les préoccupations dans le cadre français

Les interviewés ont été amenés à exprimer leurs préoccupations dans divers domaines de l'évolution économique et sociale, et au sujet des différentes catégories de Français ; plus globalement, ils ont été invités à donner leur perception de la crise et de ses implications.

Dans le cadre français, les problèmes qui sont le plus souvent perçus comme inquiétants pour l'avenir sont ceux de l'emploi, du prix de l'énergie, et du coût de la vie. En revanche production industrielle, logement et revenus semblent n'être que plus rarement l'objet de préoccupations profondes.

Evolution de la situation dans les prochaines années en ce qui concerne ...

	Mieux	Pareil	(Mieux + pareil)	Moins bien	Beaucoup + grave	(Moins bien + bcp + grave)
... la possibilité de trouver un emploi	10,4	16,4	26,8	32,0	39,1	71,1
... le prix de l'énergie	5,8	19,0	26,9	34,5	36,5	71,0
... le coût de la vie	6,9	24,1	31,0	37,0	29,5	66,5
... la production industrielle	24,2	32,6	56,8	27,6	10,5	38,2
... le logement	34,6	29,8	64,5	16,1	16,3	32,4
... les revenus	37,1	31,1	68,2	23,0	6,1	29,2

Notons que seule une part relativement faible des interviewés (29,2 %) se montre pessimiste quant à l'évolution des revenus ; en revanche 66,5 % pensent que la situation deviendra moins bonne, ou beaucoup plus grave en ce qui concerne le coût de la vie ; cette contradiction apparente montre vraisemblablement que, sur le problème des revenus, la grande majorité des interviewés a répondu sur l'évolution en termes de francs courants, et non en termes de pouvoir d'achat.

Emploi, énergie et coût de la vie semblent donc être la grande préoccupation des ménages français en ce qui concerne les années à venir. Mais la hiérarchie des inquiétudes n'est pas toujours la même, d' une catégorie d'interviewés à l'autre, et certaines préoccupations apparemment minoritaires (comme le logement par exemple) sont cependant très répandues dans certains groupes : c'est ce que montrent les ventilations (qui ne portent que sur les opinions "pessimistes").

% de ceux qui considèrent que la situation évoluera défavorablement ("moins bien" ou "beaucoup plus grave") en ce qui concerne .....

	...l'emploi	...le prix de l'énergie	...le coût de la vie	...la production industrielle	...le logement	...les revenus
Ensemble	71,1	71,0	66,5	38,2	32,4	29,2
18 à 24 ans	66,8	76,6	65,1	42,0	45,4	28,2
25 à 34 ans	70,2	68,6	64,3	37,9	37,2	26,3
35 à 44 ans	75,2	71,4	70,7	37,5	28,4	27,7
45 à 55 ans	69,4	70,3	64,6	37,4	26,2	34,2
Agriculteurs,salariés agricoles	72,2	61,9	63,6	41,3	18,4	37,3
Industriels,professions libérales cadres supérieurs	71,9	80,3	66,6	34,1	36,3	29,0
Artisans, petits commerçants	75,9	71,0	62,6	36,6	27,7	27,1
Cadres moyens	64,7	71,6	64,5	36,7	31,7	19,5
Employés	70,2	75,3	69,4	41,7	39,1	38,2
Ouvriers qualifiés	75,1	75,8	69,7	41,1	38,5	29,5
Autres ouvriers,personnels de service	71,8	71,1	67,3	37,3	35,5	29,2
Non actifs	65,0	62,7	67,2	34,0	29,7	28,3
Droite	61,8	65,1	58,5	25,7	23,7	17,4
Tous partis	72,6	69,3	66,1	38,5	30,1	28,9
Gauche	81,1	82,4	79,1	51,6	43,0	44,3

Ainsi, alors que la part des "inquiets" est particulièrement importante dans les tranches d'âge élevées (35 à 44 ou 45 à 55 ans) en ce qui concerne emploi, coût de la vie et revenus, elle est particulièrement fortechez les jeunes pour le problème du logement (ce qui s'explique par le fait que beaucoup, parmi les jeunes, sont encore mobiles quant au logement, et sont donc directement confrontés aux problèmes que cela pose, alors que dans les tranches plus âgées, le logement est très souvent définitif), du prix de l'énergie, et de la production industrielle.

Au niveau de la C.S.P., on retrouve une sur-représentation des inquiétudes concernant l'emploi et le prix de l'énergie chez les industriels, cadres supérieurs, employés et ouvriers qualifiés ; les agriculteurs, eux, se montrent plus inquiets qu'en moyenne de l'évolution des revenus (alors qu'ils perçoivent très peu les problèmes de logement, par exemple), et les artisans, petits commerçants particulièrement pessimistes en ce qui concerne l'emploi.

Enfin les différences en fonction de l'opinion politique sont fortes et cohérentes : sur tous les problèmes énoncés, la gauche se montre nettement plus pessimiste que les "tous partis", et surtout que la droite. L'inquiétude croît de droite à gauche (comme nous aurons l'occasion et de le vérifier sur d'autres questions, la droite nie la crise alors que la gauche en perçoit la réalité).

Mais ces préoccupations s'expriment en partie "in abstracto" ; la question 6 ("si vous pensez à votre situation personnelle, y a-t-il des domaines qui, vous, personnellement, vous préoccupent beaucoup ?") permet d'impliquer davantage les interviewés dans l'expression de leurs craintes à venir ; et la hiérarchie des préoccupations n'est alors pas la même :

Sont personnellement préoccupés par	... le coût de la vie	69,4 %
	... les revenus	50,3 %
	... le prix de l'énergie	34,7 %
	... la possibilité de trouver un emploi	33,0 %
	... le logement	21,4 %
	... la production industrielle	10,2 %

Ainsi, globalement les préoccupations relatives à l'emploi apparaissent toucher moins directement les ménages que le problème immédiat de la défense de leur pouvoir d'achat (coût de la vie et revenus). Les ventilations des réponses font apparaître aussi, en fonction des catégories d' analyse, des tendances à répondre différemment selon que la question est posée de façon globale, théorique, ou bien sur un plan personnel.

Ainsi ce sont très nettement les plus jeunes qui se montrent les plus préoccupés - pour leur situation personnelle - par les problèmes d'emploi dans l'avenir ; en revanche les interviewés plus âgés ont plus tendance que les autres à s'inquiéter du coût de la vie, des revenus, et du prix de l'énergie.

Au niveau des C.S.P., les revenus préoccupent particulièrement les ménages d'agriculteurs et de salariés modestes, et le prix de l'énergie inquiète les agriculteurs et les commerçants (peut être plus "consommateurs d'énergie" que les autres catégories).

L'emploi inquiète les ouvriers plus que les autres, alors que les artisans et petits commerçants qui s'en préoccupaient "théoriquement", n'ont que peu tendance à se sentir personnellement concernés par ce problème.

Quant au logement, c'est un problème qui préoccupe surtout les catégories salariées moyennes et basses.

Les réponses en fonction de la variable "A.F.F.E." (voir en annexe le mode de constitution des variables) font ressortir que ceux qui ont déjà, dans les mois passés, subi plus ou moins directement les conséquences des difficultés économiques (les "CONCERNES") sont plus préoccupés que les autres quant à tous ces problèmes ; mais c'est essentiellement sur les problèmes de coût de la vie, de revenus, et de prix de l'énergie que leur sur-représentation est la plus forte.

Domaines préoccupant personnellement les interviewés (Q.6)

	Coût de la vie	Revenus	Prix de l'énergie	Possibilité de trouver un emploi	Logement	Production industrielle
Ensemble	69,4	50,3	34,7	33,0	21,4	10,2
18 à 24 ans	65,4	44,8	36,0	51,3	36,2	17,1
25 à 34 ans	65,7	46,5	29,9	37,2	22,2	9,8
35 à 44 ans	67,6	57,1	32,9	28,9	19,5	8,2
45 à 55 ans	77,1	48,8	41,0	25,3	15,9	9,8
Agriculteurs, salariés agricoles	62,9	75,8	44,7	23,2	12,0	7,0
Industriels, professions libérales cadres supérieurs	69,5	33,3	30,1	21,9	13,4	18,7
Artisans, petits commerçants	72,5	47,0	42,3	19,9	15,4	5,6
Cadres moyens	66,1	34,7	26,3	36,3	25,8	11,2
Employés	70,4	56,8	32,0	33,0	28,0	10,3
Ouvriers qualifiés	73,9	55,4	39,6	42,9	24,1	10,3
Autres ouvriers, personnels de service	72,0	47,3	33,1	40,2	26,5	15,3
Non actifs	64,7	44,7	25,9	30,7	17,3	4,2
(AFFE.) CONCERNE	77,5	59,9	40,1	34,8	23,6	12,7
NON CONCERNE	66,1	46,3	32,6	32,2	20,5	9,3
(Q.5 : moins bien ou beaucoup plus grave)...						
..Coût de la vie	75,7	51,2	36,8	38,2	23,6	10,6
..Revenus	76,0	60,0	42,9	39,0	25,9	13,7
..Prix de l'énergie	72,3	50,2	40,1	36,7	22,5	11,2
..Emploi	70,5	51,9	36,6	37,9	20,8	11,4
..Logement	78,2	50,9	37,4	47,3	34,3	16,5
..Production industrielle	72,7	52,6	44,6	35,4	23,6	15,3
..Aucun	59,2	36,0	20,9	17,8	22,6	4,6

Les différences d'une catégorie à l'autre laissent penser que la crise, ou du moins le malaise global n'a pas toujours le même contenu,(1) la même coloration d'une catégorie à l'autre. Pour les uns (âge moyen, catégories "traditionnelles"), il s'agit essentiellement d'un problème d'inflation (coûts et revenus), souvent lié à la hausse du prix de l'énergie ; pour d'autres (jeunes, salariés moyens ouvriers non qualifiés) il s'agit d'un problème plus global dont les répercussions économiques et sociales sont plus sensibles (production industrielle, emploi, logement). Si l'on analyse par ailleurs les réponses sur les préoccupations personnelles en fonction de celles sur les préoccupations globales (ventilation Q. 6 x Q. 5), on constate :

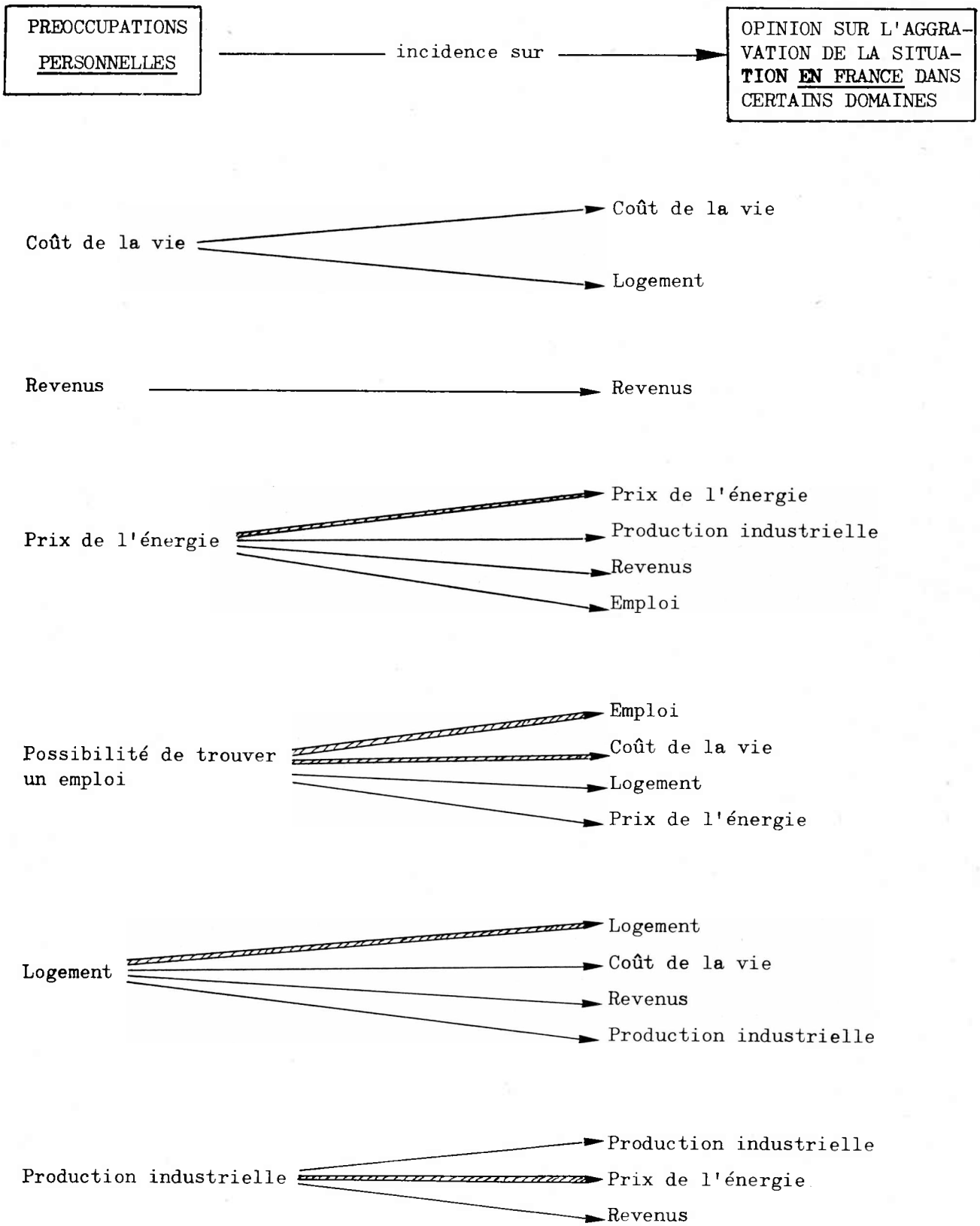
- Qu'il y a une corrélation incontestable entre les opinions exprimées à ces deux niveaux : ainsi ceux qui ne sont globalement inquiets sur aucun des items proposés sont beaucoup moins préoccupés "personnellement" que les autres ; et, sur chaque item, il y a sur-représentation des "préoccupés" parmi ceux qui pensent "globalement" que la situation va se dégrader quant à cet item (ce qui apparaît graphiquement sur la diagonale du tableau).

- Mais aussi que le fait d'être personnellement inquiet quant à tel ou tel problème tend à entraîner un pessimisme quant au jugement global sur d'autres problèmes qui peuvent sembler liés. Ainsi, par exemple, ceux qui sont personnellement préoccupés par le prix de l'énergie, sont souvent "globalement" inquiets sur l'évolution des revenus, de la production industrielle, et de l'emploi (et, bien sûr, également du prix de l'énergie).

Le tableau ci-après fait apparaître les incidences des préoccupations <u>personnelles</u> (réponses à la Q. 6) sur l'opinion quant à l'évolution de la situation <u>en France</u> (réponses à la Q. 5).

---

(1) Les graphiques 1, p. 39 ; 5 p. 105 et 6 p. 113, illustrent ce point. Soulignons à ce propos que les graphiques 1 à 6 ne sont pas établis sur la base de corrélations scientifiquement calculées. Nous avons simplement tenté de faciliter la lecture conjointe de certains tableaux en portant la position respective des différentes catégories d'analyse quant à deux questions ou deux séries de questions. Ces graphiques permettent cependant de présumer certaines corrélations entre les opinions (quand la plupart des catégories se regroupent autour de la diagonale) corrélations qu'il conviendra de tester dans la suite de cette recherche. En particulier, notons la forte tendance des 3 catégories "politiques" à se situer régulièrement en diagonale.


PREOCCUPATIONS PERSONNELLES
incidence sur
OPINION SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION EN FRANCE DANS CERTAINS DOMAINES
Coût de la vie
Coût de la vie
Logement
Revenus
Revenus
Prix de l'énergie
Prix de l'énergie
Production industrielle
Revenus
Emploi
Possibilité de trouver un emploi
Emploi
Coût de la vie
Logement
Prix de l'énergie
Logement
Logement
Coût de la vie
Revenus
Production industrielle
Production industrielle
Production industrielle
Prix de l'énergie
Revenus

La question 19 porte sur l'évolution vraisemblable de la situation des diverses catégories de Français.

La situation sera ...

pour ...	meilleure	pareille	moins bien	beaucoup plus grave
... les agriculteurs	32,2	29,8	24,8	10,3
... les cadres	19,8	50,1	21,6	2,8
... les ouvriers	31,9	31,8	23,6	10,0
... les employés	23,6	44,7	20,6	4,8
... les artisans, petits commerçants	8,9	19,9	39,1	28,3
... les industriels, les hommes d'affaires	26,2	43,6	20,3	4,0
... les professions libérales	27,2	56,7	9,8	2,2
... les retraités	46,8	25,7	17,1	8,1
... les fonctionnaires	24,7	59,8	8,8	1,9
... les habitants des grandes agglomérations	11,6	26,3	40,5	16,8
... les habitants des petites villes	18,1	53,9	19,4	4,3
... les habitants de la campagne	30,9	38,9	20,3	7,1

Globalement, les interviewés prévoient des évolutions relativement contrastées pour les catégories sur lesquelles il leur était demandé de répondre. Ainsi, pour la grande majorité (plus de 60 %) d'entre eux, certaines catégories devraient voir leur situation s'améliorer, ou, du moins, se maintenir :

les retraités
les agriculteurs
les ouvriers
les professions libérales

les cadres
les fonctionnaires
les habitants de la campagne
et ceux des petites villes.

Notons que l'on retrouve parmi ces groupes sociaux : des catégories qui sont actuellement défavorisées, mais dont on croit le plus souvent qu'elles seront parmi les grands bénéficiaires du progrès social à attendre ; et des catégories "supérieures" - ou perçues comme telles - dont on ne pense pas qu'elles perdront leurs privilèges (leur situation restera "pareille") : professions libérales, cadres, fonctionnaires.

A l'opposé, les opinions sont beaucoup plus pessimistes à l'égard des artisans et petits commerçants (67,4 % des interviewés pensent que leur situation va se détériorer), et des habitants des grandes agglomérations (57,3 %). Cependant, pour la majorité des catégories, ce sont les opinions relativement optimistes ("mieux" ou "pareil") qui dominent. En fait, la ventilation en fonction de la C.S.P. du chef de ménage fait apparaître que l'on est en général plus inquiet qu'en moyenne (plus concerné) pour sa propre catégorie.

Ainsi ouvriers, agriculteurs, industriels, professions libérales et cadres supérieurs, employés et inactifs apparaissent-ils moins optimistes quant à leur propre sort que ne l'est pour eux l'ensemble de la population (en revanche, les catégories moyennes - cadres moyens, et artisans petits commerçants à l'égard desquels les prévisions des industriels semblent beaucoup plus pessimistes encore que les leurs propres ; apparaissent plus - ou aussi - confiants dans l'avenir que ne le sont pour eux les interviewés appartenant aux autres catégories).

Enfin certains points de vue contradictoires, que l'on peut lier à une attitude de défense des intérêts de classe, apparaissent entre certaines catégories : ainsi les industriels, cadres supérieurs s'ils sont moins optimistes que la moyenne sur leur propre sort, le sont en revanche davantage en ce qui

La situation sera meilleure ou pareille pour .....

	Les agriculteurs	Les industriels	Les professions libérales	Les petits commerçants	Les cadres	Les employés	Les ouvriers	Les retraités	Les fonctionnaires
Ensemble	62,1	69,8	83,9	28,9	69,9	68,3	63,8	72,5	84,5
Agriculteurs, • salariés agricoles	45,0	66,4	84,8	32,7	[83,9]	69,9	62,6	[81,4]	[92,2]
Industriels, professions libérales	62,4	57,9	57,0	18,3	43,1	65,0	[75,5]	74,1	81,2
Artisans,petits commerçants	66,7	71,3	88,1	28,5	75,2	71,8	[71,7]	79,3	90,5
Cadres moyens	59,3	76,1	86,4	27,6	70,4	70,0	68,2	73,9	82,0
Employés	61,3	70,3	83,6	29,2	75,3	61,9	66,0	71,8	85,6
Ouvriers qualifiés	69,9	78,7	88,0	31,3	74,1	65,7	55,5	75,1	90,9
Autres ouvriers, services	61,6	59,3	81,5	29,3	64,6	59,4	55,8	71,8	74,4
Non actifs	64,1	73,0	86,1	29,1	68,6	[75,0]	64,5	66,8	85,3
(dont: administration, services publics)	62,2	65,8	81,3	26,6	66,3	64,3	65,1	70,3	80,8

* Il s'agit ici des C.S.P. des interviewés eux-mêmes et non pas de celles des chefs de ménage.

concerne les ouvriers ; vice versa, les ouvriers, plutôt moins satisfaits qu'en moyenne quant à leur situation future, voient l'avenir des industriels comme particulièrement privilégié ; quant aux agriculteurs, inquiets sur leur propre sort, ils le sont beaucoup moins pour l'avenir des cadres, des retraités et des fonctionnaires.

La perception de la crise

Les questions 7, 8 et 19 portent plus directement sur la crise, sa réalité, ses conséquences, et les solutions politiques qu'elle appelle.

En %

Dans les prochaines années :	
Il y aura une crise sérieuse et probablement durable	41,1
La France rencontrera de grosses difficultés, qui seront résolues assez rapidement	31,8
Il n'y a pas de raison de penser que la France rencontre de grosses difficultés	23,9
Les risques que comportent l'avenir ...	
... paraissent assez graves pour remettre en cause tout le système politique et social	51,5
... ne paraissent pas assez graves pour remettre en cause tout le système politique et social	44,9
Si la situation devenait très grave, il faudrait, pour la résoudre ...	
... un gouvernement plus à droite que l'actuel	3,1
... un gouvernement représentant l'actuelle majorité	23,2
... un gouvernement rassemblant tous les partis	38,4
... un gouvernement de gauche	23,3
... un gouvernement révolutionnaire	3,3

La répartition de ces réponses montre que la crise est attendue par une minorité relativement importante d'interviewés (plus de 40 %), et que, plus globalement, l'avenir semble, à un peu plus de la moitié des ménages interrogés,

assez inquiétant pour remettre en cause le système économique et social ; enfin les solutions politiques à la situation se répartissent vraisemblablement en fonction des opinions politiques générales des interviewés (droite, centre et gauche) ; il convient cependant de noter l'importance de la part des "tous partis" (près de 40 %) qui semble dépasser celle des centristes traditionnels : ce résultat montre probablement l'importance actuelle de la mystique d'"union nationale", permettant à la solidarité de tout le pays, au-delà des divisions politiques traditionnelles, de répondre à une situation de crise grave.

Les ventilations en fonction de l'âge, de la C.S.P. du chef de famille, du niveau d'études, de la région, et du revenu du ménage, font apparaître des différences souvent significatives, qui peuvent traduire des ensembles relativement cohérents d'opinions.

Par exemple on constate chez les jeunes (18 - 24 ans) une sur-représentation très nette : de ceux qui pensent que la crise sera sérieuse et durable ; de ceux qui pensent que les risques de l'avenir remettront en cause le système politique et social ; et de ceux qui croient en une solution de gauche (ou révolutionnaire).

La même tendance peut être observée (mais de façon moins accentuée) chez les employés et chez les ouvriers qualifiés.

A l'opposé, les agriculteurs et les salariés agricoles, et, dans une moindre mesure, les artisans et petits commerçants, sont plus nombreux qu'en moyenne à nier la crise, ses implications politiques et sociales, et à afficher des opinions de droite.

La question politique n'étant pas ventilée (du moins à ce niveau) par niveau d'études, région, et revenus, constatons simplement la fréquence de l'optique "crise" et "remise en cause du système" chez les interviewés de niveau "technique ou commercial", dans le nord-est et la région parisienne, alors que les opinions niant la crise apparaissent souvent au niveau "primaire supérieur", dans le sud (est et ouest) et dans les tranches de revenus "moyennes-aisées" (4 000 à 6 000 F.)

Nous retrouverons ces clivages catégoriels à l'occasion d'autres analyses.

	CRISE			RISQUES AVENIR		SOLUTIONS POLITIQUES				
	Sérieuse et durable	Grosses difficultés résolues rapidement	Pas de grosses difficultés	Remettent en cause le système	Ne le remettent pas en cause	Plus à droite qu'actuellement	Majorité actuelle	Tous les partis	Gauche	Révolutionnaire
Ensemble	41,1	31,8	23,9	51,5	44,9	3,1	23,2	38,4	23,3	3,3
18 à 24 ans	54,5	30,2	15,3	60,8	37,2	2,5	18,1	34,0	27,2	8,2
25 à 34 ans	43,1	31,5	19,8	50,0	46,3	5,8	24,6	32,8	23,3	2,5
35 à 44 ans	38,9	29,8	28,6	47,4	47,4	0,5	22,6	41,4	23,4	3,5
45 à 55 ans	35,4	34,9	26,5	53,2	44,2	3,7	24,8	42,4	21,6	1,6
Agriculteurs,salariés agricoles	27,9	36,1	34,2	41,7	55,5	2,0	38,4	39,5	13,4	-
Industriels,professions libérales cadres supérieurs	44,9	28,4	21,8	49,4	47,1	4,7	22,7	33,2	20,3	6,5
Artisans, petits commerçants	40,3	38,1	20,6	49,2	47,2	1,0	30,5	41,6	17,7	2,0
Cadres moyens	39,1	28,2	32,6	44,2	50,9	2,0	21,1	42,0	24,2	3,6
Employés	46,3	36,1	14,9	56,8	41,8	4,0	15,8	35,0	27,3	5,5
Ouvriers qualifiés	47,4	30,9	20,4	60,2	36,3	2,0	19,7	33,1	38,3	1,3
Autres ouvriers,personnels de service	46,3	28,2	17,4	53,2	41,2	4,3	19,0	42,6	18,3	4,0
Non actifs	31,3	31,3	33,2	53,3	45,1	5,7	19,7	35,4	24,4	6,1
Etudes primaires	38,5	23,9	24,4	53,5	42,2					
Primaire supérieur	33,1	24,4	33,9	43,3	56,2					
Technico-commercial	49,1	33,9	23,1	58,0	41,3					
Secondaire	43,9	34,1	19,6	46,0	49,3					
Supérieur	46,9	27,8	20,3	52,4	44,9					
NORD-EST	46,3	29,0	20,3	58,3	39,5					
Bassin Parisien	38,2	35,7	24,2	52,6	42,4					
OUEST	45,5	30,6	22,3	53,6	45,4					
SUD-OUEST	39,4	26,4	29,6	44,6	53,0					
SUD-EST	29,1	38,8	28,9	41,6	53,9					
Région de PARIS	49,1	28,1	19,0	57,9	36,9					
(Revenus ménage)										
Moins de 1 400 F.	38,7	23,4	32,7	55,0	45,0					
de 1 400 à 2 000 F.	38,0	32,4	25,4	53,8	43,1					
de 2 000 à 2 900 F.	44,6	30,6	22,9	56,0	42,9					
de 2 900 à 4 000 F.	46,5	29,6	22,6	50,5	45,2					
de 4 000 à 6 000 F.	36,2	40,8	23,0	41,3	54,3					
6 000 F. et plus	37,9	34,9	21,1	51,6	46,5					

1.13. Le changement et l'évolution des modes de vie

Un certain nombre de questions (Q. 4, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18) visaient à mesurer la perception - et la prévision - des changements dans la façon de vivre pour les prochaines années. Il ne s'agit plus ici, pour les interviewés, d'exprimer explicitement leurs espoirs ou leurs craintes quant à la crise, mais, en quelque sorte, de brosser une fresque globale sur ce que seront les modes de vie dans une dizaine d'années.

a. L'ampleur du changement attendu et son sens

La quatrième question nous permet de mesurer la perception que les interviewés ont du "changement" et de son rythme ; nettement plus loin dans le questionnaire (Q. 18), les ménages sont amenés à se prononcer sur les implications, sur le résultat global de ce changement, dans une dizaine d'années : la vie sera-t-elle très différente, en France, de ce qu'elle est actuellement ? Enfin, les réponses à la question 17 peuvent être interprétées comme traduisant la signification (positive ou négative) qu'aura ce changement sur la vie des Français.

En %

Dans les 10 ans à venir, la vie en France ...	
... changera peu	26,5
... changera beaucoup, mais de façon lente et régulière	48,3
... changera beaucoup, et par à coups	24,1
(Par rapport à ce qu'elle est actuellement) la vie en France, en 1985, sera ...	
... très différente	15,3
... assez différente	36,1
... peu différente	46,6

En %

En fin de compte, les gens vivront ...	
... plutôt mieux	30,9
... plutôt moins bien	21,4
... ni mieux, ni moins bien	45,6
(Et vous, personnellement, vous vivrez) ...	
... plutôt mieux	34,0
... plutôt moins bien	14,9
... ni mieux, ni moins bien	48,3

Globalement, l'opinion des interviewés semble refléter l'idée d'un changement "dans la continuité" (près de la moitié répondent "changement profond, mais lent et régulier") qui modifiera peu les modes de vie en 1985 (36,1 % : "assez différente" et 46,6 "peu différente" : en l'occurence, la continuité semble l'emporter sur le changement !), et qui améliorera peut-être les conditions de vie de chacun, mais, plus vraisemblablement, ne les transformera pas fondamentalement (près de la moitié répondent , que ce soit pour les Français en général, ou pour eux en particulier : "ni mieux, ni moins bien").

Si les ménages Français, dans leur ensemble, redoutent la crise, ou du moins, prévoient de graves difficultés économiques, ils perçoivent mal le changement qui pourrait transformer leur mode de vie (en bien ou en mal) dans les 10 ans à venir.

On peut émettre l'hypothèse qu'à leurs yeux, la crise est moins un facteur de changement (occasion d'une redéfinition des finalités sociales, ou bouleversement brutal du à l'aggravation des difficultés) qu'un frein à ce changement.

La vie en France .....

	Changera peu	Changera beaucoup mais de façon lente et irrégulière	Changera beaucoup par à-coups	sera très différente	sera assez différente	sera peu différente
Ensemble	26,3	48,3	23,9	15,0	35,8	46,6
18 à 24 ans	26,0	39,3	31,5	19,0	30,7	50,2
25 à 34 ans	26,2	50,6	21,1	12,2	40,3	44,4
35 à 44 ans	29,7	47,8	21,0	13,2	31,7	52,8
45 à 55 ans	22,8	50,7	26,5	18,1	38,5	40,1
Agriculteurs,salariés agricoles	23,3	61,8	14,8	9,9	42,1	44,6
Industriels,professions libérales cadres supérieurs	25,7	50,7	22,5	14,1	40,7	45,2
Artisans, petits commerçants	22,2	50,4	26,3	15,8	25,2	57,6
Cadres moyens	30,7	45,4	23,9	9,4	44,3	42,4
Employés	27,3	44,5	28,2	10,7	36,5	50,7
Ouvriers qualifiés	35,3	38,4	24,7	18,3	32,8	48,5
Autres ouvriers,personnels de service	23,0	46,9	25,2	19,7	31,4	44,2
Non actifs	20,2	54,2	25,6	17,5	39,1	41,8
Droite	27,8	56,4	14,9			
Tous partis	24,4	51,8	23,3			
Gauche	29,5	33,6	35,6			
NORD-EST	23,8	49,2	25,2	21,0	36,8	40,6
Bassin Parisien	26,3	49,9	22,2	19,3	23,8	55,2
OUEST	19,9	51,0	29,1	13,4	53,2	33,4
SUD-OUEST	32,4	48,4	19,2	8,8	37,0	52,5
SUD-EST	23,4	55,6	19,7	10,7	34,4	51,3
Région de PARIS	31,2	37,7	28,1	16,4	34,4	44,4

Les ventilations nous permettent d'affiner nos remarques.

Les tenants du "changement dans la continuité" (seul item véritablement positif de la question 4) sont particulièrement nombreux dans les catégories traditionnelles (agriculteurs, inactifs), la droite, et le sud-est. Notons qu'agriculteurs et inactifs sont également sur-représentés au niveau des réponses moyennes en ce qui concerne la vie en France en 1985. Les jeunes (18 - 24 ans), les employés, la gauche, les habitants de l'ouest (problèmes régionaux) et les parisiens sont plus nombreux qu'en moyenne à prévoir un changement brutal, mais qui ne débouchera pas nécessairement sur une société très différente.

Parmi toutes les régions, le sud-ouest est celle où le changement et ses implications sont le moins perçus : le tiers des interviewés de cette région ne croit pas au changement (même lent et régulier) ; plus de la moitié voit, en 1985, une société peu différente de la nôtre.

b. L'évolution des modes de vie

D'autres questions portent sur l'avenir du progrès scientifique et technique, sur l'évolution d'un certain nombre d'aspects des modes de vie (scolarité, vacances, télévision, transports, types d'habitat), et enfin sur certains caractères de l'évolution de la production (apparition de nouvelles raretés, ou, au contraire, de biens de très grande diffusion).

Les réponses à la question sur le progrès rendent compte en partie de la perception par les interviewés de l'innovation et des efforts tentés par la collectivité dans différents domaines ; mais elles reflètent également, en partie, les aspirations des ménages et les besoins qui leur semblent prioritaires dans les années à venir.

En %

Le progrès va être le plus important dans le domaine de ...	En premier	En second
... la médecine, la santé	69,9	14,4
... les transports en commun	14,5	17,8
... les communications (téléphone, télévision)	13,1	25,2
... l'éducation	13,1	22,9
... le confort du logement	9,7	18,6
... l'automobile	4,6	14,5

Les priorités - perçues ou personnellement ressenties - sont donc nettes : il s'agit d'abord et avant tout du domaine de la santé ; puis des services collectifs (transports en commun communication, éducation) ; enfin seulement du confort individuel (automobile, logement).

La vie future, telle que la voit (la désire ?) la majorité des interviewés devrait donc se caractériser davantage par un développement des innovations et des progrès à portée sociale que par un épanouissement de la société du gadget.

L'analyse des réponses en fonction de la C.S.P. fait apparaître l'importance de la perception d'un progrès "collectif" par les paysans et les ouvriers (catégories qui ont un niveau d'éducation faible, et dont la santé est particulièrement menacée) ; l'importance du développement des communications semble évidente à la majorité des professions libérales, industriels, etc... (qui sont les plus à même de mesurer les progrès faits en ce domaine, et d'en saisir la portée) ; enfin pour beaucoup de commerçants et artisans, le futur, cela reste aussi, très souvent "la cuisine de demain" et l'automobile de demain".

Le progrès sera le plus important (premières et secondes réponses additionnées) dans les domaines suivants :

	Médecine,santé	Communications	Education	Transports en commun	Confort du logement	Automobile
Ensemble	84,2	38,2	35,9	32,1	28,2	19,0
Agriculteurs,salariés agricoles	88,9	30,8	41,3	37,6	28,0	20,0
Industriels,professions libérales cadres supérieurs	79,4	53,3	29,1	34,3	17,3	11,0
Artisans, petits commerçants	90,7	34,0	33,8	33,7	41,3	28,3
Cadres moyens	80,6	36,1	34,2	28,0	23,3	18,5
Employés	83,6	46,2	32,9	35,9	26,0	20,0
Ouvriers qualifiés	89,5	37,7	41,0	29,9	27,2	19,5
Autres ouvriers,personnels de service	80,9	35,9	36,7	29,3	29,1	16,2
Non actifs	77,8	42,9	30,6	33,6	29,9	17,4
NORD-EST	88,1	45,1	45,0	31,3	32,2	21,4
Bassin Parisien	90,7	38,7	40,7	28,1	31,5	21,7
OUEST	84,9	37,2	24,8	33,3	21,3	13,5
SUD-OUEST	89,3	30,4	33,1	30,1	32,8	28,4
SUD-EST	80,7	36,7	41,7	31,1	24,4	15,4
Région de PARIS	76,5	39,7	28,6	37,1	27,7	16,2

Au niveau des ventilations régionales, remarquons que les réponses des interviewés du sud-ouest sont proches de celles des artisans et petits commerçants ; la part relativement importante des réponses sur les transports en commun montre l'**acuité** du problème dans la région parisienne.

Les autres questions permettent de dessiner un peu plus précisément les modes de vie que prévoient (et peut-être souhaitent) les Français dans une dizaine d'années : un retour à un habitat moins fortement urbanisé (les Français habiteront plus dans de petites villes : 40,6 %, ou même à la campagne : 29,4 %) ; ils utiliseront plus les transports en commun (61,6 %), et, pour la majorité des interviewés, partiront plutôt plus en vacances qu'aujourd'hui (52,7 %). En revanche, en ce qui concerne la télévision, beaucoup pensent que nous sommes arrivés à un niveau de quasi saturation, et qu'en ce domaine, la progression d'écoute s'arrêtera avant d'avoir atteint le modèle américain (pour 45,2 % des interviewés, on regardera la télévision "ni plus, ni moins", et pour 21,2 % on la regardera plutôt moins qu'aujourd'hui). Enfin, les réponses à la question sur l'éducation (Q. 14) traduisent un optimisme modéré de la part des interviewés : certes, plus de la moitié d'entre eux croient à un élargissement des possibilités d'accès à l'enseignement, mais la proportion de ceux qui pensent que cette démocratisation permettra d'accroître la mobilité sociale, ou que - vu leur efficacité - les jeunes seront plus nombreux à vouloir faire des études, est sensiblement plus faible.

Enfin une minorité des interviewés pense que la nature des produits diffusés va changer dans les années à venir, créant ainsi de nouvelles raretés (pour 40,4 % des ménages interrogés) ou, au contraire, de nouvelles abondances (pour 20,4 % d'entre eux).

Parmi les nouvelles raretés nous trouvons par ordre décroissant les produits alimentaires, la nourriture. Ceci avancé par un français sur dix, puis les matières premières et ressources naturelles dans la même proportion avec ensuite le pétrole et ses produits dérivés, enfin l'énergie en général. Au niveau des produits rares et chers aujourd'hui qui seraient demain devenus très courants il règne dans l'esprit des français, une certaine inconnue. En effet, dans la liste que nous avons obtenue un français sur vingt répond "autres

produits", c'est-à-dire qu'une grande diversité règne dans les "désirs" des consommateurs. Parmi les objets cités nous retrouvons l'électroménager pour un français sur trente.

c. Les aspirations

Les réponses à la question 12 rendent compte des aspirations des ménages pour l'amélioration de leur mode de vie.

Ce qui contribuerait le plus à rendre la vie des gens plus agréable, dans l'avenir ...	En premier	En second
... que les gens gagnent plus d'argent	33,7	13,0
... qu'ils aient un travail plus agréable	32,0	18,1
... que les rapports entre les gens soient plus faciles	22,6	23,6
... que le cadre de vie soit plus agréable	19,2	17,1
... que la durée du travail diminue	17,2	22,0
... que les logements soient plus grands, plus confortables	10,3	13,7

Revenus et conditions de travail apparaissent donc comme des aspirations encore fondamentales, primant sur les considérations liées au cadre de vie, à la diminution du temps de travail, bref à l'épanouissement individuel au-delà du cadre du travail.

Ce qui contribuerait le plus à rendre la vie plus agréable (premières et deuxièmement réponses additionnées) :

	Travail plus agréable	Gagner plus d'argent	Rapports entre les gens + faciles	Diminution de la durée du travail	Cadre de vie plus agréable	Logement + grand, + confortable
ENSEMBLE	50,1	46,6	46,0	39,1	36,2	24,0
Nord-est	54,1	53,2	46,3	45,5	46,7	34,9
Bassin parisien	48,1	59,6	46,3	42,3	32,1	22,1
Ouest	60,1	31,0	48,2	38,4	26,6	15,4
Sud-ouest	52,6	53,5	41,0	42,8	33,4	20,0
Sud-est	49,3	44,9	50,4	28,2	36,1	24,3
Région Paris	42,0	38,9	42,9	40,9	39,3	24,5

Les ventilations régionales mettent en lumière le fort niveau d'aspiration des interviewés du nord-est, en ce qui concerne leurs revenus, mais aussi leur vie hors travail (qu'ils voudraient plus longue, dans un cadre plus agréable et dans un meilleur logement). Le problème de l'agrément du travail paraît prioritaire pour une majorité de ménages de l'ouest.

1. 14. Les projections personnelles

L'ensemble des éléments de cette question nous permet de faire apparaître les projections de l'interviewé quant aux principaux éléments de sa vie à l'horizon 1985.

1. 141. L'emploi (sur 100 personnes interrogées)

POSSESSION D'UN EMPLOI DANS L'AVENIR	
A plein temps	54,3
A temps partiel	13,9
Pas d'emploi	18,7

LIEU DE CET EMPLOI DANS L'AVENIR	
Dans la même entreprise qu'actuellement	57,1
Dans une autre entreprise	20,2

INTERET DU TRAVAIL DANS L'AVENIR	
Il sera plus intéressant, mieux payé, dans la même entreprise	18,5
Il sera plus intéressant, mieux payé, dans une autre entreprise	7,6
Ce sera le même travail qu'avant	37,8
Le travail sera différent	12,2
Le métier sera différent	5,7

a. La question sur la situation au travail fait apparaître, par rapport à la situation actuelle de notre échantillon, une baisse du travail à plein temps (54, 3 % en 1985 contre 65,1 % aujourd'hui), ainsi qu'une baisse des personnes qui n'ont pas d'occupation professionnelle (de 26,6 % à 18,7 %). Par contre, la proportion des personnes qui pensent avoir un travail à temps partiel double, et passe de 6,7 % aujourd'hui à 13,9 % en 1985.

	EMPLOI			ENTREPRISE		TRAVAIL				
	Temps plein	Temps partiel	Pas d'emploi	Travail dans la même	Travail dans 1 autre	+ inter. dans même entreprise	+ inter. dans autre entreprise	Même travail	Travail différent	Change de métier
Ensemble	54,3	13,9	18,7	57,1	20,2	18,5	7,6	37,8	12,2	5,7
18 à 24 ans	67,7	15,5	10,0			17,3	12,3	20,9	21,8	7,9
25 à 34 ans	63,1	16,0	9,7			22,1	12,0	33,2	11,1	7,7
35 à 44 ans	55,9	15,9	14,5			15,9	3,9	46,1	10,0	4,1
45 à 55 ans	37,5	8,7	36,2			18,1	2,5	45,0	9,9	3,2
• Agriculteurs, salariés agricoles	64,6	2,7	19,0	62,0	5,2	24,7	0	50,5	13,2	0
Industriels, professions libérales cadres supérieurs	63,3	10,5	14,0	55,5	22,2	13,6	2,0	45,9	12,3	5,7
Artisans, petits commerçants	51,7	17,5	16,9	60,3	13,9	12,6	7,8	47,5	12,1	7,1
Cadres moyens	72,2	13,3	4,0	64,9	21,3	28,0	13,2	39,2	3,9	5,3
Employés	66,7	16,8	10,4	55,8	31,6	20,8	16,8	32,5	10,7	8,3
Ouvriers qualifiés	71,0	11,3	4,8	67,3	23,2	24,9	7,3	43,8	7,7	7,8
Autres ouvriers, personnels de service	60,5	15,2	11,1	62,1	25,8	23,3	7,7	31,6	17,9	5,2
Non actifs	30,6	15,5	37,2	38,8	13,4	4,4	2,3	30,6	15,4	4,9
Dont administrations- s/public	68,1	14,1	7,3	69,5	20,6	22,2	6,7	42,3	7,0	7,5
NORD-EST	62,0	9,8	13,1	58,2	19,7	15,8	5,3	46,1	11,2	3,3
Bassin Parisien	53,9	13,3	18,4	57,8	22,1	22,5	4,0	38,7	12,5	6,3
OUEST	50,6	21,5	24,4	69,9	13,7	9,3	6,4	52,0	12,5	6,4
SUD-OUEST	48,1	10,7	24,3	63,8	12,5	18,6	6,8	39,2	4,2	4,2
SUD-EST	54,1	10,0	22,2	57,9	17,8	29,3	11,5	26,2	13,5	5,6
. Région de PARIS	55,0	18,3	12,8	44,4	28,6	14,1	9,3	32,1	15,3	7,2
S.I.T. 1- Mieux	47,8	10,4	28,3	53,3	26,3	15,9	10,7	31,3	12,0	5,1
Moins bien	47,1	17,1	19,4	53,7	26,3	18,8	4,3	36,0	20,9	5,2
Pareil + ...	63,8	15,2	12,1	57,0	23,2	23,4	11,1	35,1	8,4	6,8
Pareil -	44,8	12,9	24,5	47,2	29,7	11,4	10,6	37,6	5,1	9,9
Pareil +/-	58,6	12,6	18,4	60,8	15,8	16,5	5,7	41,7	12,1	4,6
Menace dans le maintien de l'emploi - Q.41										
Ensemble des interviewés qui travaillent	65,5	13,6	10,7	62,2	20,7					
Oui nettement	52,7	20,7	14,6	25,5	48,4					
Oui un peu	68,0	11,0	8,0	66,0	21,3					
Non pas du tout	68,1	12,2	11,6	67,1	17,2					

- Une première explication de la baisse des travailleurs à plein temps peut être trouvée dans la forte proportion des 45 - 55 soit 36, 2 % qui pensent ne plus avoir d'emploi dans 10 ans. De plus, les déséquilibres régionaux jouent sur les perspectives d'emploi ; ainsi tant dans l'ouest (24,4 %) que dans le sud-ouest (24,3 %), le pourcentage de "pas d'emploi" est important, et semble indiquer plus généralement, un manque de perspectives industrielles pour ces deux zones. Enfin, nous pouvons noter que cette situation de "pas d'emploi" correspond dans la variable de situation, soit à un "mieux" (28,3 %), qui sont sûrement les futurs retraités, soit à un " pareil moins" (24,5 %), les futurs chômeurs de 1985.

- En ce qui concerne le travail à temps partiel, il semble correspondre à une dégradation de la situation de l'emploi comme dans l'ouest (21,5 %), et est mis en avant par les travailleurs qui sont aujourd'hui nettement touchés par la menace du chômage (20,7 %).

b. La question sur la mobilité nous permet d'apprendre que les plus stables sont les agriculteurs (62 %), les cadres moyens (67,3 %) et les ouvriers qualifiés (67,3 %); et les plus mobiles les employés (31,6 %) ; que la catégorie "autres ouvriers" pousse aux deux solutions, ce qui peut s'expliquer par l'hétérogénéité de cette catégorie.

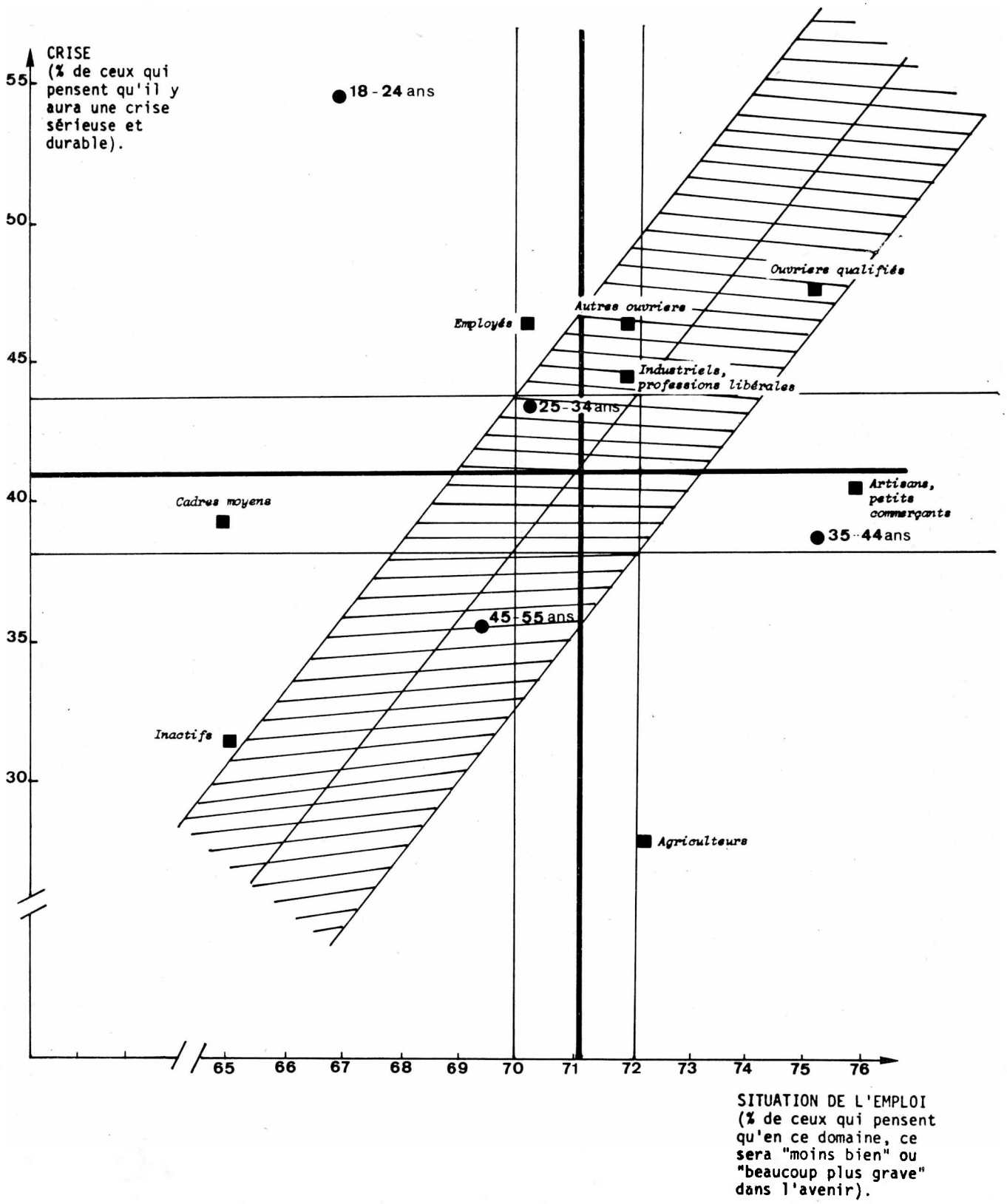
- Cette même question nous montre la forte stabilité de la situation de l'emploi dans l'ouest (69,9 %) et le sud-ouest (63,8 %) ce qui confirme l'explication donnée sur la question précédente concernant le travail à temps partiel et le problème des sans emploi.

- Les personnes qui pensent travailler dans la même entreprise ne se sentent bien sûr pas du tout menacés dans leur emploi (67,1 %), par contre ceux qui travailleront dans une autre, le sont nettement (48,4 %) mais cela correspond pour la variable de situation en partie à un "mieux" (26,3 %) et en partie à un "pareil moins" (29,7 %).

Graphique 1

POSITION DES DIVERSES CATEGORIES ET ANALYSE

- quant à leur opinion sur la crise
- et quant à leur opinion sur la situation de l'emploi



c. La question sur le type de travail, nous montre que ce sont les plus jeunes qui pensent avoir un travail plus intéressant dans une autre entreprise (12,3 %), ou sont les plus prêts à changer de travail (21,8 %) ; alors que ce sont les 35 - 44 (46,1 %) et les 45 - 55 (45 %) qui pensent avoir le même travail qu'avant.

Notons au passage que l'ouest se caractérise encore par une forte stabilité de la situation de l'emploi, 52 % pensant qu'ils auront le même travail qu'avant.

En ce qui concerne la connotation portée sur les différentes situations : un travail plus intéressant dans la même entreprise correspond à un "pareil plus" (23,4 %), avoir le même travail qu'auparavant à une légère menace sur l'emploi actuel (46,2 %), un travail différent à une situation "moins bien" (20,9 %) et touche les travailleurs nettement menacés dans leur emploi actuel (17,6 %) ceci étant vrai également pour ceux qui répondent "changer de métier" (15,1 %).

1.142. <u>La formation</u> (sur 100 personnes interrogées)

En 1985 ma formation sera supérieure à la formation actuelle	28,3
En 1985 ma formation sera la même que la formation actuelle	57,3

Un peu plus du quart de la population pense donc pouvoir bénéficier en fait de la formation permanente, et avoir un niveau supérieur à l'actuel en 1985. Ceci touche essentiellement la population qui subit actuellement des stages de formation : secondaire (36,6 %), technique (43,4), supérieur (50 %). Il est à noter que les personnes qui pensent n'avoir que le même niveau de formation en 1985, associent souvent cette situation, à une légère dégradation au contraire de ceux qui pensent progresser dans ce domaine et qui considèrent cela comme une légère amélioration.

	NIVEAU SCOLAIRE	
	Sera supérieur	Sera le même
Ensemble	28,3	57,8
Primaire	14,1	66,1
Primaire supérieure	22,7	63,2
Technico-commercial	43,4	49,7
Secondaire	36,6	54,6
Supérieur	50,0	42,7
(S.I.T. 1)		
Mieux	31,1	51,6
Moins bien	29,7	60,9
Pareil + ...	38,3	51,3
Pareil -	19,2	66,5
Pareil +/-	24,6	61,5
(Suit des stages de formation-Q.42)		
OUI	69,1	25,3
NON	21,2	71,7

1. 143. Le logement (sur 100 personnes interrogées)

En 1985 vous serez propriétaire de votre logement	51,1
En 1985 vous serez locataire de votre logement	34,3

En 1985 vous serez dans le même logement	50,6
En 1985 vous serez dans un logement plus petit	7,0
En 1985 vous serez dans un logement plus grand	30,1

Toujours en 1985 :

Vous aurez une résidence secondaire	19,7
Vous n'aurez pas de résidence secondaire	65,5

Vous habiterez dans la même ville ou la même commune .	65,6
Vous habiterez dans une autre ville ou une autre commune	12,8
Vous habiterez dans une autre région	11,4
Vous habiterez dans un autre pays	2,8

a. La situation à l'horizon 1985 s'inverse entre les propriétaires et les locataires. On double à peu près le pourcentage de propriétaire de 1/4 à 1/2, alors que les locataires passent de 50 % à près d'un 1/3 de la population. Cela va dans le sens actuel d'une volonté large d'accéder à la propriété de son logement. Cette volonté de devenir propriétaire, correspond dans la situation des personnes interrogées, à une légère amélioration (58,2 %), alors que parmi ceux qui voient leur situation se dégrader, les locataires sont nettement sur-représentés (48 %) mais cela correspond aussi largement au vieillissement de l'échantillon ! (de 55 à 64 ans, 55 % des ménages sont propriétaires de leur logement - ou accédants -, contre 24 % de 25 à 34 ans !).

	LOGEMENT					RESIDENCE SECONDAIRE		HABITAT			
	Sera propriétaire	Sera locataire	Sera dans le même logement	Sera dans un logement plus grand	Sera dans un logement plus petit	Aura une résidence secondaire	N'en n'aura pas	Même ville commune	Autre ville commune	Autre région	Autre pays
Ensemble	51,1	34,3	50,6	30,1	7,0	19,7	65,5	65,6	12,8	11,4	2,8
Individuel propriétaire	76,7	4,4	75,3	7,0	5,3						
Individuel accédant	85,6	6,7	87,0	4,8	3,4						
Collectif propriétaire	82,0	1,4	68,8	20,4	0						
Collectif accédant	87,5	0	82,4	5,1	0						
Locataire	33,3	54,9	36,3	42,8	8,4						
Logé gratuitement	54,9	29,8	31,9	47,4	14,4						
S.I.T. 1 -											
Mieux	50,6	35,5	41,2	27,3	20,8	11,3	77,6	65,4	21,6	7,6	3,5
Moins bien	53,2	29,1	48,1	35,9	6,0	21,3	60,6	56,2	13,2	18,9	6,7
Pareil + ...	58,2	32,1	43,6	39,8	4,1	27,1	64,4	66,7	15,2	10,1	2,1
Pareil -	36,9	48,0	58,1	25,1	4,7	12,5	70,3	64,6	6,4	15,1	0,9
Pareil + / -	51,3	36,0	59,5	23,9	5,2	19,4	66,8	72,7	10,4	8,9	1,4
NON						15,9	70,5				
OUI						71,1	12,3				
Agglomération de Paris								51,3	17,5	19,1	3,0
Plus de 100.000 habitants ...								73,6	8,9	9,1	4,0
De 20 à 100.000 habitants ...								55,0	11,5	20,0	3,2
Moins de 20.000 habitants ...								64,4	14,0	9,2	5,8
Communes rurales								74,8	12,6	4,5	0

b. Si la moitié de la population pense ne pas changer de logement d'ici 1985, ce qui montre une grande stabilité, 1/3 pense habiter dans une habitation plus grande, alors que seulement 7 % se trouveront dans un logement plus petit.

L'augmentation de la taille du logement touche en priorité les locataires (42,8 %) et ceux qui se trouvent logés gratuitement (47,4 %). Cependant, cette catégorie se retrouve également chez ceux qui pensent avoir des logements plus petits (14,4 %).

Si nous regardons la tendance qui se dégage par rapport à ces situations : avoir un logement plus petit est une prévision fréquente chez ceux qui pensent avoir une situation meilleure (20,8 %), alors qu'avoir un logement plus grand se trouve à la fois chez ceux qui pensent être dans une situation moins bonne (35,9 %) et chez ceux qui pensent être dans une situation légèrement meilleure (39,8 %). L'explication de ces appréciations qui peuvent a priori sembler contradictoires, trouve sa réponse dans les problèmes de changement de lieu de domicile que nous aborderons plus loin.

c. La possession de résidence secondaire fait un bond spectaculaire en avant, puisqu'elle triple pour atteindre 19,7 %. Cette progression est surtout sensible chez ceux qui pensent qu'en 1985 leur situation sera légèrement meilleure (27,1 %).

d. La mobilité résidentielle enfin, semble particulièrement toucher la région parisienne, soit que les gens changent de ville dans l'agglomération (17,5 %), soit qu'ils partent dans une autre région (19,1 %). C'est le cas également des villes entre 20 000 et 100 000 habitants où le départ pour d'autres régions est envisagé (20 %). Par contre, la stabilité semble être le fait des villes de plus de 100 000 habitants (73,6 %) ainsi que celui des communes rurales (74,8 %).

Nous noterons enfin que si changer de ville dans une même commune est plutôt le fait de ceux dont la situation sera meilleure (21,6 %) ; changer de région touche ceux dont la situation sera moins bonne (18,9 %).

En rapprochant ces résultats de ceux concernant la dimension du logement, on comprend mieux que des personnes puissent préférer un logement plus petit si ce logement correspond, au point de vue situation, à une région ou commune qui leur paraît meilleure que celle qu'ils habitent actuellement. C'est cette explication qu'il faut retenir pour comprendre plus haut, que les personnes qui pensent que leur situation sera meilleure, pensent plus souvent que les autres avoir demain des logements plus petits. Une autre explication semble être avancée : c'est celle de la diminution de la taille du ménage qui entraîne un habitat plus petit sans que cela n'altère son bien être.

1.144. Les moyens de transport (sur 100 personnes interrogées)

	En %
Vous utiliserez davantage les transports en commun	23,4
Vous n'utiliserez pas plus les transports en commun	47,9
Vous utiliserez davantage les véhicules individuels	25,1

Les français se partagent entre "utiliser plus les transports en communs" et "utiliser plus les véhicules individuels". Cette dernière solution est plutôt celle de ceux qui, possédant un véhicule individuel, s'en servent peu aujourd'hui - définis comme "possesseurs non utilisateurs" - (38,6 %), alors que la première solution est plutôt celle de ceux qui, utilisant des transports en commun aujourd'hui, bien que ceux-ci ne correspondent pas exactement à leurs besoins, pensent qu'il y aura une amélioration du réseau d'ici 1985, et qu'ils les utiliseront encore plus nettement pour se rendre à leur travail (26,7 %). Les usagers qui voient leur situation s'améliorer pensent souvent utiliser davantage les transports en commun (31,3 %). En revanche, ceux qui voient leur situation se dégrader sont plus nombreux que la moyenne à utiliser davantage les transports individuels (30,2 %).

Il ressort de l'ensemble des questions sur les projections personnelles un certain nombre de points forts sur l'évolution possible de la vie des Français à l'horizon 1985. Certains sont déjà présents et iront en s'amplifiant : le travail à temps partiel, la formation permanente, la propriété de son logement ; d'autres sont le fruit des contradictions actuelles des modes de vie en France et sont des enjeux dont le résultat définitif est loin d'être certain : la mobilité dans le travail, la mobilité résidentielle, les modes de transports individuels ou collectifs. Du résultat de ces tendances en 1985, et de leurs combinaisons dépend l'image de la vie quotidienne des Français dans dix ans.

	MOYENS DE TRANSPORTS		
	Plus de transports en commun	Pas plus de transports en commun	Plus de véhicules individuels
Ensemble	23,4	47,9	25,1
Non possesseur	26,0	38,0	26,2
Possesseur utilisateur	23,3	52,3	23,2
Possesseur non utilisateur	17,5	37,7	38,6
S.I.T. 1			
Mieux	17,8	56,8	20,8
Moins bien	23,4	50,2	22,6
Pareil + ...	31,3	38,3	29,1
Pareil -	24,9	42,3	30,2
Pareil +/ -	20,0	55,2	23,4
Utilisation des transports en commun			
OUI facilement	25,1	51,2	22,0
OUI pas commode	26,7	45,6	26,8
NON	16,4	52,6	29,5

1.2. L'articulation des perceptions

L'image que les ménages français se font de l'avenir à moyen terme n'est pas nécessairement structurée et cohérente. Ils on été amenés à répondre à des questions sur lesquelles beaucoup d'entre eux n'avaient pas eu l'occasion de réfléchir auparavant ; l'analyse des réponses montre que, bien souvent, ils n'ont pas su tirer les conséquences logiques de leurs prévisions sur certains points (ainsi 72 % des interviewés croient au changement - brutal ou régulier, mais, de toute façon, profond - de la vie en France dans les 10 ans à venir ; or, si on leur demande si la société française sera ou non devenue très différente en 1985, 15 % seulement répondent par l'affirmative ; s'agirait-il d'un changement à somme nulle ?) Mais, au-delà de ces incohérences et contradictions apparentes, nous avons essayé de retrouver des "cohérences subjectives" dans les ensembles d'opinions et d'attitudes exprimées. Nous avons, dès avant le dépouillement des résultats de l'enquête - ou du moins, au vu des réponses aux premiers questionnaires - fait l'hypothèse que telle opinion allait souvent de pair avec telle autre, chez les interviewés, ce qui nous a amenés, pour mesurer plus globalement la perception de l'avenir, et certaines attitudes, dont les éléments se retrouvent tout au long du questionnaire, à construire nous-mêmes certaines variables, fondées sur les réponses à plusieurs questions, et rendant compte des grands axes de perception et d'attitudes. Puis nous avons croisé la plupart de ces variables entre elles, ce qui a fait apparaître, par les corrélations ainsi mises en lumière, cette cohérence des opinions et attitudes. Enfin, l'analyse des ventilations des variables construites en fonction des différents critères socio-démographiques permet de faire apparaître l'influence de ces critères sur la structuration des réponses.

1.21. Rappel sur la construction des principales variables

Le mode technique d'élaboration des variables étant donné en annexe, nous ne rappellerons ici que ce que nous avons essayé de prendre en compte pour la construction de chacune d'elle.

- La variable de perception générale (PERG) prend en compte la perception de la crise (Q. 7) et celle du changement (mesuré en terme d'évolution - Q. 4 - et du résultat - société différente ou non en 1985 : Q. 18). Les ensembles d'opinions qu'elle dégage vont de "rien ne change, rien n'est grave", c'est-à-dire ni crise, ni changement (6,8 % des interviewés), à changement profond plus crise grave (16,1 %).

- La variable "bien être futur des gens" (BIENF) est construite à partir de la seule question 17, première ligne, et reprend simplement les réponses à cette question qui s'échelonnent de plutôt mieux à plutôt moins bien.

- La variable "situation future de l'interviewé par rapport à l'ensemble" (SIT 1) se fonde sur le croisement des réponses à la première ligne de la Q. 17, par celles de la seconde ligne de cette question : elle rend donc compte à la fois de la perception plus ou moins optimiste de son propre avenir (ce sont les plus et les moins) et du degré de solidarité entre cet avenir personnel et celui de l'ensemble de la population (mieux, pareil, ou moins bien).

- La variable "rupture" (RUPT) essaie de prendre en compte la perception de la continuité ou de la rupture dans l'évolution de la société française. Pour ce faire, nous avons utilisé d'une part les réponses sur l'évolution d'un certain nombre des aspects des modes de vie (éducation, vacances, urbanisation) pour distinguer ceux qui se contentent de prolonger les tendances passées (continuité) de ceux qui pensent qu'elles vont s'infléchir (rupture) ; d'autre part les opinions globales sur le résultat de ces changements d'évolution (société très différente ou non : Q. 18), et sur les risques de rupture du système que comporte l'avenir (Q. 19).

- La variable "degré de concernement par l'avenir" (CØNAR) essaie de mesurer à la fois l'importance des préoccupations personnelles des interviewés dans l'avenir (Q. 6 et, pour le domaine strictement professionnel, Q. 41) et le degré d'implication personnelle au-delà des effets de la crise globale sur sa propre situation (SIT 1).

- La variable politique (PØL) se contente de reprendre les opinions exprimées à l'occasion de la question sur les solutions politiques à la crise (Q. 8). Dans la plupart des cas, nous avons été amenés, du fait de la faiblesse des effectifs dans les opinions extrêmes, à regrouper les opinions dans trois ensembles :

  - droite plus majorité actuelle (items 1 et 2)
  - "tous partis" (item 3)
  - gauche plus révolutionnaire (items 4 et 5).

- La variable "environnement général futur" (FUT) regroupe les opinions exprimées à l'occasion des menaces "planétaires" (Q. 1) et des menaces nationales, sectorielles (Q. 5) ou globales (Q. 7) pour distinguer des optimistes, des médians, et des pessimistes quant à l'évolution de l'environnement écologique, international, économique et social de la vie des Français.

- Enfin, en dehors de ces variables de perception de l'avenir, il convient de parler de la variable "AFFE" (degré d'affectation par la crise) qui, construite à partir des réponses à la fin du questionnaire (Q. 66 à 74), conduit à distinguer ceux qui ont déjà ressenti personnellement les effets de la crise - ou, du moins, des difficultés économiques - de ceux pour qui de tels problèmes ne se sont pas encore posés. Nous verrons que les groupes définis par cette variable "rétrospective" ne sont pas sans rapport avec ceux qui sont construits à partir de la perception de l'avenir.

1.22. Les relations des différentes variables entre elles

Afin de voir dans quelle mesure les différents ensembles de perceptions de l'avenir ainsi définis tendent à se structurer dans des cadres plus ou moins cohérents, nous avons croisé la plupart des variables entre elles, à l'exception, bien entendu, de celles qui avaient des composantes communes.

Le tableau ci-après rend compte de la plupart de ces croisements (pour en faciliter la lecture, nous n'avons inscrit que les écarts à la moyenne les plus significatifs). L'analyse de ces différences fait apparaître, à travers la multiplicité des configurations possibles, la prégnance des cohérences latentes (1) que l'on pourrait schématiser ainsi :

D'une part un ensemble d'opinions niant la crise (mais souvent croyant percevoir un changement), plutôt optimiste quant au bien être futur des Français et à l'évolution de l'environnement socio-économique, sensible à la continuité des modes de vie, peu concerné par les problèmes de l'avenir, pensant que la situation du groupe d'appartenance évoluera aussi bien, voire mieux que celle de l'ensemble de la population, et exprimant des choix de droite ; d'autre part, à l'autre extrême, un ensemble crise-pessimisme quant à l'environnement et au bien être des gens - perception d'une rupture par rapport aux tendances passées - concernement par l'avenir - évolution défavorables de la situation personnelle mais de façon solidaire avec celle de l'ensemble des Français - opinions de gauche.

Entre ces deux extrêmes, un groupe médian, ou peut-être deux groupes médians : l'un, relativement près des optimistes - droite, mais où l'on sent percer une certaine inquiétude globale : l'autre, plutôt à gauche, mais n'intégrant pas encore véritablement ses préoccupations personnelles dans le contexte d'une crise affectant l'ensemble du pays.

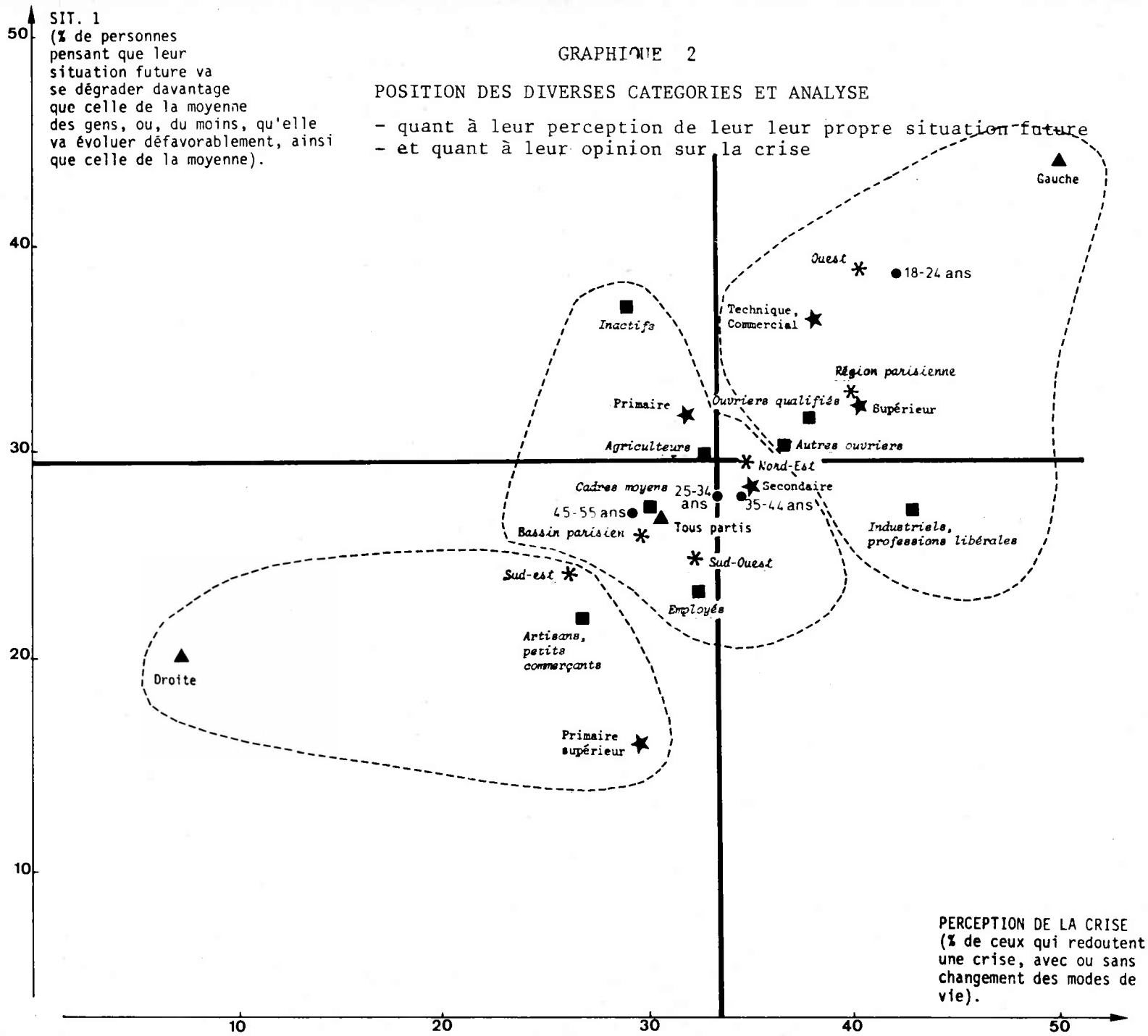
---

(1) Cette cohérence peut être décelée à travers l'analyse des positions des diverses catégories quant à ces variables prises deux par deux : voir graphiques 2, p. 51 ; 3, p. 53 ; 4, p. 54.

GRAPHIQUE 2

POSITION DES DIVERSES CATEGORIES ET ANALYSE

- quant à leur perception de leur leur propre situation future
- et quant à leur opinion sur la crise

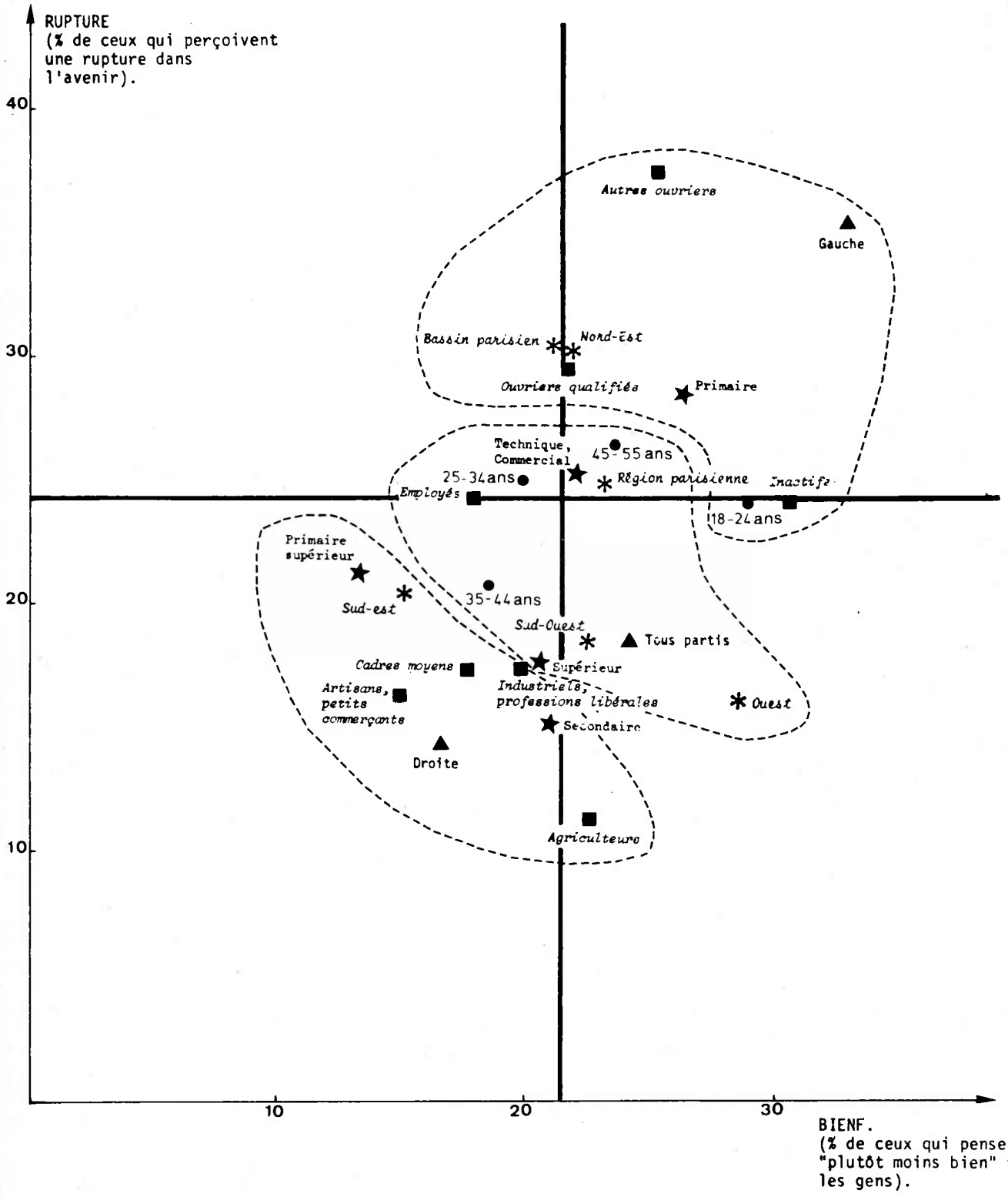


	E	PERG	BIENF	FUT	RUPT	CONAR	SIT 1	POL
PERG								
ni change,ni grave	6,8		ni +, ni - (9,4)	optimistes (12,2)		pas concernés (9,6)	pareil + / - (10,0)	droite (10,7)
pas change, crise	17,9		moins bien (22,1)	pessimistes (22,7)		très concernés (20,6)	pareil - (27,4)	gauche (22,9)
change sans crise	18,6		mieux (28,9)	optimistes (30,2)			mieux(29,4)pareil(29,9)	droite (23,7)
change, crise	16,1		moins bien (32,0)	pessimistes (31,0)		très concernés (28,0)	pareil - (34,6)	gauche (26,6)
change sans incidence	14,5							
BIENF								
mieux	30,9			optimistes (47,5)	continuité (41,0)			droite (35,6)
moins bien	21,4			pessimistes (41,7)	rupture (33,6)			gauche (35,6)
ni mieux,ni bien	45,8			médians (51,4)				
FUT								
optimiste	37,2				continuité (46,0)	pas concernés (54,7)	pareil + (60,3)	droite (49,4)
médian	30,9						pareil + (35,4)	
pessimiste	32,3				rupture (47,1)	très concernés (57,6)	pareil - (71,7)	gauche (50,8)
RUPT								
continuité	43,9					pas concernés (56,0)	pareil + (59,3)	droite (49,7)
médian	32,1					très concernés (38,1)	moins bien (39,3)	gauche (37,7)
rupture	24,2					très concernés (30,7)	pareil - (41,3)	gauche (31,5)
CONAR								
très concerné	12,8							gauche (19,3)
un peu concerné	45,7							
pas concerné	41,5							droite (47,7)
SIT 1								
mieux	10,5							
moins bien	19,9							gauche (25,8)
pareil mieux	22,8							droite (26,5)
pareil -	10,0							gauche (18,8)
pareil +/-	33,5							
POL								
droite	26,3							
tous partis	38,4							
gauche	26,8							

GRAPHIQUE 3

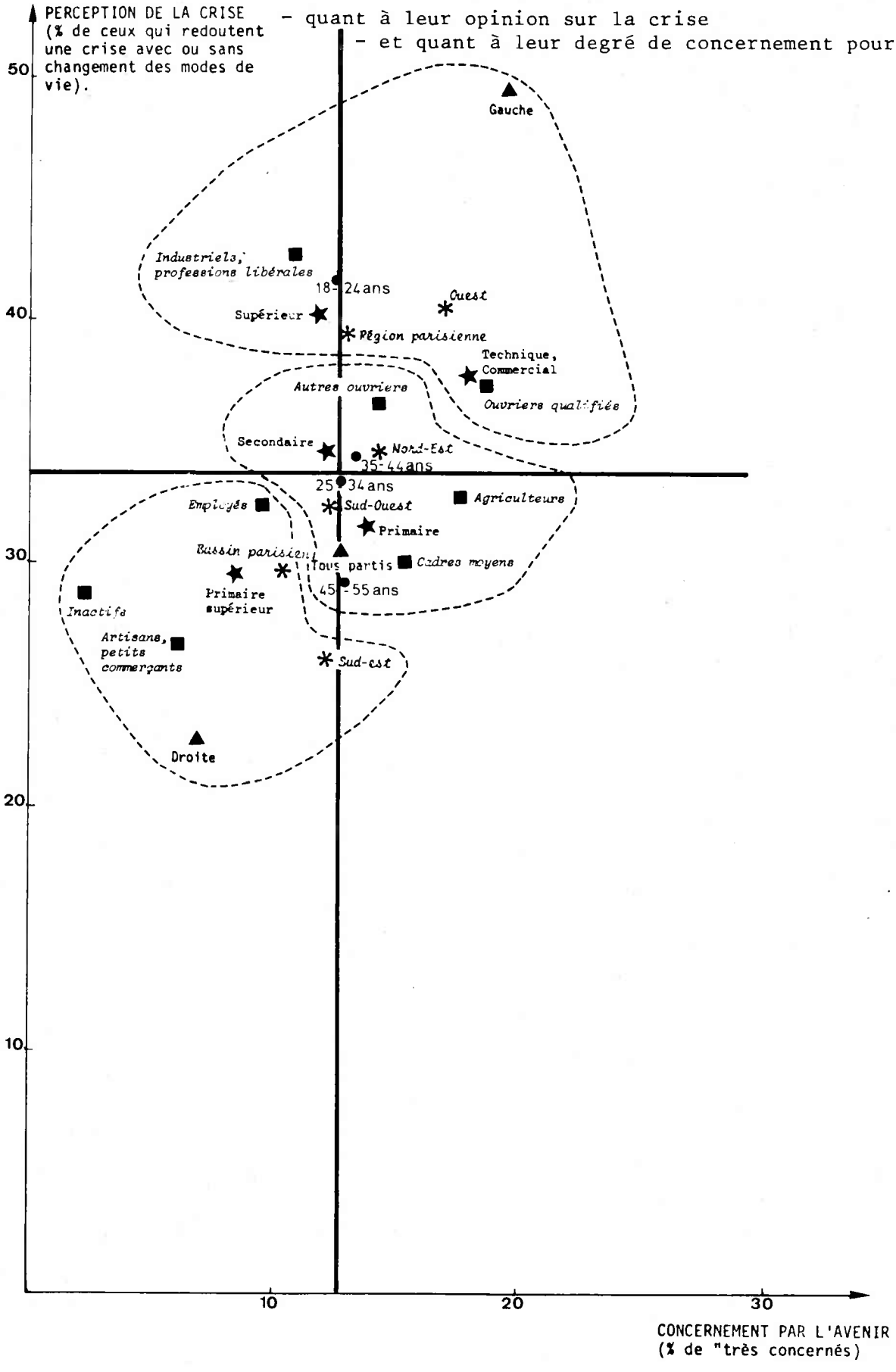
POSITION DES DIVERSES CATEGORIES ET ANALYSE

- quant à leur perception de la rupture
- et quant à leur opinion sur l'évolution du bien-être futur des gens



GRAPHIQUE 4

POSITION DES DIFFERENTES CATEGORIES ET ANALYSE



1.23. Les critères socio-démographiques discriminants dans la perception de l'avenir

Ce sont, dans un ordre décroissant, la C.S.P. du chef de ménage, la région, le niveau scolaire, le revenu du ménage, l'habitat ; et enfin l'âge qui apparaît discriminant uniquement pour les jeunes de 18 à 24 ans.

1.231. L'âge

Globalement, les écarts à la moyenne ne sont ni nombreux, ni importants, à l'exception d'une tranche d'âge qui se distingue assez nettement de l'ensemble : les 18 - 24 ans.

En quoi se distinguent-ils ? :

- Par leur pessimisme global et leur vision plus aigüe de la crise :

  42 % d'entre eux (E : 33,6) prévoient une crise grave (moitié - 21,0 % - sans changement, moitié - 20,9 % - avec changement).

En ce qui concerne le bien être futur des gens 28,6 % (E : 21,4 %) sont plutôt pessimistes ; en ce qui concerne l'environnement général futur 44,2 % (E : 32,3 %) sont pessimistes ; enfin, en ce qui concerne leur avenir propre, 29,4 % pensent qu'il sera moins favorable que celui de l'ensemble de la population (E : 19,5 %).

- Par leur degré de concernement par l'avenir : certes, l'âge discrimine peu ceux qui sont très concernés des autres ; mais, si l'on prend en compte les concernés totaux (très ou un peu), les jeunes sont 70,3 % à l'être (E : 58,5 % ; et 51,7 % pour les 45 - 50 ans).

A noter : en ce qui concerne les jeunes, le pessimisme et la perception de la crise ne semblent pas nécessairement corrélés avec une perception de rupture dans les modes de vie (ne perçoivent pas plus la rupture que les autres tranches d'âge).

On peut faire l'hypothèse que, dans bien des cas, la crise est déduite davantage d'une projection des tendances actuelles que de la crainte d'un bouleversement de ces tendances.

(En revanche, globalement, on notera une corrélation entre continuité/optimisme/non concernés, et rupture/pessimiste/concernés).

- Par la solution politique qu'ils souhaitent : 35,4 % sont partisans d'un gouvernement de gauche (E : 26,6 %).

1.232. C.S.P. du chef de ménage

Assez nettement discriminant sur beaucoup de variables. Quelques catégories s'écartent assez peu de la moyenne : par exemple les cadres moyens, les ouvriers non qualifiés et le personnel de service.

Parmi les autres nous trouvons :

a. Les agriculteurs, les salariés agricoles

Ils sont globalement optimistes (croient $\pm$ au changement mais dans la continuité, sans la crise), et quant à leur propre situation par rapport à celle des autres groupes sociaux et quant à l'environnement général futur. Mais ils sont "médians" en ce qui concerne le bien être futur des gens.

Enfin, traditionnalistes, ils souhaitent un gouvernement de droite. On trouve cependant un léger indice d'une sensibilisation possible : 17,4 % (E : 12,8 %) ont été classés comme très concernés par l'avenir.

b. Les artisans, les petits commerçants

Eux aussi (mais dans une moindre mesure) sont optimistes, droitiers, traditionnalistes, ne croient pas au changement.

c. Les employés

Plutôt optimistes quant au bien être futur des gens et à leur situation personnelle ils se placent dans la continuité de la situation présente mais sont sensiblement pessimistes quant à l'environnement général futur et voteraient plutôt à gauche.

d. Les inactifs

Ils ont un comportement assez proche des employés.

1.233. Niveau scolaire

Ce critère est assez peu discriminant. Quelques catégories s'écartent assez peu de la moyenne comme le primaire, et le secondaire.

Parmi les autres :

Primaire supérieur : cette catégorie qui aujourd'hui dans l'enseignement n'existe plus, est composée en grande partie par une population âgée. Globalement optimistes, les primaires supérieurs pensent à un changement sans crise, une amélioration positive du bien être des gens dans la continuité, qui devrait se solder par une amélioration de leur propre situation.

Technique commercial : ils se sentent surtout très concernés par l'avenir, et pensent que leur situation personnelle se détériorera par rapport aux autres.

Supérieur : ils sont plutôt pessimistes, pensant que leur propre situation se détériorera dans l'avenir. Ils expriment plutôt des opinions de gauche ou révolutionnaires.

1.234. La région

Ce critère est assez discriminant et permet de regrouper les régions entre elles.

Le sud-est et le sud-ouest : plutôt optimistes voient un changement sans crise ou considérant avec bonhomie que rien ne change ni n'est grave, se placent totalement dans la continuité.

Le bassin parisien apparaîtcomme une région assez hétérogène oscillant entre le changement sans incidence et la rupture.

Le nord-est et la région parisienne : globalement pessimistes et envisageant la rupture pour le premier, un peu concernés et souhaitant un gouvernement ou gauche et révolutionnaire pour le second.

L'ouest : apparaît comme une région en plein déséquilibre. Oscillant entre un changement sans crise et une crise grave, globalement pessimiste quant au bien être des gens et au leur propre, mais optimiste quant à l'environnement général futur. Enfin ils penchent plutôt pour un gouvernement de l'actuelle majorité ou de la droite.

1.235. L'habitat

Ce critère est assez peu discriminant sur nos variables. Il nous donne néanmois certaines indications interessantes sur les différences perceptibles selon la taille des agglomérations.

Ainsi l'agglomération parisienne se trouve avoir des écarts significatifs sur "un peu concerné" (50,8 %) et les opinions de gauche ou révolutionnaires (35,2 %). Les villes de plus de 100 000 habitants semblent plus que d'autres être "très concernées" (19,3 %). Les petites agglomérations entre 2 000 et 20 000 habitants se distinguent par deux opinions plutôt contradictoires : le changement sans crise (25,6 %) et la rupture (29,7 %).

Enfin, ce sont pour les ruraux que les opinions se complètent le mieux avec un profil de changement sans crise (24,7 %), d'optimistes (45,6 %) et de majorité ou droite (34,9 %).

1.236. Le revenu du ménage

Ce critère est moyennement discriminant.

Les 2000 - 2 900 F. étant la catégorie moyenne parfaite. Sinon la couche entre 4 000 et 6 000 F. se distingue par son optimisme (46,7 %) et le bien être futur avec "plutôt mieux" (38,4 %).

Quant aux autres catégories, elles seraient plutôt inquiètes. Les moins de 1 400 F. : plutôt moins bien (30,9 %), pessimiste (37,5 %), un peu

	PERG. (perception générale)					BIENF. (Bien-être futur des gens)			FUT. (environnemet général futur)			RUPT. (variable de rupture)			CÓNAR (Degré de concernement de l'interviewé pour l'avenir			SIT.1 (situation future de l'interviewé par rapport aux autres)					POL.		
	Rien ne change ni grave	Rien ne change mais crise grave	Changement sans crise	Changement crise grave	Changement sans incidence	Plutôt mieux	Plutôt moins bien	Ni mieux, ni moins bien	Optimiste	Médian	Pessimiste	Continuité	Médian	Rupture	Très concerné	Un peu concerné	Pas concerné	Mieux	Moins bien	Pareil mieux	Pareil moins bien	Pareil, ni mieux ni moins bien	Droite majorité	"Tous partis"	Gauche révolutionnaire
Ensemble	6,8	17,5	18,6	16,1	14,5	30,9	21,4	45,6	37,2	30,6	32,3	43,9	32,0	24,2	12,8	45,7	41,5	10,5	19,5	22,8	10,0	33,9	26,3	38,4	26,6
18 à 24 ans	5,5	21,0	13,6	20,9	14,9	28,2	28,6	41,9	30,2	25,6	44,2	43,0	32,7	24,3	12,3	58,0	29,7	5,8	29,4	22,4	9,6	30,7	20,6	34,0	35,4
25 à 34 ans	6,6	17,4	18,2	15,9	19,2	34,8	19,6	43,1	36,9	28,4	34,7	43,3	31,6	25,1	12,6	43,9	37,5	7,1	18,1	28,5	10,3	30,0	30,4	32,8	25,8
35 à 44 ans	7,8	20,1	17,3	14,2	11,6	29,8	18,4	50,2	37,6	37,0	25,5	48,8	30,2	21,0	13,2	43,1	43,7	7,3	20,0	24,1	8,3	36,9	23,1	41,4	26,9
45 à 55 ans	6,4	12,8	22,6	16,3	13,1	29,7	23,3	44,6	40,1	27,8	32,1	39,3	33,9	26,7	12,9	38,8	48,4	19,5	15,6	16,0	11,8	34,2	28,5	42,4	23,2
Agriculteurs,salariés agricoles	4,2	18,1	30,8	14,6	9,2	24,2	22,2	50,1	42,9	36,6	20,5	19,4	38,9	11,7	17,4	41,7	40,9	16,7	20,9	13,1	9,2	35,0	41,4	39,5	13,4
Industriels,professions libérales cadres supérieurs	9,5	15,2	12,2	27,5	17,5	37,2	19,7	42,0	41,3	21,3	37,4	39,6	42,9	17,5	11,2	41,6	47,2	7,0	20,0	29,0	7,8	32,6	27,4	33,2	26,8
Artisans, petits commerçants	8,0	13,0	12,4	13,8	27,1	35,9	14,9	49,1	36,0	30,8	33,1	40,7	43,0	16,3	6,0	49,3	44,7	14,8	18,9	23,9	3,6	38,0	31,5	41,6	19,7
Cadres moyens	9,8	17,7	20,3	12,3	10,5	39,8	17,4	42,8	39,4	31,3	29,4	50,4	32,1	17,4	15,3	38,1	46,6	8,9	21,4	29,7	6,4	30,1	23,1	42,0	27,8
Employés	6,3	17,7	11,6	14,9	17,9	36,4	17,9	46,1	31,5	31,0	37,5	41,0	34,9	24,1	9,9	42,7	47,9	9,0	16,2	29,4	7,6	36,4	19,8	35,0	32,8
Ouvriers qualifiés	8,3	23,7	16,1	13,8	13,2	34,1	21,2	44,7	32,5	34,9	32,6	39,5	30,8	29,7	18,7	45,6	35,7	6,2	17,1	29,8	15,1	31,1	21,7	33,1	39,6
Autres ouvriers,personnels de service	4,6	17,5	17,9	19,3	14,0	23,6	25,1	44,8	33,2	30,4	36,4	43,9	18,9	37,3	14,2	50,0	35,8	8,5	18,5	18,1	12,4	33,9	23,3	42,6	22,3
Non actifs	5,6	12,7	24,3	16,1	11,2	23,4	30,2	44,8	47,6	20,6	31,7	35,1	30,9	24,0	2,3	53,3	44,4	15,4	24,9	12,7	12,4	33,1	25,4	35,4	30,5

Primaire supérieure	11,1	17,1	24,7	12,5	12,3	46,0	13,4	40,7	46,2	24,7	29,1	50,4	28,1	21,4	8,4	41,0	50,6	15,7	11,4	33,7	4,9	32,1	13,0	44,7	24,6
Technico-commercial	6,1	19,0	12,2	18,9	16,9	31,1	21,8	47,1	30,8	35,7	33,5	40,8	33,8	25,9	17,9	46,3	35,8	7,8	26,9	24,1	10,0	30,8	24,2	35,9	30,9
Secondaire	6,6	20,4	15,0	14,3	17,9	34,7	21,0	42,8	35,3	32,7	32,0	50,2	34,3	15,5	12,1	42,9	44,9	7,1	20,5	29,0	8,3	32,4	30,1	32,7	29,0
Supérieur	5,7	19,8	16,2	20,2	15,3	35,8	20,4	43,2	35,5	25,4	39,1	41,6	40,5	17,9	11,9	47,6	40,3	8,5	24,6	26,6	8,3	30,1	25,7	31,0	36,1
NORD-EST	4,9	16,7	21,0	17,8	16,4	35,8	21,9	41,8	32,9	27,5	39,6	36,4	33,3	30,3	14,2	47,9	37,8	7,6	22,9	30,3	7,0	29,1	24,3	37,4	30,0
Bassin Parisien	7,3	18,3	14,3	11,3	21,5	33,6	21,2	42,7	29,9	34,8	35,3	42,8	26,3	30,8	10,2	46,5	43,3	11,5	13,6	27,8	12,8	30,9	30,5	36,7	23,6
OUEST	5,4	14,5	24,8	25,7	13,3	24,5	28,3	45,5	43,1	27,3	29,6	41,5	42,3	16,2	16,9	43,6	39,5	11,3	34,8	15,7	4,4	29,7	29,7	38,3	20,5
SUD-OUEST	12,5	17,4	16,7	14,7	12,3	23,5	22,2	54,3	39,6	30,4	30,1	54,0	27,1	18,9	11,4	38,6	50,0	13,7	8,6	13,1	16,5	47,4	23,5	46,0	21,3
SUD-EST	5,8	15,6	23,7	10,4	12,6	34,8	15,1	47,6	47,2	29,0	23,8	48,1	31,1	20,8	12,1	43,2	44,7	10,6	16,3	25,4	8,0	35,2	25,9	41,2	24,1
Région de PARIS	6,2	20,8	12,9	18,9	11,9	30,1	23,1	43,4	31,1	33,2	35,7	41,5	32,7	25,6	12,9	51,3	35,9	9,2	21,8	21,4	11,4	31,3	21,3	33,1	35,6
Agglomération parisienne	6,1	20,7	13,3	18,7	11,8	30,2	22,9	43,5	31,2	33,4	35,4	41,6	32,8	25,6	12,8	50,8	36,4	9,1	21,6	21,8	11,3	31,4	21,1	33,7	35,2
Plus de 100 000 habitants	8,6	15,4	16,7	17,4	15,5	35,1	18,7	45,6	35,4	25,7	38,9	44,4	31,5	24,1	12,3	46,9	40,7	8,9	21,5	28,8	6,1	32,0	24,0	38,9	29,1
De 20 000 à 100 000 habitants ..	5,6	17,9	10,4	19,7	18,3	26,0	17,7	54,3	30,9	38,1	31,0	43,5	31,9	24,6	19,3	40,9	39,8	8,8	20,7	17,6	8,8	40,5	22,5	45,2	21,0
De 2 000 à 20 000 habitants	10,7	11,5	25,6	16,6	13,5	32,5	19,3	45,8	38,6	25,3	36,2	41,9	28,4	29,7	13,2	47,1	39,7	10,6	19,8	24,0	8,2	34,3	25,2	38,4	26,5
Ruraux	4,4	19,4	24,7	10,9	14,7	29,1	25,4	43,1	45,6	32,1	22,4	46,3	33,4	20,3	10,4	41,9	47,7	13,7	15,3	20,0	13,9	33,1	34,9	38,6	20,0
Moins de 1 400 F.	8,4	19,7	14,1	20,6	10,7	18,8	30,9	46,7	31,7	30,8	37,5	43,2	33,7	23,1	14,9	57,6	27,9	21,3	22,0	2,2	13,9	37,0	28,6	32,4	28,4
De 1 400 à 2 000 F.	4,8	19,3	20,0	13,7	12,1	30,1	27,6	40,1	38,6	30,6	30,8	47,5	20,2	32,3	13,4	39,9	46,7	11,6	18,4	20,9	13,7	32,2	21,8	41,4	27,7
De 2 000 à 2 900 F.	8,0	13,8	21,4	17,8	14,6	32,5	22,3	44,3	36,8	28,4	34,8	41,0	35,5	23,5	12,4	49,3	38,3	10,6	16,6	24,6	12,4	33,2	28,6	32,6	33,5
De 2 900 à 4 000 F.	8,0	21,7	16,3	15,7	16,7	34,3	18,8	45,1	30,9	32,6	36,5	46,7	32,5	20,8	15,1	46,2	38,7	8,3	20,7	26,7	9,8	31,6	24,7	46,3	22,9
De 4 000 à 6 000 F.	6,0	17,5	14,4	10,3	18,0	38,4	11,9	50,1	46,7	33,2	20,2	45,1	36,8	18,1	5,9	32,7	61,4	8,1	16,1	32,7	3,2	35,4	31,0	33,9	22,9
6 000 F. et plus	5,9	18,2	22,3	21,1	15,6	32,3	24,9	42,8	40,7	32,7	26,7	30,2	44,8	25,0	16,4	51,9	31,6	6,5	39,8	27,6	5,3	20,7	29,9	42,3	20,9

concerné (57,6 %), pensant néanmoins que leur situation actuellement très basse s'améliorera (21,3 %). Les revenus de 1 400 F. à 2 000 F. penchent pour un bien être plutôt moins bien (27,6 %) et perçoivent la rupture (32,3 %).

Ceux entre 2 000 et 2 900 F. seraient plutôt pour un gouvernement gauche ou révolutionnaire (33,5 %).

Enfin, les revenus supérieurs à 6 000 F. pensent à un changement avec crise grave (21,1 %), sont un peu concerné (51,9 %) et surtout leur situation sera "moins bien" dans l'avenir (39,8 %).

1.24. L'influence du passé récent sur la perception de l'avenir (AFFE)

Pas concerné par la crise	70 %
Concerné par la crise	30 %

La variable AFFE nous renseigne sur les conséquences dans l'année qui vient de s'écouler de "la crise" sur la vie quotidienne des ménages, ces derniers se retrouvent classer en pas concerné et concerné.

Croisé avec les autres variables de perception de l'avenir, nous obtenons une idée sur les correspondances entre situation présente et future.

Ni la variable "PERG", ni la variable "BIENF" ne fournissent des renseignements significatifs.

La variable "FUT" nous apprend que ce sont les "concernés" qui se trouvent être en tendance plutôt pessimistes (39,3 %), la variable "RUPT" que ce sont les "non concernés" qui perçoivent la continuité (49 %) alors que "les concernés" perçoivent fortement la rupture (34,8 %).

Le croisement avec "CØNAR" montre que ceux qui ont été concernés par la crise se sentent plus fréquemment que les autres très concernés par l'avenir (19,1 %) et que les "non concernés" d'aujourd'hui le seront encore demain (44,2 %).

Avec la variable de situation 1 nous apprenons qu'en tendance "les concernés" pensent soit à une amélioration de leur propre situation dans l'avenir (14,2 %), soit à une légère dégradation de cette situation (14,6 %).

Enfin, la variable politique nous apprend que les "non concernés" souhaiteraient souvent un gouvernement droite, majorité (27,8 %) alors que "les concernés", eux, penchent davantage pour un gouvernement gauche, révolutionnaire (29,5 %).

Nous concluerons que, dans l'ensemble, ces croisements intéressants ne sont pas très discriminants, ni très significatifs. Une étude plus approfondie de la variable AFFE en elle-même, étude que nous n'avons pu réaliser, serait pour la suite de la recherche très intéressante.

1.3. Les différents ensembles de perception en fonction des critères socio-démographiques

1.31. Perception générale

D'un côté le changement sans crise avec les agriculteurs, les non actifs, les primaires supérieurs, l'ouest et le sud-est, les habitants des communes entre 2 000 et 20 000 habitants et les ruraux.

De l'autre le changement avec crise grave où se retrouvent les industriels, professions libérales et cadres supérieurs, encore l'ouest et les revenus supérieurs à 6 000 F.

1.32. Bien être futur des gens

. Les plutôt mieux : industriels, artisans, cadres-moyens, employés ; les primaires supérieurs et les revenus de 4 000 à 6 000 F.

. Les plutôt moins bien : les 18 - 24 ans, l'ouest, les revenus inférieurs à 1 400 F. et jusqu'à 2 000 F.

1.33. Environnement général futur

. Les optimistes : agriculteurs, non actifs ; primaires supérieurs, ouest et sud-est, ruraux et revenus de 4 000 à 6 000 F.

. Les pessimistes : les 18 - 24 ans ; les industriels, les employés, le supérieur, le nord-est, les villes de plus de 100 000 habitants, les revenus inférieurs à 1 400 F.

1.34. Variable de rupture

. La continuité : les agriculteurs et cadres moyens ; les primaires supérieurs et lessecondaires ; le sud-ouest.

. La rupture : Les ouvriers qualifiés et les autres ouvriers ; le nord-est et le bassin parisien ; les villes de moins de 20 000 habitants et les revenus entre 1 400 et 2 000 F.

1.35. La situation future de l'interviewé

. Les mieux : 45 - 55 ans ; agriculteurs ; primaires supérieurs, revenus inférieurs à 1 400 F.

. Les moins bien : 18 - 24 ans ; non actifs ; techniques commercials et supérieurs, l'ouest et les revenus supérieurs à 6 000 F.

1.36. Position politique

. Droite, majorité : Agriculteurs, artisans ; l'ouest, les ruraux.

. Gauche, révolutionnaire : 18 - 24 ans ; employés, ouvriers qualifiés ; supérieurs ; la région parisienne et les revenus entre 2 000 et 2 900 F.

A partir de ces différents regroupements nous pouvons déduire trois types d'attitudes face à l'avenir.

a. La continuité qui regroupe principalement l'ensemble des catégories qui se trouvent dans le changement sans crise, les optimistes, la continuité, le mieux être et les positions majorité et droite.

b. La rupture qui regroupe principalement l'ensemble des catégories qui se trouvent dans les plutôt moins bien, les pessimistes, la rupture et les positions gauche ou révolutionnaire.

c. Les inquiets qui regroupent principalement l'ensemble des catégories qui se trouvent dans le changement avec crise grave, les plutôt mieux de la variable "BIENF" mais les moins bien de la variable "SIT 1". Globalement ils croient à la crise, en jugent l'issue positive généralement mais en partie à leur détriment.

1.4. Synthèse sur les représentations de l'avenir

La première partie du questionnaire a pour objet d'amener les ménages, à travers une série de questions sur leur perception des 10 années à venir, et de la France en 1985, à reconstituer des "scénarios subjectifs" sur l'évolution de notre pays à moyen terme.

1.41. La perception globale de l'avenir

Le contexte mondial

La perception générale que les Français ont de l'avenir est plutôt pessimiste. Les menaces planétaires qui les préoccupent le plus sont avant tout la dégradation de la nature (thème fréquemment cité par les plus jeunes), l'épuisement des ressources naturelles et le sur-peuplement (thème plus traditionnel). La Chine et les pays arabes leur semblent devoir acquérir un rôle plus important : quant à la France elle devrait maintenir sa place tout en étant plus dépendante du Marché Commun, et, dans une moindre mesure, des états arabes.

Le cadre Français

Les préoccupations portent essentiellement sur les problèmes d'emploi, d'énergie et de coût de la vie. Cependant l'emploi semble les inquiéter moins directement et rester une menace plus théorique, à l'exception de ceux qui se sentent particulièrement menacés (jeunes, ouvriers), tandis que le problème des revenus apparaît au niveau individuel.

Une assez forte majorité de Français prévoit une crise, ou du moins de graves difficultés économiques mais dans cette majorité, certains pensent que ces difficultés ne dureront pas.

Parmi les catégories les plus menacées, on cite le plus souvent les artisans et petits commerçants (ainsi que les habitants des très grandes villes : le mouvement d'urbanisation outrancière semble d'ailleurs, à la majorité des interviewés, en être arrivé à un point de saturation).

Agriculteurs et ouvriers sont aussi perçus comme menacés par une minorité non négligeable (plus du tiers) des ménages interrogés.

Inquiets devant la crise, beaucoup de Français (40 %) verraient une solution politique dans la constitution d'un gouvernement de type "union nationale". Mais cela n'empêche pas plus de la moitié des Français de penser que l'avenir comporte suffisamment de risques pour remettre en cause le système politique et social.

La perception du changement et l'évolution des modes de vie

Près de la moitié des interviewés croient en "un changement dans la continuité", cependant peu d'entre eux croient en une France de 1985 très différente de ce qu'elle est actuellement.

Leurs demandes fondamentales concernent l'augmentation des revenus et l'amélioration des conditions de travail, à côté de ces aspirations, ils pensent que dans l'avenir les progrès les plus sensibles concerneront plus les services collectifs (santé) que les biens individuels (automobile, électro-ménager...).

Le développement des transports en commun, l'allongement des vacances semblent devoir continuer ; en revanche, peu croient en une augmentation du temps passé à regarder la télévison.

Globalement donc, un avenir où l'innovation sociale serait plus importante que les transformations technologiques "futuristes", mais qui apparaît plus comme un espoir que comme une certitude, face aux inquiétudes que fait naître la crise.

Les projections personnelles

Les Français ont une perception assez stable de la situation de leur emploi dans 10 ans, qu'il s'agisse du lieu de travail ou de la nature même de ce travail.

Une minorité (le tiers) d'interviewés pense pouvoir améliorer son niveau de formation.

Dans l'ensemble, la moitié des interviewés se voit en 1985, propriétaire de son logement ; d'ailleurs la préoccupation "logement" ou désir d'accession reste constante tout au long du questionnaire ; 30 % pensant habiter un logement plus grand.

Enfin, il semble que les Français envisagent assez peu une mobilité intercommunale ou inter-régionale dans un proche avenir.

1.42. Les scénarios "reconstitués"

A l'aide de variables construites, et des réponses à toutes les questions, réponses qui semblent souvent corrélées entre elles, nous pouvons reconstituer des sortes de "scénarios subjectifs', plus ou moins cohérents, sur l'avenir.

Très globalement on peut distinguer :

- Un ensemble d'opinions relativement "pessimistes" ; on ne croit pas au changement, ou, du moins on le perçoit comme brutal ; la crise est prévue, et elle semble générale. Cet ensemble s'accompagne le plus souvent d'opinions de gauche.

- A l'autre extrémité, on trouve des opinions relativement "optimistes" qui nient la crise, et reflètent l'idée d'un changement progressif ; en général, il s'agit d'opinions d'interviewés se situant à droite, ou dans la majorité.

- Au-delà de ces deux scénarios exprimés, on peut distinguer un scénario "médian" et quelques scénarios "en rupture" : croyance en une solution de

droite, négation de la crise globale, mais perception d'une crise en ce qui concerne la catégorie - ou l'ensemble géographique - auquel on appartient, pessimisme sur certaines questions, optimisme sur d'autres : c'est une situation de crise latente, encore mal située dans le contexte général, mais qui risque de déboucher sur un changement d'attitude brutal (comme illustration de cet ensemble de perceptions et d'attitudes, on peut citer l'ouest de la France).

Les différentes catégories de Français se retrouvent plus ou moins dans ces différents scénarios. Les jeunes (18 - 24 ans) sont sur-représentés dans le premier (crise, gauche) ainsi que les ouvriers et parfois une partie des cadres supérieurs ; ceux qui sont plus âgés, les catégories traditionnelles moyennes (agriculteurs, artisans, dans une moindre mesure, cadres moyens, adoptent plutôt le second, ainsi que ceux qui habitent le sud-est).

Enfin le scénario "en rupture" est, comme nous l'avons dit, assez bien représenté dans l'ouest du pays.

II - LES ATTITUDES DE CONSOMMATION

II - LES ATTITUDES DE CONSOMMATION

Ce chapitre présente les résultats de la deuxième partie du questionnaire concernant les attitudes des Français par rapport à la consommation en général et à ses différents secteurs en particulier. Une première partie (2.1.) indique d'abord le comportement qu'auraient les français face à un accroissement éventuel de leurs revenus (c'est le traditionnel choix ternaire entre épargner, dépenser plus et travailler moins), puis essaie d'analyser les attitudes des enquêtés vis-à-vis des différents types de dépenses. Une deuxième partie (2.2.) s'attache à préciser ces attitudes pour quelques domaines déterminés, principalement le logement, le chauffage, la voiture.

Nous attirons l'attention du lecteur sur le fait qu'il ne peut s'agir de prévisions : nous avons simplement amené les enquêtés à nous indiquer les choix qu'ils effectueraient dans certaines conditions. Le caractère conditionnel des réponses doit donc être constamment présent à l'esprit si on veut les interpréter correctement. Il est clair notamment que la première partie du questionnaire portant sur la perception de la crise n'a pas manqué de sensibiliser les enquêtés et donc d'influencer leurs réponses concernant leur comportement éventuel. La mise en relation de ces réponses avec celles sur la perception de la crise constituera donc obligatoirement un axe important dans la suite de nos travaux.

2.1. Au niveau global et par rapport aux grands secteurs de la consommation

2.11. L'attitude des français face à un éventuel accroissement de leur revenu

Quand les revenus augmentent plus vite que les prix on peut, soit :

	En %
. Ne pas dépenser plus et mettre davantage d'argent de côté	44,7
. Travailler moins en gardant le même niveau de vie	21,1
. Acheter des choses et dépenser plus	34,6

L'attitude la plus fréquente dans le cas d'une augmentation des revenues se révèle donc être l'épargne. Quelle est la signification, en la période actuelle, de cette propension à l'épargne ? On peu faire l'hypothèse qu'il s'agit là d'une épargne de précaution : devant la perspective d'une crise possible, avec ce que cela implique comme diminution des revenus réels, risques de chômage, etc... les ménages tendraient plus souvent à mettre de l'argent de côté - où mieux à le placer - pour "voir venir" qu'à dépenser ces revenus supplémentaires ; vraisemblablement, la hiérarchie des attitudes ne serait pas la même dans une période où l'expansion apparaîtrait comme une donnée irréversible (1).

La diminution du temps de travail apparaît comme l'attitude la plus minoritaire ; elle recueille cependant plus du quart des réponses. Les ventilations nous apprennent que, alors que l'épargne est une attitude particulièrement fréquente chez les ouvriers (50,1 % et 48,3 %), dont nous avons vu dans la première partie qu'ils sont nombreux à croire à la crise, et à être plutôt pessimistes quant à l'avenir, la propension à dépenser plus se retrouve fréquemment dans les classes moyennes traditionnelles - artisans, petits commerçants, inactifs - (catégories qui, par ailleurs, se montrent plutôt optimistes quant à l'avenir). Les cadres moyens, eux, sont sur-représentés parmi les "dépensiers" (27 %) et ceux qui aimeraient travailler moins (38,9 %).

Si l'on examine les tris en fonction des revenus, les attitudes d'épargne se retrouvent souvent chez les bas revenus (50,9 % pour les moins de 1 400 F.), qui se sentent peut-être les plus concernés, et chez les hauts revenus (6 000 F. et plus) qui arrivent peut-être à une saturation relative de leur consommation. En revanche ce sont ceux qui disposent de 2 000 à 2 900 F. par mois qui marquent la plus forte propension à dépenser plus. Enfin, il est intéressant de constater que l'épargne reste une valeur très répandue chez les interviewés qui ont le niveau de revenu le plus faible, que la consommation attire plus souvent qu'en moyenne ceux dont le niveau scolaire est intermédiaire (secondaire) tandis que l'aspiration au "mieux vivre" (travailler moins) apparaît plus souvent chez ceux qui ont suivi des études supérieures. Ces différences semblent refléter en partie un certain transfert de valeurs | épargne → consommation monétaire → consommation non monétaire | qui va de pair avec le développement culturel des individus.

---

(1) Pour la suite de la recherche il serait particulièrement intéressant de pouvoir comparer sur ce point l'attitude de ceux qui croient à la crise, à celle de ceux qui la nient.

ATTITUDE FACE A UNE EVENTUELLE AUGMENTATION DES REVENUS

	LES REVENUS AUGMENTENT PLUS VITE QUE LES PRIX, ON PEUT :		
	Mettre de l'argent de côté	Travailler moins	Dépenser plus
Ensemble	43,2	20,1	33,0
Agriculteurs,salariés agricoles	45,5	24,4	25,2
Industriels,professions libérales,cadres supérieurs	42,0	24,7	32,1
Artisans,petits commerçants ...	41,1	17,7	39,7
Cadres moyens	33,3	27,0	38,9
Employés	40,6	19,4	38,2
Ouvriers qualifiés	50,1	15,7	28,1
Autres ouvriers, services	48,3	18,6	26,8
Non actifs	35,6	16,7	45,3
Moins de 1 400 F.	50,9	20,2	26,2
De 1 400 à 2 000 F.	47,0	16,2	33,0
De 2 000 à 2 900 F.	37,0	20,6	40,0
De 2 900 à 4 000 F.	45,1	20,4	30,8
De 4 000 à 6 000 F.	40,5	22,1	34,7
6 000 F. et plus	59,3	21,9	18,8
Primaire	49,9	18,3	27,6
Primaire supérieure	45,9	17,5	36,6
Technico-commercial	44,4	17,6	32,1
Secondaire	35,1	23,6	39,9
Supérieur	30,8	29,7	37,1

2.12. Les attitudes par rapport aux grands secteurs de la consommation

Nous avons tenté de les cerner par trois questions :

"Si dans les années à venir vous disposiez de plus d'argent à quoi utiliseriez-vous principalement vos revenus supplémentaires ?" (Q. 22)

"Si vos revenus diminuaient dans quels domaines réduiriez-vous le plus vos dépenses par rapport à ce que vous dépensez actuellement ?" (Q. 23)

"Y a-t-il un domaine où, de toute façon, vous n'envisagez absolument pas de réduire vos dépenses même si vos revenus baissaient ?" (Q. 25)

Nous avons regroupé les réponses aux trois questions en une seule variable qui caractérise le comportement de l'enquêté par rapport à un poste donné. Cette variable est construite ainsi : pour chaque poste, les questions 22, 23 et 25 sont binaires suivant que le poste fait partie ou non de ceux choisis par l'enquêté, et nous avons ainsi pour l'ensemble des trois questions huit réponses possibles correspondant au tableau suivant :

		Q. 22 OUI		Q. 22 NON	
		Q. 23		Q. 23	
		Oui	Non	Oui	Non
Q. 25	OUI	Contradiction	E + et cliquet	Contradiction	E o et cliquet
	NON	E + -	E +	E -	E o

Nous avons appelé "élasticité" la variable à 7 modalités ainsi créée, l'analogie avec l'élasticité-revenu utilisée en macroéconomie nous paraissant assez nette. Cette variable introduit l'effet "cliquet" qui correspond à la réponse oui à la question 25. Nous avons en revanche considéré comme contradictoire le fait de répondre oui à la fois aux questions 23 et 25.

2.121. **Les résultats globaux**

Le tableau suivant donne pour chaque catégorie de dépenses, et pour l'ensemble de l'échantillon la répartition de cette variable élasticité.

	E -	E ∘	E∘ et cliquet	E + -	E +	E+ et cliquet
Habillement	42,2	38	1,6	10,3	5,1	0,8
Logement	14,4	52,0	3,1	11,9	13,9	2,8
Ameublement	24,4	45,0	0,2	13,3	15,8	0,5
Aménagement du logement	18,9	40,1	0,6	17,0	21,5	1,0
Electroménager	39,0	47,1	0,5	6,8	5,3	0,3
Chauffage	26,5	59,0	4,5	2,6	4,3	1,1
Repas quotidien	22,3	37,1	21,9	3,0	3,8	3,1
Enfants	1,6	62,1	7,6	1,1	19,1	8,2
Hygiène - santé	0,5	53,7	25,3	0,3	11,6	8,4
Soins de beauté	21,5	69,6	1,7	1,7	3,4	0,7
Equipement de loisirs	36,3	40,3	2,1	9,7	9,0	0,6
Livres	14,1	64,5	1,0	2,2	15,6	8,0
Revues -journaux	20,4	69,8	2,7	1,8	3,9	0,6
Voiture	37,6	40,7	5,0	6,1	5,9	1,1
Sorties	30,7	40,0	0,9	14,3	11,7	1,0
Invitations	21,9	53,8	4,1	6,0	9,4	2,0
Vacances	12,6	16,7	1,8	31,4	27,8	6,3

(Le total de chaque ligne est légèrement inférieur à 100 car nous n'avons pas reproduit sur le tableau le pourcentage de gens qui "se sont contredits".)

Un certain nombre de faits se dégagent à la lecture de ce tableau : tout d'abord les prévisions de réduction de consommation les plus importantes concernent l'habillement et l'ensemble de ce qu'on appelle généralement les biens durables c'est-à-dire voiture, électroménager, équipement de loisirs. Ces résultats que nous examinerons en détail plus loin vont dans le sens des dernières enquêtes de conjoncture concernant la consommation réelle de ces derniers mois.

La réduction de dépenses dans ces domaines s'effectuerait principalement par le renouvellement moins fréquent des différents biens : "en faisant durer plus longtemps les vêtements que l'on porte" pour l'habillement, "en conservant plus longtemps les appareils qu'on a", pour l'electroménager "en renonçant à acheter un appareil dont on a envie" et "en renouvelant moins souvent les appareils qu'on a", pour les équipements de loisir. Il est clair que la réalisation de ces intentions, en cas de baisse de revenus, ne manquerait pas de poser un certain nombre de problèmes (effet cumulatif). Nous avons d'autre part une catégorie de biens dont les dépenses apparaissent comme assez élastiques, c'est-à-dire que les prévisions sont à la fois à la baisse en cas de baisse des revenus et à la hausse en cas de hausse de revenus. C'est le cas des biens concernant le logement : loyer, ameublement, et aménagement du logement, également du poste "sorties". Encore faut-il remarquer que le cas des dépenses d'ameublement ressemble assez à celui des biens durables, les modalités de réduction étant les mêmes (acheter moins de nouveaux meubles). Il y a ensuite les dépenses de repas et de chauffage dont la baisse est envisagée par près d'un quart de l'échantillon ce qui peut surprendre compte tenu du caractère généralement considéré comme incompressible de ces dépenses. La baisse des dépenses de repas se ferait surtout "en allant chez des commerçants moins chers" ou "en mangeant plus simplement". Nous notons aussi l'importance de l'"effet cliquet" pour les repas (le quart de l'échantillon n'envisage absolument pas de réduire ses dépenses pour ce poste) et le fait que l'augmentation des dépenses des repas et de chauffage n'est guère prévue.

Les dépenses d'hygiène et de santé et les dépenses pour les enfants semblent, elles, faire partie des dépenses incompressibles si l'on en croit les intentions exprimées. La connotation fortement positive attribuée à ce type de consommation explique cependant pour une bonne part que presque aucun enquêté n'en ait envisagé la baisse. On remarquera, en outre, l'effet cliquet important sur les dépenses d'hygiène et santé. Les dépenses de vacances ont un caractère particulier. C'est un poste à la fois très "élastique" puisque le tiers de l'échantillon envisage son évolution en fonction directe de celle de ses revenus. C'est également le poste dont la hausse est le plus envisagée, et qui laisse le moins indifférent les enquêtés (16,7 % seulement n'ont répondu à aucune des trois questions).

Enfin, une dernière catégorie de dépenses est constituée par les postes "soins de beauté", "livres", "revues et journaux". Peu de gens ont répondu aux questions concernant ces postes, 30 % dans le meilleur des cas. Pour ceux qui n'ont pas répondu il s'agit sans doute de gens qui achètent assez peu ces produits, considérés d'ailleurs généralement comme dépenses surnuméraires. Leur évolution est plutôt envisagée à la baisse sauf en ce qui concerne les livres.

2.122. Analyse poste par poste du comportement des différentes catégories socio-économique

Après avoir présenté de manière globale les prévisions de consommation des enquêtés, nous allons examiner l'influence sur ces prévisions de trois critères socio-économiques qui sont : la catégorie socio-professionnelle du chef de famille, l'âge de la personne interrogée et le revenu du ménage. L'analyse suivante est celle des tableaux donnant pour chacun des 17 postes de consommation la répartition de la variable élasticité (cf. 2.121) en fonction de ces trois critères ; ces tableaux sont reproduits pages 86 à 102.

Le lecteur que rebuterait l'indispensable mais fastidieux commentaire de tableaux qui va suivre se reportera utilement au paragraphe 2.123 page 80 où nous avons essayé de présenter de manière succincte les résultats qui nous paraissent les plus intéressants.

1) Habillement (tableaux p. 86)

Ce sont les agriculteurs qui envisagent le plus des réductions de dépenses sur ce poste (50,4 %) au contraire des employés (37,5 %). Un tel résultat est conforme aux idées généralement admises concernant le comportement vestimentaire de ces catégories. On remarquera également que la tranche d'âge 25 - 34 ans est la moins disposée à réduire ses dépenses dans le domaine de l'habillement.

2) Loyer (ou achat du logement) (tableaux p. 87)

On notera la large indifférence des agriculteurs à cette question, alors que les ouvriers qualifiés sont parmi les plus nombreux à envisager une baisse (17,8 %) ou une hausse (21,1 %) de ces dépenses. La catégorie "cadres supérieurs, industriels, professions libérales" est celle qui prévoit le moins de diminuer le poste logement de même que la tranche d'âge 18 - 24 ans. Nous admettons cependant le faible intérêt d'examiner les prévisions concernant ces dépenses indépendamment du statut du logement (locataire, accédant à la propriété, propriétaire).

3) Ameublement du logement (tableaux p. 88)

Les ouvriers (qualifiés ou non) sont les plus disposés à envisager une baisse de leur consommation (30,1 % des ouvriers qualifiés) et sont également les moins nombreux à en envisager une hausse (12,3 % de la catégorie "autres ouvriers, personnel de service" contre 23,5 % des inactifs par exemple). Les employés en revanche, ne sont que 17,5 % à envisager une baisse. Ces comportements différents entre employés et ouvriers apparaitront pour d'autres postes. On notera aussi que la tranche d'âge 35 - 44 ans est celle qui augmenterait le plus ses dépenses d'ameublement (20,7 %).

4) Aménagement du logement (tableaux p. 89)

Le comportement des agriculteurs se différencie nettement des autres catégories : ils sont les moins nombreux à envisager une baisse (10 %), les

plus nombreux à envisager une hausse (32,5 %), et très peu nombreux (23,4 %) à ne rien répondre (catégorie Eo), alors qu'ils étaient 70 % à ne rien répondre à la question concernant les dépenses de loyer ou d'achat du logement. Il est évident, vu la faible mobilité résidentielle des agriculteurs, que leurs dépenses concernent principalement l'amélioration de leur habitat, ce qui explique leurs réponses. Il faut remarquer également que la tranche d'âge 35 - 44 ans est celle qui augmenterait le plus ses dépenses concernant l'aménagement. Ce résultat avait déjà été trouvé pour l'ameublement et nous verrons que c'est encore le cas pour les appareils électroménagers. L'ensemble des dépenses concernant l'environnement du logement semble donc particulièrement important aux yeux de cette classe d'âge.

5) Appareils électro-ménagers (tableaux p. 90)

Les ouvriers qualifiés et les "cadres supérieurs, industriels, professions libérales" sont les plus disposés à envisager une baisse de leurs dépenses dans ce domaine : respectivement 45,2 et 43,4 %, au contraire des employés (28,3 %). Les personnes de 35 - 44 ans sont également celles qui diminueraient le moins ce type de dépenses.

6) Chauffage (tableaux p. 91)

On observe d'importantes différences de comportement sur ce poste. Il s'agit pour les "cadres supérieurs, industriels, professions libérales" d'une dépense peu compressible puisque 10,3 % seulement d'entre eux en envisagent la baisse. Au contraire, le tiers des agriculteurs, 32 % des ouvriers, sont amenés à envisager cette baisse. L'influence du revenu corrobore cette observation puisque les personnes ayant plus de 4 000 F. de revenu sont les moins disposées à diminuer leurs dépenses de chauffage, 22,4 %, alors que les personnes à revenu inférieur à 2 000F. le sont plus (30,6 %).

7) Dépenses pour les repas de tous les jours (tableaux p. 92)

On retrouve pour ces dépenses un phénomène analogue aux dépenses de chauffage : nous verrons d'ailleurs plus loin que ces dépenses sont liées.

En effet, là encore, les personnes à revenu inférieur à 2 000 F. sont 26,6 % à envisager une baisse de leurs dépenses de repas contre 15,7 % des personnes à revenu supérieur à 4 000 F. Le phénomène est encore plus net si l'on considère le "cliquet" : 15,5 % seulement des "moins de 2 000 F." n'envisagent absolument pas de diminuer leurs dépenses de repas même en cas de diminution de leur revenu, contre 37,0 % des personnes ayant plus de 4 000 F. de revenu.

Au niveau des catégories professionnelles, environ 16 % des ouvriers "n'envisagent absolument pas de diminuer ces dépenses" contre 32,9 % des petits commerçants et artisans. Il semble en fait que l'attitude prévue par rapport aux dépenses de repas soit sans lien avec le niveau même de ces dépenses.

8) Dépenses pour les enfants (tableaux p. 93)

Nous avons signalé que pratiquement personne ne prévoit de baisse sur ce type de dépenses. Ce sont les ouvriers et les employés qui sont les plus nombreux à envisager leur hausse de même évidemment que les jeunes générations.

9) Dépenses d'hygiène et santé (tableaux p. 94)

A l'inverse de ce qui se passait pour les dépenses de repas, les personnes les moins aisées sont les plus nombreuses à refuser d'envisager une baisse dans ce domaine. Alors que 16,5 % seulement des "cadres supérieurs, industriels, professions libérales" déclarent qu'ils ne réduiront en aucun cas leurs dépenses de santé, le pourcentage passe à près de 25 % pour les ouvriers et à 41,7 % pour les agriculteurs. Ces résultats sont cette fois à l'évidence liés au niveau atteint par les diverses catégories pour leurs dépenses de santé ; les disparités importantes de niveau se répercutent sur les comportements prévus.

10) Produits et soins de beauté (tableaux p. 95)

Dans l'ensemble des catégories étudiées, peu de gens ont répondu aux questions concernant ce poste : on notera simplement que les ouvriers qualifiés et les employés sont les plus nombreux (30 %) à envisager une baisse de leur consommation.

11) Equipement de loisirs (télévision, électrophone, photos, etc...) (tableaux p.96)

Dans ce domaine également, les ouvriers qualifiés, mais aussi les autres ouvriers et les "cadres supérieurs, industriels, professions libérales" sont les plus nombreux à prévoir une baisse de leur consommation (respectivement 48,2 %, 38,9 %, 38,5 %) à l'inverse des employés (27,6 %) et surtout des non actifs (24,2 %). La catégorie professionnelle semble avoir un rôle propre indépendamment du revenu puisque les écarts observés entre les différentes catégories de revenu sont nettement plus faibles.

12) Livres (tableaux p. 97)

Des différences importantes sont enregistrées parmi les attitudes des diverses catégories professionnelles. Les livres sont une dépense que les cadres supérieurs n'envisagent guère de réduire (4,5 % seulement d'entre eux l'envisagent) et les cadres moyens non plus (8,9 %). Ces deux catégories sont également celles qui pensent le plus augmenter leurs dépenses de livres au cas où leurs revenus augmenteraient (respectivement 35,2 % et 24,1 %). Cela correspond, en fait, à l'influence du niveau scolaire puisque le revenu ne semble pas avoir un effet significatif sur le comportement des enquêtés vis-à-vis des livres.

14) Revues, journaux (tableaux p. 98)

Les questions concernant ce poste ont rencontré une très large indifférence. Les jeunes de 18 - 24 ans d'une part, les ouvriers d'autre part sont environ un quart à envisager une baisse et sont les plus nombreux dans ce cas. A l'inverse, les cadres supérieurs sont 9,2 % à prévoir d'augmenter leur consommation dans ce domaine.

14) Voiture (tableau p. 99)

Nous avons vu que les enquêtés étaient assez nombreux (37,6 %) à prévoir une baisse dans ce domaine : il faut préciser que pour près de la moitié de ces enquêtés, il s'agirait alors d'utiliser moins souvent leur voiture.

Les réponses obtenues sont bien évidemment liées à la possession ou non d'une voiture puisque la catégorie qui envisage le moins des réductions de dépenses sont les ouvriers non qualifiés. On remarquera que les cadres supérieurs et les employés sont à l'inverse les plus nombreux à prévoir une diminution de leurs consommations concernant la voiture.

15) Sorties (théâtre, cinéma, café, restaurant) (tableau p. 100)

Les ouvriers sont les plus nombreux (41,3 % des ouvriers qualifiés) à envisager une diminution de leurs sorties, à la différence des catégories plus aisées. Il faut quand même relever que les écarts dus au revenu étant peu significatifs, ceux enregistrés entre les catégories professionnelles doivent plutôt correspondre à des différences d'ordre culturel.

16) Invitations d'amis ou de parents (tableaux p. 101)

Les ouvriers qualifiés sont encore une fois les plus nombreux (30,2 %) à prévoir une baisse de leurs dépenses sur ce poste, au contraire des cadres supérieurs, industriels, professions libérales. Nous remarquerons également que c'est dans la classe d'âge 35 - 44 ans que l'on trouve le pourcentage le plus important de personnes envisageant une hausse ; nous rappelons que cette catégorie était précisément celle qui semble plus particulièrement concernée par les consommations touchant au logement et à son environnement.

17) Vacances, voyages (tableaux p. 102)

L'influence du revenu n'est guère importante ; seule la catégorie des revenus supérieurs à 4 000 F. se caractérise par une propension nettement plus faible à prévoir une baisse du poste vacances (5 % contre 12,6 %

dans l'ensemble de l'échantillon). Des différences plus nettes apparaissent selon la catégorie socio-professionnelle : 21,3 % des ouvriers qualifiés envisagent une diminution de leurs dépenses de vacances si leur revenu baisse contre 6,7 % des cadres supérieurs. Quant aux catégories intermédiaires, leur attitude concernant les vacances semble devoir être particulièrement liée à leur futur niveau de revenus. 43,5 % des cadres moyens, 42,3 % des artisans et petits commerçants disent qu'ils réduiront leurs dépenses si leur revenu diminue mais qu'ils les augmenteront si leur revenu augmente. On verra enfin que dans la classe d'âge la plus élevée (45 - 55 ans), les enquêtés sont les moins nombreux à envisager une hausse de leurs dépenses de vacances (25 %) contre plus de 35 % dans les autres classes d'âge).

2.123. Eléments de synthèse

Un certain nombre de différences de comportement apparaissent suivant la catégorie socio-professionnelle et le revenu. De manière générale, les catégories à revenu élevé, les "cadres supérieurs, industriels, professions libérales" sont ceux qui envisagent le moins une baisse de leur consommation, particulièrement dans les secteurs où celle-ci dépasse nettement celle des autres catégories ; livres, revues, journaux, sorties, invitations, vacances. Ainsi 4,5 % seulement envisagent une baisse de leurs achats de livres contre 21,5 % des ouvriers qualifiés.

Les ouvriers, qualifiés ou non, sont d'ailleurs la catégorie qui envisagent le plus des réductions de dépenses. C'est le cas dans les secteurs cités plus haut (livres, etc...). C'est encore le cas, et ceci est plus surprenant pour le poste "repas quotidiens" : le pourcentage de ceux qui "n'envisagent absolument pas de réduire leurs dépenses" (Q. 25) pour ce poste, décroît quand le revenu

décroît aussi :

Catégorie de revenus	Moins de 2 000 F.	2 000 à 2 900 F.	2 900 à 4 000 F.	Plus de 4 000 F.
%	19,1	21,8	26,9	38,8

La situation est inverse pour les dépenses d'hygiène et santé qui est l'autre principal poste où un pourcentage important d'enquêtés n'envisage pas de réduction de dépenses (cf. tab. p.72). Ce pourcentage est le suivant :

Catégorie de revenus	Moins de 2 000 F.	2 000 à 2 900 F.	2 900 à 4 000 F.	Plus de 4 000 F.
%	40,1	35,0	32,8	26,4

Il y a donc des choix différents en ce qui concerne le poste considéré comme le plus incompressible.

Nous nuancerons tout de même ce résultat. La possibilité de choix est réelle pour les dépenses de repas : les enquêtés envisagent facilement différentes modalités permettant de les réduire. Au contraire, il leur semblera souvent qu'ils n'ont pas le choix en ce qui concerne les dépenses de santé (prescriptions des médecins leur paraissant incontestables, etc...) et ils auront alors tendance à considérer les dépenses de santé comme incompressibles. Enfin, l'importance que les enquêtés attachent aux dépenses alimentaires est attestée par leurs réponses à la question 36:au cas où l'augmentation du coût de la vie serait absolument inévitable, 66 % des enquêtés pensent qu'il existe des produits pour lesquels il faudrait absolument limiter la hausse des prix : pour la moitié d'entre eux, c'est la hausse des produits alimentaires qu'il faudrait limiter, pour seulement 4 % c'est la hausse des médicaments.

Les ouvriers qualifiés sont encore la catégorie qui envisage le plus des réductions de dépenses dans le secteur des biens durables : ameublement, électro-ménager, équipement de loisirs, se différenciant dans ce cas des employés qui ont pourtant des revenus voisins.

Nous donnons, dans le tableau ci-après, le pourcentage P de ceux qui envisagent simplement une réduction de dépenses (catégorie "E -" du tableau de la page 72), pour ces biens et pour la voiture, parmi les catégories ouvriers qualifiés, autres ouvriers, cadres supérieurs - industriels - professions libérales, et employés. Nous donnons également leur rang par rapport à l'ensemble des catégories professionnelles (8 au total) selon les pourcentages P décroissants.

En cas de baisse de leurs revenus, diminueraient leurs dépenses dans :

	Ameublement	Electro ménager	Equipement de loisirs	Voiture
Ouvriers qualifiés	30,1 (1)	45,2 (1)	48,2 (1)	42,0 (4)
Autres ouvriers	27,0 (2)	42,5 (4)	38,9 (2)	26,0 (8)
Cadres supérieurs, industriels, professions libérales	19,9 (7)	43,4 (2)	38,5 (3)	44,0 (2)
Employés	17,5 (8)	28,3 (8)	27,6 (7)	44,6 (1)

On notera, outre la très nette différence de comportement entre ouvriers et employés, le fait que la catégorie "cadres supérieurs, industriels, professions libérales" est également parmi celles qui envisagent le plus des réductions de dépenses dans l'électroménager et l'équipement de loisirs, ce phénomène risquant de poser des problèmes très préoccupants pour les industries produisant ces équipements.

Nous ferons enfin remarquer que c'est évidemment parce qu'elle est la moins équipée que la catégorie "autres ouvriers" ne prévoit guère de réductions dans le domaine de la voiture.

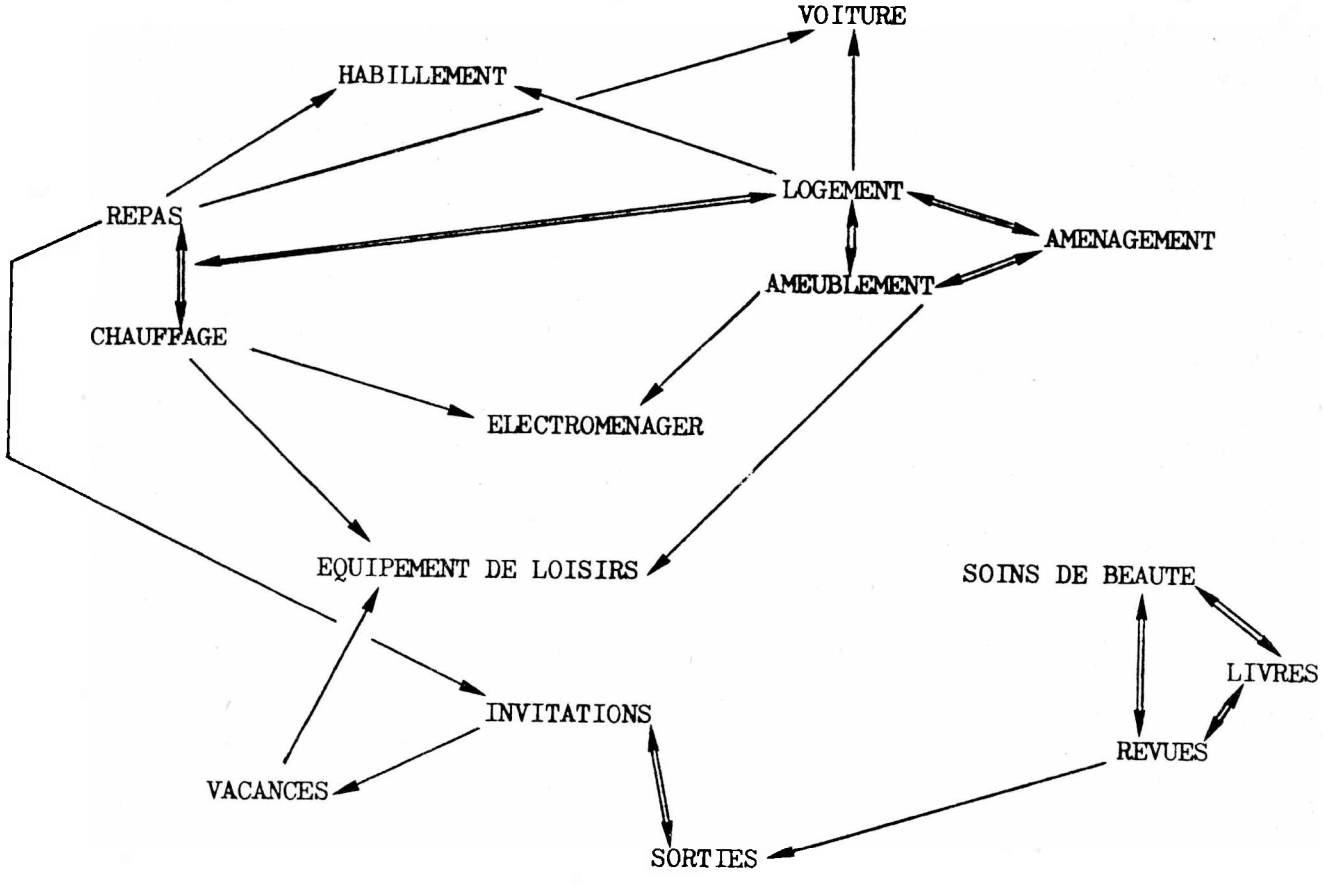
2.124. Les interrelations entre les différents types de dépenses

Pour savoir dans quelle mesure les comportements concernant des types de dépenses différents étaient liés entre eux, un certain nombre d'opérations systématiques ont été effectuées : par exemple pourcentage de ceux qui envisagent d'augmenter leur consommation sur un poste donné en fonction du fait qu'ils envisagent ou non de l'augmenter sur un autre poste. Ces opérations ont été faites pour tous les postes et pour les trois questions (hausse envisagée, baisse envisagée, refus d'envisager une baisse). Mais en fait les résultats les plus significatifs concernent les corrélations "à la baisse" qui sont souvent très fortes.

Ceux qui envisagent une baisse dans le domaine de :					ceux qui l'envisagent également dans le domaine :					dans l'ensemble de l'échantillon.
	AMEUBLEMENT	sont	70,6 %	parmi		LOGEMENT (achat, loyer)	contre	38,5 %		
	AMEUBLEMENT	sont	71,7 %	parmi		AMENAGEMENT DU LOGEMENT	contre	38,5 %		
	LOGEMENT	sont	51,8 %	parmi		AMEUBLEMENT	contre	28,2 %		
	ELECTRO-MENAGER ..	sont	74,7 %	parmi		AMEUBLEMENT	contre	46,9 %		
	REPAS	sont	68 %	parmi		CHAUFFAGE	contre	31,1 %		
	LIVRES	sont	62 %	parmi		REVUES, JOURNAUX	contre	16,9 %		
	PRODUITS DE BEAUTE	sont	59,8 %	parmi		REVUES, JOURNAUX	contre	24,7 %		

On constate ainsi que le fait d'envisager ou non une baisse dans certains domaines a souvent une influence beaucoup plus significative que les trois critères socio-économiques C.S.P., âge, revenu sur l'attitude vis-à-vis d'un poste de consommation déterminé.

Nous avons essayé, sur le graphique, de représenter les "liaisons à la baisse" entre les différents secteurs de dépenses. L'orientation d'une flèche d'un poste A vers un poste B signifie simplement que le poste A est parmi les deux ou trois postes dont le fait d'envisager la baisse entraîne la plus grande propension à envisager également une baisse sur B. C'est le cas par exemple pour les dépenses de logement et d'aménagement du logement par rapport à l'ameublement (cf. les deux premiers chiffres cités plus haut) : parmi ceux qui envisagent une baisse sur un poste autre, le pourcentage de ceux qui envisagent une baisse de leurs dépenses d'ameublement est bien inférieur à 70 %. Il ne s'agit donc pas de représentation graphique des corrélations statistiques entre deux faits et ce graphique a une simple valeur de visualisation.



Notre interprétation des résultats représentés sur ce graphique est que la crise a probablement amené une partie non négligeable de nos enquêtés à envisager une baisse coordonnée des dépenses sur des biens correspondant à des besoins de type physiologique (repas, chauffage, logement), baisse liée alors à celle d'autres dépenses concernant également la vie courante, électro-ménager, habillement, etc... alors qu'il n'y a en revanche aucune relation avec les dépenses généralement considérées comme surnuméraires : soins de beauté, livres, etc... Il est certain que cette fraction de l'échantillon (qu'on peut estimer de l'ordre de 25 %, pourcentage de ceux qui envisagent une baisse des dépenses de chauffage ou de repas) mériterait une étude approfondie : vérification que la baisse de dépenses est envisagée sur un nombre important de postes (c'est seulement une hypothèse que l'on peut émettre à partir des corrélations poste par poste), délimitation des caractéristiques socio-économiques de cette sous-population, mise en relation de son comportement de consommation avec la perception générale de la crise analysée dans la première partie du questionnaire, étude qu'il faudra aborder dans une phase ultérieure. Il nous paraît, quant à nous, probable qu'une enquête analogue effectuée il y a deux ou trois ans n'aurait pas amené ce type de résultat, significatif de la présence réelle de la crise pour une bonne partie des ménages.

REPARTITION DE L'ELASTICITE SUIVANT

LA CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE, L'AGE ET LE REVENU

(Cf. définition de l'élasticité p. 71)

HABILLEMENT

CSP DU CHEF DE FAMILLE

HABILLEMENT ELASTICITE	ENSEMBLE	AGRIC. SALARIE AGRIC	INDUST. PROF. LIB.	ARTISAN PETIT COMM.	CADRE MOYEN	EMPLOYE	OUVRIER QUAL.	AUTRE OUVRIER SERVICE	NON ACTIF
ENSEMBLE	917 100,0	115 100,0	62 100,0	97 100,0	117 100,0	87 100,0	155 100,0	195 100,0	90 100,0
CONTRADICTION	17 1,9	3 2,8	0 0	3 2,6	2 2,0	2 2,1	2 1,2	5 2,3	1 1,1
E -	387 42,2	58 50,4	26 42,5	43 44,4	49 42,0	33 37,5	64 41,4	76 39,0	38 42,8
E 0	348 35,0	41 35,5	25 41,0	42 43,4	47 39,9	32 37,2	59 38,0	76 39,3	26 28,8
E 0 ET CLIQUET	15 1,6	7 5,7	0 0	1 0,7	2 1,4	0 0	0 0	5 2,5	1 1,4
E + -	95 10,3	3 2,5	7 11,5	6 6,0	10 8,8	12 14,1	17 11,3	21 10,8	18 19,9
E +	47 5,1	2 1,6	3 5,0	3 2,8	7 6,0	7 8,3	11 7,2	9 4,8	4 4,9
E + ET CLIQUET	7 0,8	2 1,6	0 0	0 0	0 0	1 0,8	1 0,8	3 1,4	1 1,1

HABILLEMENT ELASTICITE	ENSEMBLE	AGE DE LA P.I. 18-24 ANS	25-34 ANS	35-44 ANS	45-55 ANS	REVENU DU MENAGE S.R.	MOINS DE 2000F	2000 2900F	2900 4000F	4000F ET PLUS
ENSEMBLE	917 100,0	118 100,0	251 100,0	290 100,0	256 100,0	100 100,0	241 100,0	264 100,0	169 100,0	142 100,0
CONTRADICTION	17 1,9	5 4,3	5 2,0	6 2,0	1 0,6	2 1,9	6 2,3	6 2,3	4 2,2	0 0
E -	397 42,2	53 45,0	95 37,9	128 44,1	110 43,1	39 38,7	105 43,5	111 42,2	68 40,2	64 45,2
E 0	348 38,0	35 29,6	112 44,5	109 37,5	92 36,1	39 38,9	91 37,6	89 33,6	71 41,6	60 41,9
E 0 ET CLIQUET	15 1,6	1 1,0	3 1,3	4 1,4	7 2,5	2 2,4	6 2,5	2 0,8	4 2,1	1 0,6
E + -	95 10,3	13 10,8	21 8,2	32 10,9	29 11,5	7 7,4	23 9,6	35 13,1	19 10,9	11 7,9
E +	47 5,1	9 7,3	12 4,8	12 4,0	14 5,6	10 9,6	10 4,1	16 6,1	5 2,9	6 4,5
E + ET CLIQUET	7 0,8	2 2,1	3 1,3	0 0	2 0,7	1 1,2	1 0,4	5 2,0	0 0	0 0

LOGEMENT (LOYER, ACHAT)

CSP DU CHEF DE FAMILLE

LOYER ACHAT LOGEMENT ELASTICITE	ENSEMBLE	AGRIC. SALARIE AGRIC	INDUST. PROF. LIB.	ARTISAN PETIT COMM.	CADRE MOYEN	EMPLOYE	OUVRIER QUAL.	AUTRE OUVRIER SERVICE	NON ACTIF
ENSEMBLE	917 100,0	115 100,0	62 100,0	97 100,0	117 100,0	87 100,0	155 100,0	195 100,0	90 100,0
CONTRADICTION	17 1,9	0 0	2 3,7	2 2,4	0 0	1 0,9	6 3,7	6 3,1	0 0
E -	132 14,4	17 14,4	6 9,8	13 13,1	15 12,8	12 14,0	28 17,8	25 13,0	17 18,8
E 0	476 52,0	81 70,5	32 51,2	52 54,2	57 48,8	45 52,2	67 43,5	96 49,3	45 50,8
E 0 ET CLIQUET	28 3,1	0 0	4 6,9	2 2,2	4 3,0	1 1,5	5 3,4	7 3,5	5 5,6
E + -	109 11,9	11 9,4	6 10,1	10 10,6	17 14,8	12 13,8	16 10,4	27 14,0	9 10,2
E +	128 13,9	5 3,9	10 16,4	16 16,4	18 15,2	12 13,9	28 18,0	28 14,5	11 12,4
E + ET CLIQUET	26 2,8	2 1,7	2,0	1 1,1	6 5,5	3 3,7	5 3,1	5 2,6	2 2,2

LOYER ACHAT LOGEMENT ELASTICITE	ENSEMBLE	AGE DE LA P.I. 18-24 ANS	25-34 ANS	35-44 ANS	45-55 ANS	REVENU DU MENAGE S.R.	MOINS DE 2000F	2000 2900F	2900 4000F	4000F ET PLUS
ENSEMBLE	917 100,0	118 100,0	251 100,0	290 100,0	256 100,0	100 100,0	241 100,0	264 100,0	159 100,0	142 100,0
CONTRADICTION	17 1,9	1 0,7	4 1,5	4 1,3	9 3,4	2 2,3	9 3,7	3 1,1	2 0,9	2 1,1
E -	132 14,4	14 11,6	36 14,2	49 16,7	34 13,3	14 14,1	34 14,2	41 15,5	28 16,7	15 10,2
E 0	476 52,0	46 38,7	126 50,0	165 57,0	139 54,4	61 61,2	124 51,5	125 47,4	81 48,0	85 59,5
E 0 ET CLIQUET	28 3,1	3 2,7	9 3,6	8 2,7	8 3,2	5 5,0	4 1,8	10 3,9	5 2,7	4 2,9
E + -	109 11,9	22 18,4	36 14,2	19 6,6	32 12,7	5 4,5	26 11,0	43 16,2	20 12,0	15 10,4
E +	128 13,9	26 22,0	37 14,9	40 13,7	24 9,5	10 9,9	37 15,4	37 13,9	28 16,5	16 11,2
E + ET CLIQUET	26 2,8	7 6,0	4 1,6	6 2,0	9 3,5	3 2,9	6 2,4	5 1,9	6 3,3	7 4,7

AMEUBLEMENT

CSP DU CHEF DE FAMILLE

AMEUBLEMENT LOGEMENT ELASTICITE	ENSEMBLE	AGRIC. SALARIE AGRIC	INDUST. PROF. LIB.	ARTISAN PETIT COMM.	CADRE MOYEN	EMPLOYE	OUVRIER QUAL.	AUTRE OUVRIER SERVICE	NON ACTIF
ENSEMBLE	917 100,0	115 100,0	62 100,0	97 100,0	117 100,0	87 100,0	155 100,0	195 100,0	90 100,0
CONTRADICTION	7 0,7	0 0	0 0	1 1,0	1 0,9	0 0	1 0,6	4 1,9	0 0
E -	224 24,4	25 21,4	12 19,9	21 22,0	31 26,0	15 17,5	47 30,1	53 27,0	21 23,5
E 0	413 45,0	60 52,0	27 44,1	45 46,6	53 45,6	41 47,6	58 37,8	90 46,3	37 41,8
E 0 ET CLIQUET	2 0,2	0 0	1 1,4	0 0	0 0	0 0	0 0	1 0,6	0 0
E +	122 13,3	5 13,2	10 16,4	11 11,5	15 12,7	14 16,2	23 15,1	23 11,9	10 11,2
E +	145 15,8	15 13,4	11 18,2	18 18,1	17 14,8	16 18,7	24 15,6	23 11,6	20 22,6
E + ET CLIQUET	4 0,5	0 0	0 0	1 0,8	0 0	0 0	1 0,8	1 0,7	1 0,9

AMEUBLEMENT LOGEMENT ELASTICITE	ENSEMBLE	AGE DE LA P.I. 18-24 ANS	25-34 ANS	35-44 ANS	45-55 ANS	REVENU DU MENAGE S.R.	MOINS DE 2000F	2000 2900F	2900 4000F	4000F ET PLUS
ENSEMBLE	917 100,0	118 100,0	251 100,0	290 100,0	256 100,0	100 100,0	241 100,0	264 100,0	169 100,0	142 100,0
CONTRADICTION	7 0,7	2 1,8	1 0,4	3 1,2	0 0	1 1,0	1 0,6	0 0	4 2,4	0 0
E -	224 24,4	27 23,0	70 27,7	65 22,3	62 24,3	20 19,9	53 21,9	68 25,6	45 26,3	39 27,5
E 0	413 45,0	50 42,3	118 46,9	130 44,7	115 44,9	52 51,8	114 47,1	113 42,9	67 39,8	67 47,2
E 0 ET CLIQUET	2 0,2	1 1,0	0 0	0 0	1 0,3	1 0,9	0 0	1 0,5	0 0	0 0
E + -	122 13,3	18 15,3	33 13,1	31 10,7	40 15,5	11 10,5	28 11,6	35 13,2	36 21,1	13 8,8
E +	145 15,8	18 15,2	28 11,3	60 20,7	38 15,0	13 12,8	45 18,7	46 17,4	18 10,4	23 16,5
E + ET CLIQUET	4 0,5	2 1,4	1 0,5	1 0,5	0 0	3 3,1	0 0	1 0,5	0 0	0 0

AMENAGEMENT ET ENTRETIEN DU LOGEMENT

CSP DU CHEF DE FAMILLE

AMENAGEMENT LOGEMENT ELASTICITE	ENSEMBLE	AGRIC. SALARIE AGRIC	INDUST. PROF. LIB.	ARTISAN PETIT COMM.	CADRE MOYEN	EMPLOYE	OUVRIER QUAL.	AUTRE OUVRIER SERVICE	NON ACTIF
ENSEMBLE	917 100,0	115 100,0	62 100,0	97 100,0	117 100,0	87 100,0	155 100,0	195 100,0	90 100,0
CONTRADICTION	9 1,0	2 1,6	1 1,4	2 2,0	1 0,9	0 0	0 0	4 1,8	0 0
E -	173 18,9	11 10,0	14 22,2	16 16,2	25 21,2	13 14,7	27 17,5	41 21,0	27 29,7
E 0	367 40,1	27 23,4	31 50,7	40 41,3	52 44,3	40 45,7	66 42,7	87 44,6	25 27,6
E 0 ET CLIQUET	5 0,6	0 0	1 1,4	1 0,9	1 0,8	0 0	0 0	2 1,2	0 0
E + -	155 17,0	37 32,6	4 6,2	17 17,5	14 11,6	17 19,8	29 18,5	27 13,8	11 12,0
E +	197 21,5	37 32,5	11 17,1	21 22,1	22 18,9	17 19,8	29 18,9	33 17,1	26 29,2
E + ET CLIQUET	9 1,0	0 0	1,0	0 0	3 2,2	0 0	4 2,3	1 0,5	1 1,4

AMENAGEMENT LOGEMENT ELASTICITE	AGE DE LA P.I.					REVENU DU MENAGE				
	ENSEMBLE	18-24 ANS	25-34 ANS	35-44 ANS	45-55 ANS	S.R.	MOINS DE 2000F	2000 2900F	2900 4000F	4000F ET PLUS
ENSEMBLE	917 100,0	118 100,0	251 100,0	290 100,0	256 100,0	100 100,0	241 100,0	264 100,0	169 100,0	142 100,0
CONTRADICTION	9 1,0	0 0	4 1,6	3 0,9	3 1,0	3 3,1	2 1,0	2 0,7	1 0,5	1 0,6
E -	173 18,9	30 25,0	51 20,3	40 13,6	53 20,7	11 10,7	56 23,4	42 16,0	37 22,0	26 18,6
E 0	367 40,1	54 45,4	119 47,5	103 35,6	91 35,4	44 44,5	94 39,1	104 39,5	61 36,2	63 44,4
E 0 ET CLIQUET	5 0,5	0 0	2 0,7	1 0,5	2 0,7	2 2,4	0 0	0 0	1 0,5	2 1,3
E + -	155 17,0	15 12,6	34 13,4	57 19,7	50 19,3	20 20,5	37 15,2	51 19,4	32 18,9	15 10,7
E +	197 21,5	20 17,0	40 15,8	84 28,9	54 20,9	18 18,0	48 20,1	63 23,7	37 21,7	32 22,4
E + ET CLIQUET	9 1,0	0 0	2 0,7	2 0,8	5 1,8	1 0,9	3 1,2	2 0,8	0 0	3 2,0

APPAREILS ELECTRO-MENAGERS

CSP DU CHEF DE FAMILLE

	ENSEMBLE	AGRIC. SALARIE AGRIC	INDUST. PROF. LIB.	ARTISAN PETIT COMM.	CADRE MOYEN	EMPLOYE	OUVRIER QUAL.	AUTRE OUVRIER SERVICE	NON ACTIF
AREIL ELECTRO MENAGER STICITE									
NSEMBLE	917 100,0	115 100,0	62 100,0	97 100,0	117 100,0	87 100,0	155 100,0	195 100,0	90 100,0
ONTRADICTION	10 1,1	0 0	1 0,9	1 0,8	1 0,6	2 2,3	1 0,6	5 2,8	0 0
-	357 39,0	40 34,9	27 43,4	31 32,4	43 36,7	25 28,3	70 45,2	83 42,5	39 43,4
O	431 47,1	54 47,0	31 50,5	60 61,5	61 51,9	48 55,0	57 36,8	79 40,7	42 46,5
O ET CLIQUET	4 0,5	0 0	0 0	0 0	1 0,8	0 0	0 0	3 1,7	0 0
+	62 6,8	11 9,6	1 1,1	2 1,9	4 3,1	8 9,0	18 11,4	17 8,7	3 3,1
+	49 5,3	10 8,6	2 4,0	3 3,4	8 6,9	5 5,4	7 4,5	7 3,6	6 6,9
+ ET CLIQUET	2 0,3	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	2 1,5	0 0	0 0

	AGE DE LA P.I.					REVENU DU MENAGE				
	ENSEMBLE	18-24 ANS	25-34 ANS	35-44 ANS	45-55 ANS	S.P.	MOINS DE 2000F	2000 2900F	2900 4000F	4000F ET PLUS
APPAREIL ELECTRO MENAGER ELASTICITE										
ENSEMBLE	917 100,0	118 100,0	251 100,0	290 100,0	256 100,0	100 100,0	241 100,0	264 100,0	169 100,0	142 100,0
CONTRADICTION	10 1,1	1 0,8	3 1,3	2 0,8	4 1,5	1 0,9	2 1,0	0 0	7 3,9	1 0,4
E -	357 39,0	44 37,3	104 41,4	104 35,7	105 41,1	34 34,4	89 37,1	106 40,3	76 44,8	52 36,2
E O	431 47,1	58 48,7	118 46,9	138 47,5	118 45,9	52 51,9	121 50,1	117 44,2	62 36,6	80 56,3
E O ET CLIQUET	4 0,5	0 0	2 0,8	1 0,5	1 0,4	1 1,5	0 0	2 0,7	0 0	1 0,6
E + -	62 6,8	7 5,9	15 6,2	23 7,8	17 6,8	7 7,4	13 5,4	25 9,4	12 7,2	5 3,3
E +	49 5,3	9 7,4	7 2,9	21 7,4	11 4,3	4 4,0	14 6,0	13 4,9	13 7,6	4 3,1
E + ET CLIQUET	2 0,3	0 0	1 0,5	1 0,4	0 0	0 0	1 0,5	1 0,5	0 0	0 0

CHAUFFAGE

CSP DU CHEF DE FAMILLE

CHAUFFAGE ELASTICITE	ENSEMBLE	AGRIC. SALARIE AGRIC	INDUST. PROF. LIB.	ARTISAN PETIT COMM.	CADRE MOYEN	EMPLOYE	OUVRIER QUAL.	AUTRE OUVRIER SERVICE	NON ACTIF
ENSEMBLE	917 100,0	115 100,0	62 100,0	97 100,0	117 100,0	87 100,0	155 100,0	195 100,0	90 100,0
CONTRADICTION	18 2,0	0 0	2 2,7	4 3,9	0 0	2 2,8	4 2,3	7 3,4	0 0
E -	243 26,5	39 33,9	6 10,3	28 29,0	30 25,9	18 21,3	50 32,1	48 24,8	23 25,1
E 0	541 59,0	58 50,5	47 75,4	53 54,9	78 66,3	58 66,6	87 56,2	106 54,6	54 60,7
E 0 ET CLIQUET	41 4,5	3 3,0	4 5,9	6 5,8	6 5,1	3 3,3	4 2,3	11 5,6	5 5,7
E + -	24 2,6	6 5,6	1 1,3	3 3,5	0 0	1 1,3	3 1,7	8 3,9	2 2,4
E +	39 4,3	7 6,0	2 2,9	2 2,0	3 2,7	2 2,4	7 4,7	12 6,1	4 4,8
E + ET CLIQUET	10 1,1	1 1,0	1 1,4	1 1,0	0 0	2 2,3	1 0,8	3 1,6	1 1,4

CHAUFFAGE ELASTICITE	AGE DE LA P.I.					REVENU DU MENAGE				
	ENSEMBLE	18-24 ANS	25-34 ANS	35-44 ANS	45-55 ANS	S.R.	MOINS DE 2000F	2000 2900F	2900 4000F	4000F ET PLUS
ENSEMBLE	917 100,0	118 100,0	251 100,0	290 100,0	256 100,0	103 100,0	241 100,0	264 100,0	169 100,0	142 100,0
CONTRADICTION	18 2,0	0 0	4 1,6	7 2,5	7 2,7	2 2,1	5 2,2	3 1,2	6 3,5	2 1,2
E -	243 26,5	27 22,5	69 27,4	71 24,4	76 29,7	19 19,4	74 30,6	69 26,1	49 28,8	32 22,4
E 0	541 59,0	84 70,7	148 58,8	178 61,4	131 51,1	60 59,7	124 51,3	164 61,9	104 61,3	90 63,6
E 0 ET CLIQUET	41 4,5	1 0,9	13 5,2	10 3,4	17 6,6	10 9,6	12 5,1	9 3,3	2 1,2	8 5,9
E + -	24 2,6	6 4,7	8 3,3	1 0,4	9 3,5	3 3,2	12 4,8	6 2,1	3 1,7	1 0,6
E +	39 4,3	1 1,1	5 2,1	20 6,8	13 5,0	4 3,8	13 5,6	11 4,3	2 1,4	8 5,8
E + ET CLIQUET	10 1,1	0 0	4 1,5	3 1,1	3 1,3	2 2,1	1 0,5	3 1,1	3 2,0	1 0,6

R E P A S

CSP DU CHEF DE FAMILLE

REPAS QUOTIDIENS ELASTICITE	ENSEMBLE	AGRIC. SALARIE AGRIC	INDUST. PROF. LIB.	ARTISAN PETIT COMM.	CADRE MOYEN	EMPLOYE	OUVRIER QUAL.	AUTRE OUVRIER SERVICE	NON ACTIF
ENSEMBLE	917 100,0	115 100,0	62 100,0	97 100,0	117 100,0	87 100,0	155 100,0	195 100,0	90 100,0
CONTRADICTION	81 8,9	5 4,1	5 7,8	7 6,9	10 8,4	6 7,5	22 14,5	20 10,3	6 7,1
E -	204 22,3	30 25,8	12 19,8	18 18,8	25 21,2	21 24,2	36 23,0	42 21,4	21 23,3
E 0	340 37,1	52 44,9	27 43,6	30 31,1	36 31,0	35 40,1	57 37,2	71 36,7	32 35,3
E 0 ET CLIQUET	201 21,9	23 20,2	16 25,8	32 32,9	35 29,6	17 19,3	25 15,9	32 16,3	22 24,5
E + -	27 3,0	0 0	0 0	2 2,1	7 5,7	3 3,7	2 1,5	11 5,5	2 2,5
E +	35 3,8	4 3,3	1 2,1	5 5,2	3 2,2	2 1,8	3 2,0	14 7,0	4 4,7
E + ET CLIQUET	29 3,1	2 1,7	1 0,9	3 3,1	2 2,0	3 3,5	9 6,0	6 2,9	3 3,1

REPAS QUOTIDIENS ELASTICITE	ENSEMBLE	AGE DE LA P.I. 18-24 ANS	25-34 ANS	35-44 ANS	45-55 ANS	REVENU DU MENAGE S.R.	MOINS DE 2000F	2000 2900F	2900 4000F	4000F ET PLUS
ENSEMBLE	917 100,0	118 100,0	251 100,0	290 100,0	256 100,0	100 100,0	241 100,0	264 100,0	169 100,0	142 100,0
CONTRADICTION	81 8,9	13 10,9	19 7,6	25 8,6	24 9,4	11 11,4	15 6,3	25 9,5	13 7,9	16 11,3
E -	204 22,3	18 14,9	57 22,6	54 18,7	76 29,5	13 13,0	64 26,6	61 22,9	44 26,2	22 15,7
E 0	340 37,1	51 43,0	100 39,8	107 36,9	82 32,0	46 46,3	92 38,2	100 37,9	56 32,9	46 32,5
E 0 ET CLIQUET	201 21,9	21 17,8	48 19,1	77 26,3	55 21,5	23 23,5	37 15,5	47 17,9	40 23,5	53 37,0
E + -	27 3,0	7 5,9	8 3,0	7 2,4	6 2,2	1 0,7	12 5,0	9 3,5	3 2,0	2 1,2
E +	35 3,8	7 5,9	9 3,5	8 2,7	11 4,3	4 3,9	12 4,8	11 4,3	7 4,1	1 0,6
E + ET CLIQUET	29 3,1	2 1,6	11 4,4	12 4,3	3 1,3	1 1,2	9 3,6	10 3,9	6 3,4	3 1,8

DEPENSES POUR LES ENFANTS

CSP DU CHEF DE FAMILLE

	ENSEMBLE	AGRIC. SALARIE AGRIC.	INDUST. PROF. LIB.	ARTISAN PETIT COMM.	CADRE MOYEN	EMPLOYE	OUVRIER QUAL.	AUTRE OUVRIER SERVICE	NON ACTIF
PENSES POUR ENFANTS ASTICITE									
ENSEMBLE	917 100,0	115 100,0	62 100,0	97 100,0	117 100,0	87 100,0	155 100,0	195 100,0	90 100,0
CONTRADICTION	3 0,3	0 0	0 0	0 0	2 1,4	0 0	1 0,7	0 0	0 0
E -	14 1,6	2 2,0	1 0,9	1 1,1	3 2,2	1 0,9	4 2,5	3 1,6	0 0
E 0	569 62,1	77 67,2	41 66,9	68 70,3	70 59,3	42 48,3	87 56,2	119 61,1	65 72,4
E 0 ET CLIQUET	69 7,6	12 10,3	5 8,3	5 4,9	10 8,2	13 15,3	10 6,2	15 7,8	0 0
E + -	10 1,1	0 0	1 1,6	0 0	2 2,1	2 2,7	1 0,5	1 0,5	3 3,2
E +	175 19,1	21 18,7	7 11,4	16 16,9	25 21,1	21 23,9	35 22,8	37 19,1	12 13,7
E + ET CLIQUET	75 8,2	2 1,7	7 11,0	7 6,8	7 5,7	7 8,4	17 11,2	19 9,9	10 10,6

	AGE DE LA P.I.					REVENU DU MENAGE				
	ENSEMBLE	18-24 ANS	25-34 ANS	35-44 ANS	45-55 ANS	S.R.	MOINS DE 2000F	2000 2900F	2900 4000F	4000F ET PLUS
DEPENSES POUR ENFANTS ELASTICITE										
ENSEMBLE	917 100,0	118 100,0	251 100,0	290 100,0	256 100,0	100 100,0	241 100,0	264 100,0	169 100,0	142 100,0
CONTRADICTION	3 0,3	0 0	0 0	1 0,3	2 0,8	1 0,9	1 0,5	0 0	1 0,5	0 0
E -	14 1,5	1 0,8	5 2,2	4 1,3	4 1,6	2 2,1	4 1,6	5 1,9	2 1,0	2 1,2
E 0	569 62,1	71 59,9	144 57,4	173 59,7	181 70,5	63 62,9	172 71,2	153 58,0	95 56,4	86 60,6
E 0 ET CLIQUET	69 7,6	5 4,5	28 11,2	24 8,2	12 4,7	9 9,3	11 4,4	24 9,1	12 7,3	13 9,3
E + -	10 1,1	2 1,5	1 0,4	4 1,3	4 1,5	0 0	2 0,9	4 1,4	3 1,9	1 0,8
E +	175 19,1	28 23,9	47 18,6	64 21,9	36 14,2	18 18,3	33 13,7	58 22,1	37 21,8	29 20,2
E + ET CLIQUET	75 8,2	11 9,3	26 10,2	21 7,4	17 6,7	7 6,6	19 7,8	20 7,5	19 11,1	11 8,0

HYGIENE ET SANTE

CSP DU CHEF DE FAMILLE

	ENSEMBLE	AGRIC. SALARIE AGRIC	INDUST. PROF. LIB.	ARTISAN PETIT COMM.	CADRE MOYEN	EMPLOYE	OUVRIER QUAL.	AUTRE OUVRIER SERVICE	NON ACTIF
HYGIENE SANTE ELASTICITE									
ENSEMBLE	917 100,0	115 100,0	62 100,0	97 100,0	117 100,0	87 100,0	155 100,0	195 100,0	90 100,0
CONTRADICTION	1 0,1	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	1 0,7	0 0
E -	4 0,5	0 0	0 0	0 0	3 2,2	1 1,2	0 0	0 0	1 0,9
E O	492 53,7	46 40,4	41 66,5	50 52,0	71 60,4	47 54,5	84 54,1	106 54,4	46 51,7
E O ET CLIQUET	232 25,3	48 41,7	10 16,5	21 21,9	28 23,5	18 21,2	33 21,5	48 24,7	25 28,2
E + -	3 0,3	0 0	0 0	0 0	0 0	1 1,1	0 0	2 1,1	0 0
E +	107 11,6	16 13,8	6 9,4	10 10,8	10 8,8	12 13,3	19 12,4	22 11,2	12 13,0
E + ET CLIQUET	77 8,4	5 4,0	5 7,6	15 15,3	6 5,0	7 8,5	19 12,0	15 7,9	6 6,3

	AGE DE LA P.I.					REVENU DU MENAGE				
	ENSEMBLE	18-24 ANS	25-34 ANS	35-44 ANS	45-55 ANS	S.R.	MOINS DE 2000F	2000 2900F	2900 4000F	4000F ET PLUS
HYGIENE SANTE ELASTICITE										
ENSEMBLE	917 100,0	118 100,0	251 100,0	290 100,0	256 100,0	100 100,0	241 100,0	264 100,0	169 100,0	142 100,0
CONTRADICTION	1 0,1	0 0	0 0	1 0,5	0 0	1 1,3	0 0	0 0	0 0	0 0
E -	4 0,5	1 0,7	1 0,6	1 0,4	1 0,4	0 0	1 0,3	2 0,9	1 0,6	0 0
E O	492 53,7	72 60,9	138 54,9	149 51,2	133 52,1	62 62,7	105 43,5	133 50,3	95 56,1	97 68,2
E O ET CLIQUET	232 25,3	24 20,0	67 26,7	81 27,7	61 23,7	17 16,7	79 32,8	74 27,9	37 22,1	25 17,7
E + -	3 0,3	1 0,8	1 0,4	0 0	1 0,5	1 1,2	1 0,4	0 0	1 0,6	0 0
E +	107 11,6	11 9,3	24 9,5	38 13,2	34 13,1	8 7,7	38 15,8	37 13,8	17 9,9	8 5,4
E + ET CLIQUET	77 8,4	10 8,4	20 7,9	21 7,1	26 10,3	10 10,4	17 7,3	19 7,1	18 10,7	12 8,7

PRODUITS ET SOINS DE BEAUTE

CSP DU CHEF DE FAMILLE

	ENSEMBLE	AGRIC. SALARIE AGRIC	INDUST. PROF. LIB.	ARTISAN PETIT COMM.	CADRE MOYEN	EMPLOYE	OUVRIER QUAL.	AUTRE OUVRIER SERVICE	NON ACTIF
PRODUITS SOINS BEAUTE ELASTICITE									
ENSEMBLE	917 100,0	115 100,0	62 100,0	97 100,0	117 100,0	87 100,0	155 100,0	195 100,0	90 100,0
CONTRADICTION	13 1,4	0 0	0 0	0 0	1 0,8	1 1,2	3 2,1	6 2,9	2 2,6
E -	197 21,5	12 10,2	13 21,3	22 23,1	24 20,4	25 29,2	49 31,5	39 19,9	13 14,6
E 0	638 69,6	99 86,2	46 73,9	71 73,0	81 69,1	54 62,3	83 53,6	133 68,4	71 79,3
E 0 ET CLIQUET	16 1,7	2 1,9	1 0,9	1 0,9	2 1,6	0 0	4 2,4	5 2,7	1 1,4
E + -	16 1,7	0 0	0 0	0 0	3 2,2	1 1,4	5 3,4	7 3,5	0 0
E +	31 3,4	2 1,7	2 3,9	3 3,0	6 5,1	2 2,8	11 7,0	2 1,2	2 2,2
E + ET CLIQUET	6 0,7	0 0	0 0	0 0	1 0,8	3 3,2	0 0	3 1,4	0 0

	AGE DE LA P.I.					REVENU DU MENAGE				
	ENSEMBLE	18-24 ANS	25-34 ANS	35-44 ANS	45-55 ANS	S.R.	MOINS DE 2000F	2000 2900F	2900 4000F	4000F ET PLUS
PRODUITS SOINS BEAUTE ELASTICITE										
ENSEMBLE	917 100,0	118 100,0	251 100,0	290 100,0	256 100,0	100 100,0	241 100,0	264 100,0	169 100,0	142 100,0
CONTRADICTION	13 1,4	1 0,8	2 0,9	5 1,6	5 2,0	0 0	5 1,9	4 1,4	4 2,4	1 0,7
E -	197 21,5	30 25,6	65 25,9	61 21,0	41 15,8	19 19,5	58 23,9	52 19,6	42 24,9	26 18,4
E 0	638 69,6	74 62,3	171 68,2	199 68,6	193 75,4	73 73,5	164 67,9	192 72,5	104 61,3	105 73,9
E 0 ET CLIQUET	16 1,7	1 0,8	5 2,2	4 1,5	5 1,9	0 0	6 2,5	4 1,6	5 2,9	1 0,4
E + -	16 1,7	4 3,6	2 1,0	6 2,0	3 1,3	1 0,9	4 1,6	4 1,5	4 2,6	3 2,0
E +	31 3,4	7 6,2	2 0,7	14 4,7	8 3,2	5 4,9	4 1,9	8 3,1	7 4,0	7 4,6
E + ET CLIQUET	6 0,7	1 0,7	3 1,1	1 0,5	1 0,5	1 1,2	1 0,4	1 0,3	3 2,0	0 0

EQUIPEMENTS DE LOISIR (TELEVISION, ELECTROPHONES ...)

CSP DU CHEF DE FAMILLE

EQUIPEMENTS LOISIRS ELASTICITE	ENSEMBLE	AGRIC. SALARIE AGRIC	INDUST. PROF. LIB.	ARTISAN PETIT COMM.	CADRE MOYEN	EMPLOYE	OUVRIER QUAL.	AUTRE OUVRIER SERVICE	NON ACTIF
ENSEMBLE	917 100,0	115 100,0	62 100,0	97 100,0	117 100,0	87 100,0	155 100,0	195 100,0	90 100,0
CONTRADICTION	17 1,8	0 0	1 1,4	3 3,0	1 0,8	2 2,3	3 1,8	5 2,7	2 2,3
E -	333 36,3	41 35,4	24 38,5	33 34,0	40 33,9	24 27,6	75 48,2	76 38,9	22 24,2
E 0	370 40,3	51 44,5	24 39,6	33 33,7	53 45,2	38 43,9	48 31,0	84 43,1	39 43,2
E 0 ET CLIQUET	19 2,1	0 0	1 1,4	3 3,3	1 0,8	4 4,4	5 3,2	3 1,8	2 2,5
E + -	89 9,7	11 9,6	5 7,7	10 10,3	15 12,4	11 12,2	12 8,0	12 6,0	14 15,4
E +	83 9,0	12 10,5	7 11,3	15 15,8	7 6,2	8 9,7	10 6,3	13 6,8	10 11,0
E + ET CLIQUET	6 0,6	0 0	0 0	0 0	1 0,6	0 0	2 1,6	1 0,7	1 1,4

EQUIPEMENTS LOISIRS ELASTICITE	AGE DE LA P.I.					REVENU DU MENAGE				
	ENSEMBLE	18-24 ANS	25-34 ANS	35-44 ANS	45-55 ANS	S.P.	MOINS DE 2000F	2000 2900F	2900 4000F	4000F ET PLUS
ENSEMBLE	917 100,0	118 100,0	251 100,0	290 100,0	256 100,0	100 100,0	241 100,0	264 100,0	169 100,0	142 100,0
CONTRADICTION	17 1,8	2 1,7	2 0,8	5 1,8	8 3,0	3 2,6	5 1,9	4 1,3	4 2,6	2 1,3
E	333 36,3	38 32,0	88 34,9	113 38,7	95 37,0	34 34,4	91 37,7	94 35,7	66 38,9	45 33,6
E 0	370 40,3	41 34,4	106 42,1	122 42,0	101 39,5	44 44,0	93 38,8	103 39,0	60 35,2	70 49,0
E 0 ET CLIQUET	19 2,1	4 3,3	6 2,4	2 0,8	7 2,7	0 0	5 1,9	6 2,4	6 3,3	3 2,0
E + -	89 9,7	16 13,3	32 12,6	22 7,7	19 7,4	10 9,6	17 6,9	30 11,4	22 12,8	11 7,6
E +	83 9,0	18 15,3	16 6,4	22 7,6	27 10,4	8 8,1	30 12,4	25 9,4	11 6,4	9 6,5
E + ET CLIQUET	6 0,6	0 0	2 0,8	4 1,3	0 0	1 1,3	1 0,5	2 0,8	1 0,7	0 0

L I V R E S

CSP DU CHEF DE FAMILLE

LIVRES ELASTICITE	ENSEMBLE	AGRIC. SALARIE AGRIC	INDUST. PROF. LIB.	ARTISAN PETIT COMM.	CADRE MOYEN	EMPLOYE	OUVRIER QUAL.	AUTRE OUVRIER SERVICE	NON ACTIF
ENSEMBLE	917 100,0	115 100,0	62 100,0	97 100,0	117 100,0	87 100,0	155 100,0	195 100,0	90 100,0
CONTRADICTION	6 0,6	0 0	1 1,4	0 0	0 0	2 1,8	2 1,2	1 0,7	0 0
E -	129 14,1	15 13,1	3 4,5	12 11,9	10 8,9	9 10,3	33 21,5	37 18,8	11 11,9
E 0	591 64,5	92 79,8	33 52,9	66 68,2	73 62,3	57 65,9	92 59,5	123 63,2	55 61,5
E 0 ET CLIQUET	9 1,0	0 0	3 4,6	0 0	2 1,5	1 0,9	2 1,0	2 1,2	0 0
E + -	20 2,2	4 3,3	1 1,3	1 0,7	4 3,2	1 1,1	2 1,4	5 2,4	3 3,6
E +	143 15,6	4 3,8	18 28,6	19 19,1	26 22,5	15 17,1	24 15,5	20 10,1	17 19,2
E + ET CLIQUET	19 2,0	0 0	4 6,6	0 0	2 1,6	2 2,8	0 0	7 3,6	3 3,9

LIVRES ELASTICITE	AGE DE LA P.I.					REVENU DU MENAGE				
	ENSEMBLE	18-24 ANS	25-34 ANS	35-44 ANS	45-55 ANS	S.R.	MOINS DE 2000F	2000 2900F	2900 4000F	4000F ET PLUS
ENSEMBLE	917 100,0	118 100,0	251 100,0	290 100,0	256 100,0	100 100,0	241 100,0	264 100,0	169 100,0	142 100,0
CONTRADICTION	6 0,6	1 0,7	2 0,7	2 0,8	1 0,3	0 0	3 1,3	0 0	2 1,1	1 0,6
E -	129 14,1	22 18,5	38 15,0	31 10,7	39 15,1	13 12,8	34 13,9	42 15,8	27 15,7	15 10,3
E 0	591 64,5	75 62,9	151 59,9	196 67,5	170 66,3	64 64,6	155 64,5	181 68,4	99 58,4	91 64,2
E 0 ET CLIQUET	9 1,0	0 0	6 2,5	2 0,7	1 0,3	2 2,4	3 1,0	1 0,3	1 0,5	3 2,0
E + -	20 2,2	2 2,0	6 2,6	6 2,1	5 2,0	4 4,4	0 0	5 1,8	6 3,6	5 3,4
E +	143 15,6	15 12,5	43 17,2	47 16,0	38 14,8	13 13,2	40 16,6	30 11,4	33 19,7	26 18,3
E + ET CLIQUET	19 2,0	4 3,3	5 2,1	6 2,2	3 1,3	3 2,7	6 2,6	6 2,3	2 1,1	2 1,2

REVUES ET JOURNAUX

CSP DU CHEF DE FAMILLE

	ENSEMBLE	AGRIC. SALARIE AGRIC	INDUST. PROF. LIB.	ARTISAN PETIT COMM.	CADRE MOYEN	EMPLOYE	OUVRIER QUAL.	AUTRE OUVRIER SERVICE	NON ACTIF
REVUES JOURNAUX ELASTICITE									
ENSEMBLE	917 100,0	115 100,0	62 100,0	97 100,0	117 100,0	97 100,0	155 100,0	195 100,0	90 100,0
CONTRADICTION	8 0,8	0 0	0 0	2 2,2	0 0	1 1,4	1 0,5	4 1,9	0 0
E	187 20,4	17 15,1	9 15,0	16 16,9	22 19,2	20 22,7	42 27,0	46 23,4	14 15,9
E O	640 69,8	92 80,4	45 72,1	69 70,8	84 71,3	58 67,3	98 63,5	130 66,6	64 72,0
E O ET CLIQUET	25 2,7	2 1,4	1 2,4	3 2,8	6 4,8	0 0	2 1,4	7 3,4	4 4,9
E + -	17 1,8	2 2,0	1 1,3	1 1,1	0 0	3 3,9	5 3,5	2 1,2	1 1,4
E +	36 3,9	1 1,1	6 9,2	5 5,3	6 4,7	4 4,7	5 3,2	5 2,6	4 4,6
E + ET CLIQUET	5 0,6	0 0	0 0	1 0,8	0 0	0 0	1 0,8	2 1,0	1 1,2

	AGE DE LA P.I.					REVENU DU MENAGE				
	ENSEMBLE	18-24 ANS	25-34 ANS	35-44 ANS	45-55 ANS	S.R.	MOINS DE 2000F	2000 2900F	2900 4000F	4000F ET PLUS
REVUES JOURNAUX ELASTICITE										
ENSEMBLE	917 100,0	118 100,0	251 100,0	290 100,0	256 100,0	100 100,0	241 100,0	264 100,0	169 100,0	142 100,0
CONTRADICTION	8 0,8	0 0	2 0,8	3 0,9	3 1,2	1 1,2	4 1,8	2 0,8	0 0	0 0
E -	187 20,4	33 27,5	52 20,7	54 18,7	48 18,6	15 14,7	54 22,2	62 23,5	36 21,3	20 14,2
E O	640 69,8	73 61,9	171 68,0	218 74,9	178 69,5	73 73,1	159 65,8	176 66,8	120 70,7	112 78,9
E O ET CLIQUET	25 2,7	6 4,6	7 2,8	7 2,3	5 2,1	5 5,0	6 2,6	8 3,0	2 1,0	4 2,8
E + -	17 1,8	1 1,1	5 1,9	4 1,2	7 2,7	2 2,4	5 1,9	5 2,1	2 1,4	2 1,3
E +	36 3,9	5 4,1	12 4,8	6 2,0	13 5,1	2 1,8	13 5,2	9 3,3	9 5,2	4 2,6
E + ET CLIQUET	5 0,6	1 0,8	2 0,9	0 0	2 0,7	2 1,9	1 0,5	1 0,5	1 0,5	0 0

CREDOC
BIBLIOTHÈQUE

V O I T U R E S

CSP DU CHEF DE FAMILLE

VOITURE ELASTICITE	ENSEMBLE	AGRIC. SALARIE AGRIC	INDUST. PROF. LIB.	ARTISAN PETIT COMM.	CADRE MOYEN	EMPLOYE	OUVRIER QUAL.	AUTRE OUVRIER SERVICE	NON ACTIF
ENSEMBLE	917 100,0	115 100,0	62 100,0	97 100,0	117 100,0	87 100,0	155 100,0	195 100,0	90 100,0
CONTRADICTION	32 3,5	8 6,8	1 1,4	4 3,7	1 0,8	1 1,4	2 1,4	13 6,8	2 2,5
E -	345 37,6	48 41,8	27 44,0	38 39,3	50 42,9	39 44,6	65 42,0	51 26,0	27 30,2
E O	373 40,1	30 25,8	25 41,2	41 42,4	46 39,2	28 32,6	51 33,0	101 52,0	51 56,5
E O ET CLIQUET	46 5,0	14 11,8	2 3,6	3 2,8	6 5,4	9 10,5	8 4,9	4 1,8	1 1,1
E + -	56 6,1	7 6,3	5 8,8	5 4,9	11 9,4	5 6,1	13 8,5	7 3,7	2 2,4
E +	54 5,9	7 6,0	1 0,9	6 5,8	3 2,2	4 4,7	14 8,8	18 9,3	2 2,5
E + ET CLIQUET	11 1,1	2 1,6	0 0	1 1,1	0 0	0 0	2 1,5	1 0,5	4 4,9

VOITURE ELASTICITE	ENSEMBLE	AGE DE LA P.I. 18-24 ANS	25-34 ANS	35-44 ANS	45-55 ANS	REVENU DU MENAGE S.R.	MOINS DE 2000F	2000 2900F	2900 4000F	4000F ET PLUS
ENSEMBLE	917 100,0	118 100,0	251 100,0	290 100,0	256 100,0	100 100,0	241 100,0	264 100,0	169 100,0	142 100,0
CONTRADICTION	32 3,5	3 2,1	7 2,9	14 4,8	8 3,2	6 6,2	8 3,4	7 2,5	9 5,3	2 1,5
E -	345 37,6	44 36,9	98 39,0	112 38,6	91 35,4	31 30,9	75 31,3	111 42,1	73 43,1	54 38,2
E O	373 40,7	46 39,0	103 41,0	112 38,5	112 43,9	50 50,5	110 45,7	95 35,8	56 33,1	62 43,9
E O ET CLIQUET	46 5,0	6 5,0	16 6,4	14 4,8	10 4,0	5 5,1	13 5,2	10 3,7	11 6,6	7 5,2
E + -	56 6,1	7 5,8	14 5,7	16 5,5	19 7,4	1 1,0	8 3,4	22 8,4	15 8,8	10 7,0
E +	54 5,9	11 9,4	12 4,7	20 6,9	11 4,2	3 3,2	23 9,4	19 7,2	3 1,9	6 4,2
E + ET CLIQUET	11 1,1	2 1,9	1 0,4	2 0,8	5 2,0	3 3,1	4 1,7	1 0,4	2 1,3	0 0

SORTIES (THEATRE, CINEMA, CAFE, RESTAURANT)

CSP DU CHEF DE FAMILLE

SORTIES ELASTICITE	ENSEMBLE	AGRIC. SALARIE AGRIC	INDUST. PROF. LIB.	ARTISAN PETIT COMM.	CADRE MOYEN	EMPLOYE	OUVRIER QUAL.	AUTRE OUVRIER SERVICE	NON ACTIF
ENSEMBLE	917 100,0	115 100,0	62 100,0	97 100,0	117 100,0	87 100,0	155 100,0	195 100,0	90 100,0
CONTRADICTION	13 1,4	0 0	1 1,4	0 0	3 2,1	2 2,1	2 1,4	5 2,8	0 0
E -	281 30,7	28 24,7	15 24,5	29 29,6	33 28,0	25 28,6	64 41,3	63 32,2	25 27,8
E 0	367 40,0	58 50,9	24 38,7	42 43,6	42 35,8	29 33,4	49 31,9	82 41,9	41 45,3
E 0 ET CLIQUET	8 0,9	0 0	2 2,4	0 0	2 2,1	1 1,3	0 0	2 0,9	1 1,4
E + -	131 14,3	16 14,1	10 16,1	13 13,1	19 16,1	15 17,3	24 15,3	24 12,2	11 12,4
E +	107 11,7	12 10,4	10 16,8	13 13,0	18 15,3	13 15,5	13 8,1	16 8,4	12 13,1
E + ET CLIQUET	9 1,0	0 0	0 0	1 0,7	1 0,7	2 1,9	3 2,0	3 1,5	0 0

SORTIES ELASTICITE	AGE DE LA P.I.					REVENU DU MENAGE				
	ENSEMBLE	18-24 ANS	25-34 ANS	35-44 ANS	45-55 ANS	S.R.	MOINS DE 2000F	2000 2900F	2900 4000F	4000F ET PLUS
ENSEMBLE	917 100,0	118 100,0	251 100,0	290 100,0	256 100,0	100 100,0	241 100,0	264 100,0	169 100,0	142 100,0
CONTRADICTION	13 1,4	6 4,7	3 1,1	4 1,2	1 0,3	2 1,8	3 1,3	1 0,3	6 3,6	1 0,6
E -	281 30,7	38 31,8	81 32,1	80 27,6	83 32,3	38 37,7	71 29,6	86 32,4	50 29,3	37 25,9
E 0	367 40,0	30 25,1	93 37,2	123 42,4	121 47,0	40 40,1	96 39,9	106 40,0	61 36,0	64 45,0
E 0 ET CLIQUET	8 0,9	1 0,9	4 1,4	3 0,9	1 0,3	2 1,8	1 0,5	4 1,4	0 0	2 1,1
E + -	131 14,3	24 20,1	31 12,2	42 14,4	35 13,7	9 8,6	40 16,6	33 12,6	29 17,0	21 14,5
E +	107 11,7	19 15,6	34 13,5	38 13,2	16 6,4	9 8,9	26 11,0	29 11,2	24 14,1	18 12,9
E + ET CLIQUET	9 1,0	2 1,7	6 2,5	1 0,3	0 0	1 1,0	3 1,1	5 2,1	0 0	0 0

INVITATIONS D'AMIS OU DE PARENTS

CSP DU CHEF DE FAMILLE

INVITATIONS ELASTICITE	ENSEMBLE	AGRIC. SALARIE AGRIC	INDUST. PROF. LIB.	ARTISAN PETIT COMM.	CADRE MOYEN	EMPLOYE	OUVRIER QUAL.	AUTRE OUVRIER SERVICE	NON ACTIF
ENSEMBLE	917 100,0	115 100,0	62 100,0	97 100,0	117 100,0	87 100,0	155 100,0	195 100,0	90 100,0
CONTRADICTION	25 2,7	6 5,0	1 1,3	0 0	0 0	2 2,4	5 3,0	6 3,0	6 6,2
E -	201 21,9	24 20,8	10 16,7	26 27,3	23 19,4	17 19,9	47 30,2	37 18,8	17 19,0
E 0	494 53,8	60 51,9	30 49,0	45 46,1	72 61,2	47 54,4	80 51,8	113 58,0	47 52,4
E 0 ET CLIQUET	38 4,1	7 6,4	4 6,0	5 5,0	7 5,6	3 3,5	3 1,8	8 3,9	2 2,0
E + -	55 6,0	6 5,0	6 10,5	8 7,8	6 5,1	3 5,3	6 4,0	13 6,6	5 6,0
E +	86 9,4	12 10,9	9 14,2	12 12,9	10 8,6	11 12,2	8 5,0	13 6,7	11 12,0
E + ET CLIQUET	18 2,0	0 0	1 2,3	1 0,9	0 0	2 2,2	6 4,2	6 2,9	2 2,3

INVITATIONS ELASTICITE	AGE DE LA P.I.					REVENU DU MENAGE				
	ENSEMBLE	18-24 ANS	25-34 ANS	35-44 ANS	45-55 ANS	S.R.	MOINS DE 2000F	2000 2900F	2900 4000F	4000F ET PLUS
ENSEMBLE	917 100,0	118 100,0	251 100,0	290 100,0	256 100,0	100 100,0	241 100,0	264 100,0	169 100,0	142 100,0
CONTRADICTION	25 2,7	0 0	3 1,0	9 3,0	14 5,3	1 0,9	11 4,6	5 2,1	6 3,8	1 0,6
E -	201 21,9	24 20,0	55 22,1	68 23,5	54 20,9	21 20,9	46 19,0	58 21,9	46 26,9	31 21,9
E 0	494 53,9	71 60,2	136 54,0	140 48,1	147 57,3	60 59,8	136 56,5	141 53,5	76 44,8	81 56,6
E 0 ET CLIQUET	38 4,1	2 1,8	12 4,6	18 6,3	6 2,3	5 5,3	7 2,8	8 3,2	9 5,1	9 6,2
E + -	55 6,0	9 7,7	13 5,3	14 4,9	18 7,1	4 4,3	11 4,7	19 7,1	12 6,9	9 6,3
E +	86 9,4	7 5,8	26 10,2	35 12,1	18 7,1	6 5,7	24 9,9	25 9,4	20 11,8	12 8,1
E + ET CLIQUET	18 2,0	5 4,5	7 2,8	6 2,1	0 0	3 3,2	6 2,5	8 2,9	1 0,7	1 0,4

VACANCES, VOYAGES

CSP DU CHEF DE FAMILLE

	ENSEMBLE	AGRIC. SALARIE AGRIC	INDUST. PROF. LIB.	ARTISAN PETIT COMM.	CADRE MOYEN	EMPLOYE	OUVRIER QUAL.	AUTRE OUVRIER SERVICE	NON ACTIF
VACANCES VOYAGES ELASTICITE									
ENSEMBLE	917 100,0	115 100,0	62 100,0	97 100,0	117 100,0	87 100,0	155 100,0	195 100,0	90 100,0
CONTRADICTION	32 3,4	0 0	3 4,7	4 4,0	5 4,4	3 3,1	5 3,5	7 3,5	5 5,2
E -	116 12,6	12 10,1	4 6,7	9 9,7	11 9,6	12 13,4	33 21,3	25 12,8	10 11,0
E 0	153 16,7	30 25,9	6 9,8	12 12,9	10 8,4	11 13,2	21 13,6	42 21,8	20 22,0
E 0 ET CLIQUET	17 1,8	0 0	1 1,4	5 5,3	0 0	5 6,2	2 1,4	2 1,1	1 1,1
E + -	288 31,4	31 27,2	22 35,6	41 42,3	51 43,5	25 28,5	46 29,5	47 24,2	25 28,1
E +	255 27,8	42 36,8	20 31,8	23 24,2	25 21,4	22 25,8	37 23,9	63 32,5	21 24,0
E + ET CLIQUET	57 6,3	0 0	6 9,9	2 1,8	15 12,7	9 9,8	11 6,9	8 4,0	8 8,6

	AGE DE LA P.I.					REVENU DU MENAGE				
	ENSEMBLE	18-24 ANS	25-34 ANS	35-44 ANS	45-55 ANS	S.R.	MOINS DE 2000F	2000 2900F	2900 4000F	4000F ET PLUS
VACANCES VOYAGES ELASTICITE										
ENSEMBLE	917 100,0	118 100,0	251 100,0	290 100,0	256 100,0	100 100,0	241 100,0	264 100,0	169 100,0	142 100,0
CONTRADICTION	32 3,4	4 3,5	10 4,1	10 3,6	7 2,6	2 2,1	8 3,1	9 3,5	5 3,3	7 4,9
E -	116 12,6	14 11,8	35 14,1	29 10,1	37 14,4	13 9,9	30 12,5	43 15,3	25 15,0	7 5,0
E 0	153 16,7	20 16,8	42 16,6	40 13,9	51 19,8	25 25,3	45 18,7	44 16,5	17 9,9	22 15,4
E 0 ET CLIQUET	17 1,8	3 2,7	4 1,5	7 2,3	3 1,1	2 2,3	4 1,8	1 0,3	3 1,8	6 4,1
E + -	288 31,4	31 26,6	66 26,3	96 33,0	95 36,9	23 23,4	72 29,9	90 34,2	59 34,7	44 30,7
E +	255 27,8	32 27,4	77 30,5	90 31,0	55 21,5	28 28,2	70 29,2	67 25,5	46 27,4	42 29,7
E + ET CLIQUET	57 6,3	13 11,2	17 6,9	18 6,0	9 3,7	9 8,8	11 4,7	10 3,7	13 7,7	14 10,1

2.2. Les attitudes de consommation dans certains domaines spécifiques

2.21. Le logement

Avec la possibilité de changer de logement, améliorations souhaitées :

Logement plus grand	26,1
Dans un quartier plus pratique	7,4
Un logement plus confortable	14,2
Un logement plus beau	4,2
Un pavillon	24,8
N'envisage pas de changer, se trouve satisfait de son logement	26,2

La population totale se divise en quatre quarts. Le premier constitué de ménages très satisfaits, le second formé de ceux qui recherchent un logement plus grand, le troisième de ceux qui veulent vivre en maison individuelle et le quatrième qui peut regrouper ceux qui cherchent soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des améliorations plutôt "qualitatives" dans leur confort et leur bien être.

L'aspiration des couches jeunes (18 - 24 ans) va à un logement plus grand (34,5 %), à celui qui se trouve dans un quartier plus agréable (14,8 %) et à la vie en pavillon (33,8 %). Les couches plus âgées, notamment celle de 45 - 55 ans se trouvent soit très satisfaites (37,5 %), soit recherchent essentiellement à améliorer leur confort (19,3 %). Cette discrimination par âge nous montre en partie tout le chemin à parcourir pour satisfaire la demande potentielle des jeunes. Mais elle traduit aussi essentiellement la diminution de la mobilité résidentielle avec l'âge : à partir d'un certain âge, les seules améliorations envisageables se situent dans le cadre du logement actuel (considéré comme définitif) ; souvent même, ce caractère définitif du logement entraîne une satisfaction "nécessaire" : puisqu'il ne semble plus possible de changer, autant être satisfait de l'endroit où l'on vit (d'autant plus que, parallèlement, le niveau d'aspiration tend à baisser).

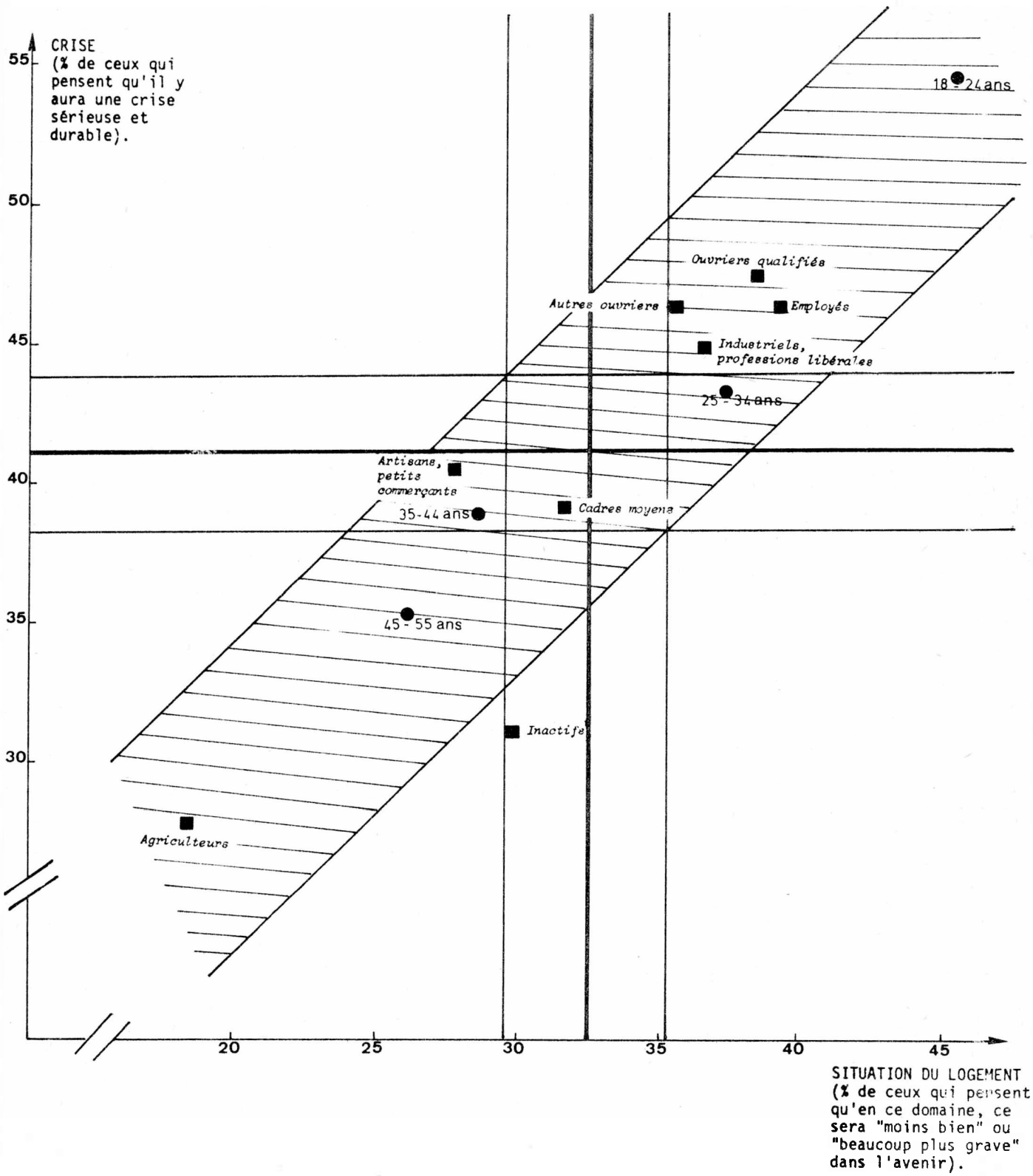
Si vous pouvez changer de logement ...

	AMELIORATIONS CITEES EN PREMIER POUR LE LOGEMENT					
	Logement plus grand	Quartier plus pratique	+ confortable	Plus beau	Pavillon maison individuelle	Très satisfait
Ensemble	26,1	7,4	14,2	4,2	24,8	26,2
18 à 24 ans	34,5	14,8	11,0	5,1	33,8	7,3
25 à 34 ans	30,4	6,9	16,5	3,5	26,1	18,7
35 à 44 ans	26,9	7,4	9,2	5,4	23,4	30,4
45 à 55 ans	17,3	4,4	19,3	3,2	20,8	37,5

GRAPHIQUE 5

POSITION DES DIVERSES CATEGORIES ET ANALYSE

- quant à leur opinion sur la crise
- et quant à leur opinion sur la situation du logement



2.22. Le chauffage

Si votre chauffage devait vous coûter deux fois plus cher, que feriez-vous ?

Je n'ai pas le choix	38,1
Je me contenterais d'une chaleur moindre	20,2
J'essaierais d'isoler davantage mon logement du froid	21,3
Je chaufferais autant, même si je devais dépenser plus	6,2
J'essaierais de trouver un système de chauffage plus économique	24,0

a. Un tiers de la population n'a pas le contrôle de son mode de chauffage. On y trouve les gens de 25 - 34 ans (43,2 %), beaucoup de cadres moyens (43,2 %), encore plus d'ouvriers qualifiés (51,8 %). Ce phénomène étant surtout propre à la région parisienne (49,7 %).

Comme la France est un pays de bricoleurs et d'inventeurs, 1/4 de la population tenterait de se chauffer avec un autre système. Parmi eux se trouvent les agriculteurs (35,1 %) et les artisans (29,9 %) habitant fréquemment des logements individuels, peu mobiles, ces catégories pouvant plus facilement investir temps et argent dans la recherche d'un système de chauffage mieux adapté, et plus rentable à long terme. Ceci est surtout vrai dans le nord-est (31,0 %).

Restent les tenants de l'isolation (21,3 %) qui se recrutent chez les industriels, professions libérales et cadres supérieurs (35,1 %) et chez les employés (28,3 %). Avec des pointes régionales dans le nord-est (27 %) et dans l'ouest (30,1 %).

En ce qui concerne ceux qui acceptent une chaleur moindre (20,2 %) c'est surtout vrai des agriculteurs (32,4 %) et des habitants des régions au climat tempéré comme l'ouest (29,6 %) et le sud-ouest (30,8 %).

Attitude des consommateurs face au prix du chauffage ...

	SI VOTRE CHAUFFAGE DEVAIT COUTER PLUS CHER , POSSIBILITES:				
	Pas le choix	Chaleur moindre	Isoler du froid	Chauffer autant dépenser plus	Autre système
Ensemble	38,1	20,2	21,3	6,2	24,0
18 à 24 ans	31,7	21,9	24,0	4,4	24,7
25 à 34 ans	43,2	12,3	21,9	4,1	23,5
35 à 44 ans	37,5	23,3	20,6	5,8	24,4
45 à 55 ans	36,9	23,5	20,4	9,4	23,9
Agriculteurs,salariés agricoles	23,3	32,4	15,9	2,0	35,1
Industriels,professions libérales,cadres supérieurs	39,3	14,3	35,1	9,0	14,9
Artisans,petits commerçants ...	28,5	23,0	23,7	7,3	29,9
Cadres moyens	43,2	12,7	25,1	6,2	21,4
Employés	35,9	21,7	28,3	10,1	14,3
Ouvriers qualifiés	51,8	13,2	17,8	4,5	19,5
Autres ouvriers, services	38,9	22,4	18,6	5,5	25,9
Non actifs	37,0	20,9	16,5	8,7	26,4
NORD-EST	33,8	12,3	27,0	5,5	31,0
Bassin Parisien	40,6	22,7	14,3	9,0	27,4
OUEST	28,9	29,6	30,1	3,8	22,1
SUD-OUEST	36,5	30,8	16,8	2,9	21,5
SUD-EST	34,0	16,5	21,3	6,9	27,8
Région de PARIS	49,7	15,5	19,9	7,2	15,6

b. Iriez-vous jusqu'à changer de logement si votre chauffage devait vous coûter deux fois plus cher ?

Très certainement	9,7
Probablement	8,9
Peut-être	30,4
Certainement pas	48,2

La moitié de la population n'envisage pas de quitter son logement en cas d'augmentation radicale du prix du chauffage. Par contre un tiers émet une faible probabilité de changement de domicile.

Les plus sensibles à une éventuelle augmentation sont les jeunes de 18 - 24 ans, les cadres moyens (peut-être 37,7 %), les employés (peut-être 38,9 %) et surtout les ouvriers qualifiés (très certainement 15,6 %) et le sud-est (très certainement 16,1 %). Au passage, notons que ceux du Bassin Parisien le sont également ("peut-être" : 36,3 %).

Les plus résistants à ce problème sont les couches d'âge avancées, 35 - 44 ans (58,3 %) et 45 - 55 ans (58,7 %), les agriculteurs (83,3 %) ; les industriels, professions libérales ou cadres supérieurs (53,8 %) et les artisans (53,3 %). Ce qui n'est pas surprenant, puisqu'il s'agit de toute façon de catégories dont la mobilité résidentielle est faible. Cette tendance est forte dans les régions du nord-est (54,4 %) et de l'ouest (55,4 %).

Attitude des consommateurs face au prix du chauffage ...

	CHANGERIEZ-VOUS DE LOGEMENT SI LE CHAUFFAGE COUTE + CHER			
	Très certain	Probablement	Peut-être	certainement pas
Ensemble	9,7	8,9	30,4	48,2
18 à 24 ans	18,7	15,2	47,1	17,1
25 à 34 ans	11,5	10,1	34,4	40,6
35 à 44 ans	5,9	5,0	28,6	58,7
45 à 55 ans	8,0	9,0	20,8	58,3
Agriculteurs,salariés agricoles	0	2,6	8,2	83,3
Industriels,professions libérales,cadres supérieurs	6,1	6,4	33,8	53,8
Artisans,petits commerçants ...	10,7	11,1	22,2	53,3
Cadres moyens	8,7	7,1	37,7	44,6
Employés	9,3	5,0	38,9	44,1
Ouvriers qualifiés	19,8	9,3	31,1	39,4
Autres ouvriers, services	10,9	12,7	33,4	37,7
Non actifs	5,0	13,1	39,9	41,1
NORD-EST	7,4	6,6	30,8	54,4
Bassin Parisien	5,7	10,1	36,3	44,4
OUEST	6,3	7,0	28,8	55,4
SUD-OUEST	15,6	7,3	29,1	48,0
SUD-EST	16,1	10,3	23,3	44,2
Région de PARIS	6,7	10,2	33,7	46,5

2.23. La voiture (L'ensemble des questions sur la voiture et les transferts ne concerne que les utilisateurs de voiture.)

a. Pour les utilisateurs de voiture :

Si le prix de l'essence devait augmenter considérablement que feriez-vous ?

Je l'utiliserais moins pour mes déplacements professionnels	8,1
Je l'utiliserais moins pour aller à mon travail	12,4
Je l'utiliserais moins pour les loisirs	31,3
Je l'utiliserais moins pour les vacances	6,8
Je vendrais ma voiture pour en acheter une autre plus économique	18,6
Je vendrais ma voiture sans la remplacer	5,0

Sur ces questions concernant la voiture les quatre critères discriminants sont l'âge, la C.S.P., le revenu, la région. Voyons-les successivement.

- L'âge

Les jeunes (18 - 24 ans) s'en serviraient moins pour aller au travail (31,5 %), les vieux (45 - 55 ans) moins pour les loisirs (53,1 %).

- La C.S.P.

Les agriculteurs (24,7 %) et les artisans (28,1 %) sont sensibles au déplacement professionnel avec, pour ces derniers, une volonté d'achat plus économique (39,6 %). Les industriels, professions libérales et cadres supérieurs (27,4 %), les cadres moyens (23,1 %), les employés (25,6 %) et les autres ouvriers (26,9 %) penchent vers une non utilisation de leur voiture pour se rendre à leur travail.

Dans deux catégories, près de la moitié des interviewés pense utiliser moins la voiture pour les loisirs. Il s'agit des employés et des ouvriers qualifiés. Quant à l'attitude, très minoritaire dans l'ensemble de l'échantillon (5 %), qui consisterait à la vendre sans remplacement, elle est un peu plus fréquente chez les ouvriers qualifiés (12,3 %) et les non actifs (13,2 %).

Utilisation de la voiture ...

	SI LE PRIX DE L'ESSENCE AUGMENTE, QUE FEREZ-VOUS ?					
	Moins de déplacements profession.	Moins pour aller au travail	Moins pour les loisirs	Moins pour les vacances	En acheter une plus economique	La vendre sans la remplacer
Ensemble	12,3	18,0	48,3	10,6	28,0	6,7
Homme chef de ménage	16,3	18,7	41,6	7,5	28,8	7,9
Femme maîtresse de maison active	10,0	18,0	55,5	13,7	30,1	3,7
Femme maîtresse de maison non active	3,5	10,9	66,0	16,8	23,4	3,6
Femme chef de ménage	5,3	28,7	44,9	10,9	26,6	12,0
18 à 24 ans	4,2	31,5	28,3	4,6	27,2	9,9
25 à 34 ans	11,1	17,2	47,0	12,0	30,1	3,9
35 à 44 ans	12,8	16,7	52,3	9,8	27,9	9,3
45 à 55 ans	16,8	14,9	53,1	12,6	26,1	5,1
Agriculteurs,salariés agricoles	24,7	5,7	50,4	12,7	25,9	6,7
Industriels,professions libérales cadres supérieurs	13,9	27,4	44,0	11,9	29,4	5,4
Artisans, petits commerçants	28,1	6,9	43,8	7,1	39,6	1,7
Cadres moyens	8,5	23,1	51,9	12,3	27,2	4,1
Employés	7,5	25,6	53,5	3,8	25,1	5,8
Ouvriers qualifiés	3,6	19,3	53,7	14,0	26,6	12,3
Autres ouvriers,personnels de service	6,9	26,9	41,7	12,7	24,0	5,3
Non actifs	6,5	7,1	47,5	4,6	30,4	13,2
Moins de 1 400 F.	11,6	2,5	33,4	4,7	35,3	21,7
De 1 400 à 2 000 F.	13,9	9,4	48,3	7,2	21,0	10,4
De 2 000 à 2 900 F.	11,2	26,5	45,8	13,0	22,5	4,8
De 2 900 à 4 000 F.	10,8	19,5	50,1	15,0	35,2	5,2
De 4 000 à 6000 F.	9,9	17,6	52,7	6,7	29,2	3,5
6 000 F. et plus	19,3	18,7	51,8	6,9	42,5	0
NORD-EST	5,9	18,9	48,2	9,7	32,8	3,8
Bassin Parisien	12,9	18,2	34,8	7,4	30,9	11,4
OUEST	16,1	13,4	70,1	15,7	18,7	2,1
SUD-OUEST	14,8	13,6	50,4	5,4	32,9	8,9
SUD-EST	12,6	15,3	46,9	16,0	29,3	5,7
Région de PARIS	11,7	27,1	46,0	8,1	23,6	7,1

- Le revenu

S'il est compréhensible que ce soit les revenus mensuels inférieurs à 1 400 F. qui fortement envisage de vendre sans le remplacer leur véhicule (21,7 %) au niveau de l'achat d'une voiture plus économique, nous retrouvons tous les niveaux de revenus : bien sûr, les moins de 1 400 F. (35,3 %) mais également les revenus plus élevés de 2 900 à 4 000 F. (35,2 %) et de plus de 6 000 F. (42,5 %) ce qui s'explique pour ces derniers par le fait que l'on puisse trouver plus d'un véhicule par ménage. Soulignons que ce sont les revenus situés entre 2 000 et 2 900 F. qui l'utiliseraient moins pour aller à leur travail (26,5 %) alors que les plus de 6 000 F. restreindraient également sur les déplacements professionnels (19,3 %) (et vraisemblablement emprunteraient certainement plus de taxis).

- La région

Généralement, c'est la moitié nord de la France qui semble être la plus touchée : la région parisienne penche vers une moindre utilisation pour aller au travail (27,1 %) ce qui est bien compréhensible vu les problèmes de circulation dans cette région, le bassin parisien est plus touché que les autres par la vente sans reprise (11,4 %), le nord-est par l'achat d'une voiture plus économique (32,8 %). Mais le sud de la France n'est pas complètement exclu de tels choix, ainsi le sud ouest où 32,9 % de la population penche pour l'achat d'une voiture plus économique. Enfin, le sud est se distingue pour la moindre utilisation pour les vacances (16 %) ainsi que l'ouest (15,7 %) où, par ailleurs, beaucoup d'interviewés pensent restreindre sur leur "utilisation - loisirs" (70,1 %).

b. Quelles sont parmi les éventualités suivantes, celles qui conduiraient très certainement ou probablement à vous passer de votre voiture ?

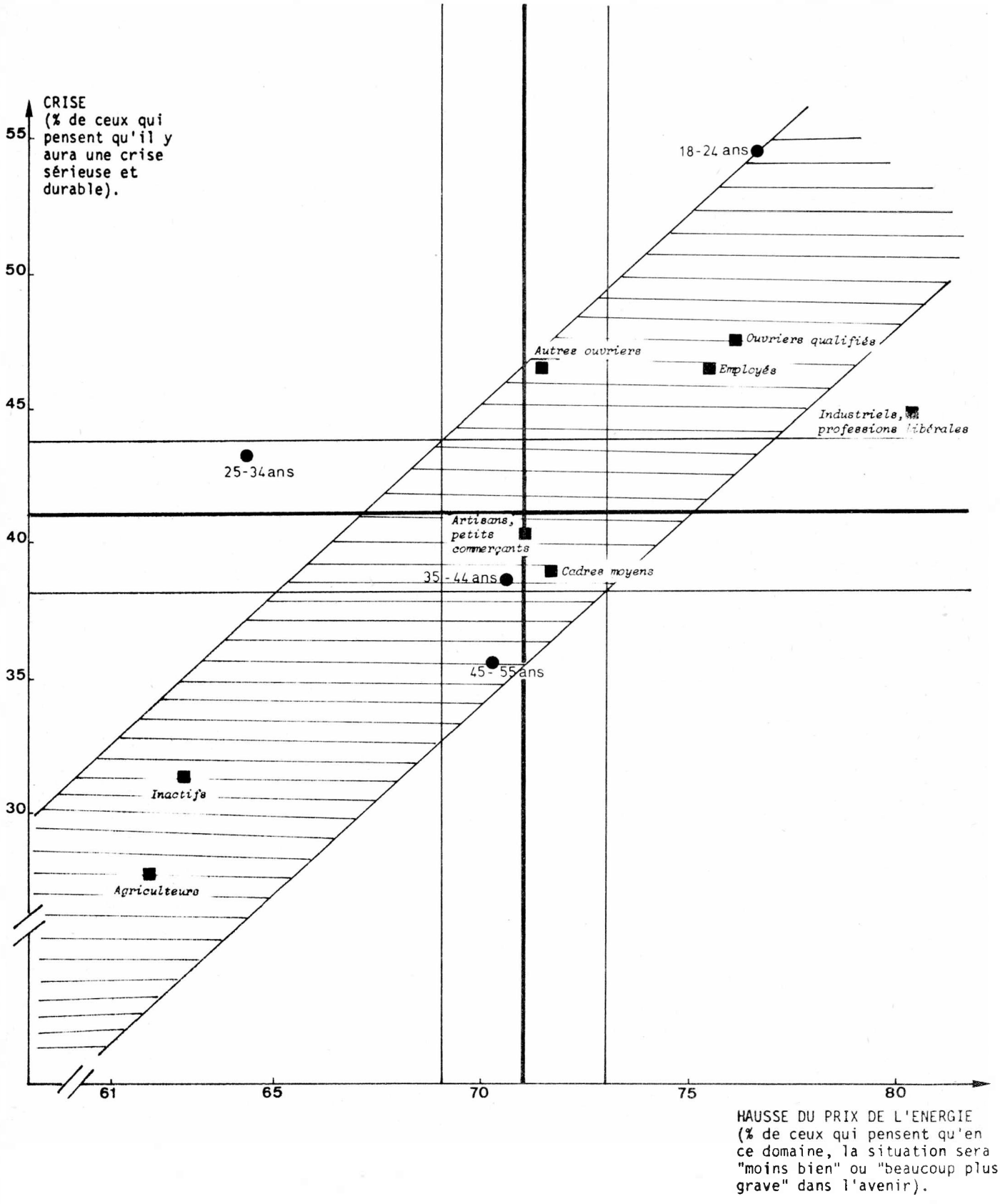
Une hausse importante du prix de l'essence	48,3
L'accroissement des embouteillage et de grandes difficultés de stationnement	34,6
Une limitation de vitesse très importante	9,9
Un rationnement d'essence	38,0
Aucune	23,8

(NB : Sur cette question il y a eu plus d'une réponse pour chaque utilisateur d'une voiture).

GRAPHIQUE 6

POSITION DES DIVERSES CATEGORIES ET ANALYSE

- quant à leur opinion sur la crise
- et quant à leur opinion sur la hausse du prix de l'énergie



Sur le résultat global, notons qu'il y a un quart de la population des possesseurs de voiture qui n'est sensible à aucune des mesures restrictives qui lui ont été présentées. La limitation de vitesse en tant que telle ne touche qu'une faible minorité des automobilistes. Pour cette question comme pour la précédente nous allons étudier les quatre critères discriminants.

- L'âge

Ce sont, là encore, essentiellement les jeunes de 18 à 24 ans qui sont le plus touchés que ce soit par la hausse de l'essence (60,9 %), l'accroissement des embouteillages (43,9 %) ou le rationnement (43,6 %).

- La C.S.P.

Si beaucoup de paysans (35 %) et d'industriels, professions libérales et cadres supérieurs (33,5 %) ne sont touchés par aucune des hypothèses les employés y sont très sensibles : sur la hausse de l'essence (58,4 %), les embouteillages (48,7 %), le rationnement (43,3 %). Les artisans forment une catégorie à part puisque les situations qui les gèneraient le plus sont celles qui sont particulièrement néfastes aux déplacements professionnels : embouteillages (41,9 %) et limitation de vitesse (19,7 %). Notons enfin que les ouvriers qualifiés (58,3 %) et les autres ouvriers (57,3 %) seraient surtout amenés à abandonner leur voiture en cas de hausse importante du prix de l'essence.

- Le revenu

Si les 1 400 à 2 000 F. semblent marquer un très fort attachement à leur voiture en se distinguant par la réponse "aucune" (31,5 %) il en est de même pour les revenus de plus de 6 000 F. (31,6 %). Les 2 000 à 2 900 F. sont touchés par l'augmentation forte du prix de l'essence (60,8 %) alors que les hauts revenus 4 000 à 6 000 F. (47,7 %) et plus (43,7 %) n'envisageraient surtout de se séparer de leur véhicule qu'en cas de rationnement d'essence.

- La région

Là encore c'est la région parisienne qui semble être la plus touchée par l'augmentation du prix de l'essence (54,5 %), la limitation de vitesse (16,2 %) et le rationnement d'essence (43,1 %). Elle est suivie par l'ouest avec l'augmentation du prix de l'essence (59,5 %) et le rationnement (43,2 %), le sud est étant le plus insensible à ces hypothèses : aucune n'étant retenue par le 1/3 de la population.

Utilisation de la voiture ...

	SE PASSERAIT CERTAINEMENT OU PROBABLEMENT DE SA VOITURE SI..				
	Hausse de l'essence importante	accroissement des embouteillages	limitation de vitesse importante	rationnement de l'essence	Aucune
Ensemble	48,3	34,6	9,9	38,0	23,8
Homme chef de ménage	48,1	34,2	10,7	37,7	25,2
Femme maîtresse de maison active	52,9	41,2	7,8	41,8	16,1
Femme maîtresse de maison non active	42,6	24,3	7,2	36,6	31,8
Femme chef de ménage	49,5	44,0	14,9	33,8	14,0
18 à 24 ans	60,9	43,9	6,3	43,6	20,0
25 à 34 ans	45,5	29,8	11,7	37,1	23,8
35 à 44 ans	48,0	35,0	10,0	38,3	25,0
45 à 55 ans	46,5	36,0	9,0	36,4	23,6
Agriculteurs,salariés agricoles	42,3	23,4	11,7	36,9	35,0
Industriels,professions libérales cadres supérieurs	31,0	35,4	4,7	41,7	33,5
Artisans, petits commerçants	41,3	41,9	19,7	38,8	19,0
Cadres moyens	42,5	31,0	6,4	35,7	27,6
Employés	58,4	48,7	12,3	43,3	12,1
Ouvriers qualifiés	58,3	32,1	6,4	33,9	20,0
Autres ouvriers,personnels de service	57,3	33,3	10,2	39,5	21,6
Non actifs	43,9	40,7	6,1	37,7	20,5
Moins de 1 400 F.	39,5	39,4	10,1	36,1	26,8
De 1 400 à 2 000 F.	46,4	27,9	9,2	29,6	31,5
De 2 000 à 2 900 F.	60,8	36,7	10,8	37,3	17,6
De 2 900 à 4 000 F.	43,6	38,6	11,4	38,8	25,4
De 4 000 à 6000 F.	38,1	34,6	6,4	47,7	18,8
6 000 F. et plus	28,1	24,7	3,6	43,7	31,6
NORD-EST	46,6	29,2	2,7	38,8	27,4
Bassin Parisien	49,4	28,9	10,3	31,8	21,0
OUEST	54,5	26,8	10,2	43,2	22,8
SUD-OUEST	52,1	36,5	12,7	42,7	19,3
SUD-EST	38,3	38,2	7,0	32,7	33,6
Région de PARIS	52,6	45,3	16,2	43,1	16,0

c. Etes-vous plutôt d'accord ou non avec les opinions suivantes :

	Plutôt d'accord	Ni d'accord ni pas d'accord	Pas d'accord
Les voitures devraient être conçues pour durer longtemps de sorte qu'on n'ait à les changer que tous les 10 ou 15 ans	47,1	14,8	6,7
Pour moi, une voiture n'est qu'un moyen de déplacement commode	52,8	11,7	4,0
En ce qui me concerne j'aime bien avoir une voiture jolie et bien entretenue	28,4	26,3	11,2
On devrait inciter les gens à moins se servir de leur voiture et à utiliser plus souvent les transports en commun	34,2	25,0	8,1
Les gens doivent être libres d'utiliser leurs voitures comme ils l'entendent	49,9	15,8	3,1

Sur ces opinions émises concernant la voiture nous ne ferons que quelques remarques. Ce sont les couches les plus âgées de notre échantillon qui pensent plutôt que c'est un moyen de déplacement, donc ont une vision utilitaire. Les interviewés entre 25 et 34 ans penchant plutôt vers une politique d' incitation à l'utilisation des transports en commun. Enfin les jeunes sont souvent plus sensibles à l'aspect esthétique de l'objet qu'à ses autres qualités (50,3 %).

Nous avons croisé les réponses à ces questions avec celles sur les mesures qui amèneraient un automobiliste à se passer de son véhicule (Q. 29). Nous pouvons en tirer ces quelques renseignements non négligeables sur les rapports du conducteur à sa voiture. Ce sont les utilisateurs qui sont le plus sensible à une hausse du prix du carburant qui sont le plus pour que les voitures soient conçues pour durer (71,6 %). Ce sont ceux qui sont sensibles à l'accroissement des embouteillages qui sont pour une politique d'incitation à une utilisation moindre (52,9 %). Enfin, les irréductibles insensibles à toutes mesures se retrouvent à la fois chez les amateurs de belles voitures (44,7 %) et à la fois dans ceux qui défendent l'utilisation libre (76,4 %).

2.24. Les transferts de la voiture vers d'autes consommations

a. Si vous étiez conduit à ne plus avoir de voiture commen utiliseriez-vous l'argent que vous y consacrez actuellement pour l'essence, l'entretien, les réparations, l'assurance, la vignette ?

Je le mettrais de côté	26,6
Je le dépenserais à autre chose	54,2
Je paierais plus cher pour le logement	1,7
J'achèterais un logement	16,9

Dans cette situation, bien particulière pour les usagers actuels, la moitié redéploierait ses dépenses vers d'autres biens et notamment 17 % vers l'achat d'un logement ; alors qu'un quart mettrait cet argent de côté.

En ce qui concerne les différences d'attitudes en fonction de l'âge notons que les jeunes sont les plus prêts à dépenser leur argent à autre chose (64,9 %) et la catégorie des 25 - 34 ans à mettre cet argent de côté (31,7 %).

L'analyse par C.S.P. nous montre que pour les agriculteurs, les industriels, professions libérales et cadres supérieurs (63,9 %) et (66,3 %) et les employés (68,3 %) une telle situation les amènerait à dépenser leur argent à autre chose, que les ouvriers qualifiés (37,3 %) mettraient cet argent de côté et que les autres ouvriers portent leur demande vers l'achat d'un logement (22,5 %).

Au niveau du revenu, nous trouvons que ce sont les revenus inférieurs à 1 400 F. qui se caractérisent en voulant à la fois mettre cet argent de côté (35 %) et le dépenser pour acheter un logement (28,2 %), ce qui peut également être considéré comme une forme d'épargne-investissement.

b. Est-ce que vous envisageriez de réduire l'utilisation ou les dépenses de la voiture pour acheter des équipements pour le ménage ou les loisirs tels que T.V. couleur, appareils ménager, etc... ?

	Population utilisatrice	Population totale
Non, certainement pas	75,8	51,9
Oui	21,1	11,4

Si oui, pour acheter quoi ?

	Population utilisatrice	Population totale
T.V. couleur	13,6	2,6
Vidéo cassette, magnétoscope	3,4	0,5
Chaîne stéréo, magnétophone	16,6	2,7
Appareil ménager (lave vaisselle, machine à laver, etc...)	52,8	7,7
Autre	10,4	1,8

Moins d'un quart seulement d'utilisateurs de voiture envisagerait de transférer une partie des dépenses pour leur véhicule, vers d'autres biens, ce qui représente 11 % de la population totale. Les plus disposés à cette forme de transfert étant les ouvriers qualifiés (26,5 %), les autres ouvriers (29,4) et les non actifs (27,2 %), les plus réticents étant les agriculteurs (93,3 %) et les industriels, professions libérales et cadres supérieurs (89,5 %).

Parmi la minorité qui envisage de réduire l'utilisation ou les dépenses de voiture, la plus grande partie se reporte vers les appareils ménagers ; nous trouvons ensuite l'équipement musical puis la T.V. couleur.

La faiblesses numériques des interviewés qui optent pour l'achat de nouveaux biens, nous empêche de présenter des pourcentages significatifs par rapport à notre échantillon. Nous nous bornerons donc, ici, à donner des indications sur les sous populations que l'on peut reconstituer.

- L'équipement ménager est plutôt envisagé par les personnes entre 45 et 55 ans ; les artisans et les autres ouvriers, les revenus entre 2 000 et 2 900 F.

- L'équipement musical touche plutôt les employés et les non actifs ; les revenus entre 4 000 et 6 000 F. ; les gens de formation supérieure.

Si réduction de l'utilisation de la voiture ...

	UTILISATION DE L'ARGENT ECONOMISE			
	le mettrais de côté	Dépense à autre chose	Paierais le logement + cher	Achat du logement
Ensemble	26,6	54,2	1,7	16,9
Homme chef de ménage	24,9	55,5	1,7	17,0
Femme maîtresse de maison active	28,2	53,9	2,2	15,6
Femme maîtresse de maison non active	30,6	51,4	0	16,7
Femme chef de ménage	27,5	49,4	3,3	19,8
18 à 24 ans	14,8	64,9	1,3	19,3
25 à 34 ans	31,7	47,3	0,4	20,6
35 à 44 ans	23,9	57,3	0,8	15,8
45 à 55 ans	29,1	53,6	4,6	12,7
Agriculteurs,salariés agricoles	21,5	66,3	0	10,8
Industriels,professions libérales cadres supérieurs	19,5	63,9	1,6	10,3
Artisans, petits commerçants	27,8	48,4	5,6	15,4
Cadres moyens	26,9	52,8	0,8	19,7
Employés	12,5	68,3	2,3	16,9
Ouvriers qualifiés	37,3	46,6	0	17,1
Autres ouvriers,personnels de service	29,3	47,2	0	22,5
Non actifs	30,4	47,6	6,5	17,6
Moins de 1 400 F.	35,0	33,4	3,4	28,2
De 1 400 à 2 000 F.	28,8	56,2	1,3	13,6
De 2 000 à 2 900 F.	27,9	52,4	1,8	18,4
De 2 900 à 4 000 F.	29,3	52,3	0,8	16,0
De 4 000 à 6000 F.	23,8	62,0	0,9	10,7
6 000 F. et plus	23,5	56,9	5,1	14,2
NORD-EST	30,0	55,1	2,2	13,6
Bassin Parisien	26,2	55,1	1,0	15,6
OUEST	26,0	60,3	0	13,7
SUD-OUEST	26,0	50,7	0	24,5
SUD-EST	26,3	55,6	3,0	13,7
Région de PARIS	25,5	48,3	2,9	21,5

Si réduction de l'utilisation de la voiture ...

	Envisage achats Equipements ménage loisir	
	NON	OUI
Ensemble	75,8	21,1
Agriculteurs,salariés agricoles	93,3	3,9
Industriels,professions libérales cadres supérieurs	89,5	9,1
Artisans, petits commerçants	78,0	19,1
Cadres moyens	71,2	24,3
Employés	70,5	25,1
Ouvriers qualifiés	71,0	26,5
Autres ouvriers,personnels de service	67,7	29,4
Non actifs	70,5	27,2

Si réduction de l'utilisation de la voiture ...

	POUR ACHETER QUOI ?				
	TV couleur	vidéo-cassette	Chaîne magnétophone	Appareil ménager	Autre
Ensemble	13,6	3,4	16,6	52,8	10,4
18 à 24 ans	5,5	10,4	15,4	51,9	19,8
25 à 34 ans	5,2	4,2	17,1	55,9	7,7
35 à 44 ans	25,6	0	17,3	46,4	5,5
45 à 55 ans	19,8	0	14,4	61,1	19,8
Agriculteurs,salariés agricoles	0	0	0	0	33,6
Industriels,professions libérales cadres supérieurs	0	14,3	0	39,6	24,1
Artisans, petits commerçants	23,5	0	15,9	76,5	0
Cadres moyens	28,2	7,2	14,4	37,5	12,4
Employés	14,2	15,1	42,2	29,2	15,0
Ouvriers qualifiés	0	0	10,4	57,0	4,7
Autres ouvriers,personnels de service	11,4	0	6,9	68,6	6,8
Non actifs	17,7	0	37,1	48,3	21,7
Moins de 1 400 F	23,7	0	62,8	60,9	0
De 1 400 à 2 000 F.	6,3	4,4	10,1	51,8	22,1
De 2 000 à 2 900 F.	13,2	6,7	12,9	59,1	0
De 2 900 à 4 000 F.	12,2	0	17,9	37,2	24,3
De 4 000 à 6 000 F.	10,5	0	20,0	57,5	23,4
6 000 F. et plus	0	0	14,2	66,6	0
Primaire	15,1	6,2	11,7	62,5	7,3
Primaire supérieure	25,2	0	0	52,3	15,4
Technico-commercial	12,5	0	9,7	57,1	0
Secondaire	12,6	0	14,0	58,5	8,5
Supérieur	5,9	9,0	52,6	19,2	29,0

- La télévision couleur : les catégories des 35 à 44 ans et 44 à 55 ans ; les artisans, les cadres moyens ; les gens de formation primaire.

- L'audio visuel : les jeunes de 18 à 24 ans ; les industriels, professions libérales et cadres supérieurs, les employés ; les personnes de formation supérieure.

2.25. Les transports en commun

Parmi les raisons suivantes, quelles sont les deux qui pourraient le plus vous inciter à utiliser davantage les transports en commun ?

Qu'ils soient moins coûteux	48,6
Qu'ils soient plus confortables	15,7
Qu'ils soient plus rapides	28,8
Qu'ils soient plus nombreux dans la journée	39,4
Qu'il y ait des lignes plus pratiques	48,8

Moins coûteux, plus pratiques, plus nombreux, plus rapides, plus confortables, voilà en ordre décroissant des besoins exprimés par la population en ce qui concerne les transports en commun.

Pour la partie de notre échantillon qui n'emprunte pas les transports en commun pour se rendre à son travail, la revendication principale est celle de lignes plus pratiques (51,1 %). Celle qui les emprunte mais ne les juge pas commodes, les réclame plutôt plus nombreuses (44,8 %).

Enfin, les usagers quotidiens revendiquent surtout qu'ils soient moins coûteux (56,5 %), plus rapides (36,5 %), plus confortables (26,9 %).

2.26. Attitude devant la montée des prix

Si les prix continuaient de beaucoup augmenter, qu'est-ce qui vous semblerait le plus raisonnable de faire ?

Acheter tout de suite le maximum de choses qui durent longtemps	22,7
Vivre au jour le jour en dépensant tout mon argent (avant qu'il ne se dévalue)	14,5
Mettre de l'argent à la Caisse d'Epargne pour me faire une réserve	12,9
Acheter des actions, des obligations	1,5
Essayer d'acheter une maison, un appartement ou de la terre	43,4
Acheter de l'or, des pièces anciennes	3,4
Acheter des tableaux, de beaux meubles, des tapis d'orient, etc...	1,7

Si 43 % de la population essayait d'acheter une maison, plus de 37 % achèterait le maximum de biens durables ou effectuerait le maximum de dépenses au jour le jour alors que seulement 12,9 % se tournerait vers les caisses d'épargne (ceci étant surtout vrai pour la classe d'âge des 45 - 55 ans (19 %) et pour les ouvriers qualifiés (17,5 %).

Enfin, l'achat de tableaux ou de beaux meubles serait surtout le fait des industriels, des professions libérales et des cadres supérieurs (7,9 %).

	COMPORTEMENT EN CAS DE FORTE AUGMENTATION DES PRIX						
	Acheter le maximum	Dépenser	Caisse d'épargne	Achat actions ou obligations	Achat maison appartement	Achat d'or pièces anciennes	Achat tableaux meubles
Ensemble	21,3	13,0	12,3	1,2	42,0	3,1	1,4
18 à 24 ans	24,6	15,2	8,5	1,7	44,1	1,3	0,7
25 à 34 ans	21,6	15,9	7,5	2,0	42,3	3,6	2,0
35 à 44 ans	19,3	12,9	12,2	0,8	44,4	3,4	1,7
45 à 55 ans	21,9	12,1	19,0	0,7	38,0	3,0	0,8
Agriculteurs, salariés agricoles	25,9	9,1	7,4	0	50,4	1,0	1,3
Industriels, professions libérales cadres supérieurs	19,6	6,7	10,6	0	45,2	4,7	7,9
Artisans, petits commerçants	20,7	9,6	14,2	2,7	43,3	3,9	0,9
Cadres moyens	16,1	16,4	5,4	0,6	53,1	4,9	1,8
Employés	12,1	17,8	14,1	1,1	43,3	1,1	2,0
Ouvriers qualifiés	23,4	14,9	17,5	2,3	38,1	2,1	0
Autres ouvriers, personnels de service	24,7	17,5	13,3	0,7	32,9	3,0	0
Non actifs	22,3	12,1	14,1	2,2	38,2	5,2	1,2
Moins de 1 400 F	18,4	18,5	13,7	1,4	33,3	4,0	1,5
De 1 400 à 2 000 F.	21,0	12,0	16,0	3,0	42,0	1,1	0
De 2 000 à 2 900 F.	23,9	14,7	15,3	1,0	38,1	3,8	1,3
De 2 900 à 4 000 F.	22,8	13,4	10,1	0,5	46,6	2,0	1,8
De 4 000 à 6 000 F.	16,5	14,9	6,8	0	49,6	1,8	2,8
6 000 F. et plus	16,7	2,0	7,8	3,8	57,0	6,7	4,3

2.27. Synthèse

De l'ensemble de ces questions qui concernent des domaines spécifiques de consommation nous pouvons tirer un certain nombre de renseignements à travers une réflexion sur les trois critères discriminants que sont l'âge, la C.S.P. et le revenu.

- L'âge

Les jeunes (18 - 24 ans) semblent se différencier fortement des autres catégories d'une part par une demande importante sur le logement ou sur d'autres produits et réagissent d'autre part très souvent aux éventualités d'une augmentation très forte du prix du chauffage (beaucoup changeraient de domicile) et d'une augmentation très forte du prix de l'essence (diminution des déplacements en voiture pour se rendre à son travail). A l'opposé les plus âgés semblent se différencier par une attitude plutôt négative face à ces consommations : ils sont très satisfaits de leur logement, n'envisagent certainement pas d'en changer en cas de forte hausse du chauffage et se tournent vers les caisses d'épargne en cas de forte hausse des prix.

- La C.S.P.

Paradoxalement deux catégories se différencient par des écarts à la moyenne importants et comparables, ce sont les agriculteurs et les industriels - cadres supérieurs et professions libérales. Ils adoptent une attitude peu sensible aux aggravations possibles tant dans le domaine du chauffage que dans celui de la voiture. Ils se différencient cependant sur leurs tendances en ce qui concerne les attitudes en cas de forte augmentation des prix, les agriculteurs se tournant vers l'achat de logement ou de terre alors que les industriels cadres supérieurs et professions libérales se caractérisent surtout par l'achat de meubles anciens ou de tableaux d'arts. Notons au passage que l'ensemble des attitudes des artisans et commerçants semblent être dictées par leurs occupations professionnelles ; celle des cadres moyens semblent osciller entre celles précédemment décrites et l'attitude des couches urbaines d'employés et d'ouvriers. En effet, ces derniers sont plus touchés par les perturbations envisagées dans les différents domaines de consommation abordés : la plupart du temps le contrôle sur le mode de chauffage est impossible, la mobilité en cas de forte hausse serait donc importante ;

les questions sur l'utilisation de la voiture révélant la sensibilité à une forte hausse du prix de l'essence pouvant entraîner les ouvriers plus que d'autres à vendre leur voiture sans la remplacer. De plus l'ensemble de ces catégories exprime parallèlement une demande assez forte de biens de type ménager quoique les ouvriers qualifiés se différencient par un comportement d'épargne fortement ancré dans leurs pratiques.

- Le revenu

Les écarts à la moyenne s'avèrent nombreux pour les revenus inférieurs à 1 400 F. et pour ceux de 4 000 à plus de 6 000 F.

Les revenus les plus bas se différencient par l'importance des écarts à la moyenne sur les items : acheter une voiture plus économique ou vendre l'actuelle sans la remplacer. D'un autre côté cette catégorie exprime une tendance importante à l'épargne, qui pourrait servir ensuite à l'achat d'un logement.

A l'opposé les catégories de hauts revenus semblent assez insensibles aux différentes éventualités d'aggravation des possibilités de consommation, seul le rationnement d'essence apparaît comme une menace qui inquiète ces couches de revenus.

En conclusion il ressort que ce sont les couches urbaines de travailleurs qui se trouveraient, dans le cas d'une généralisation de la crise, les plus touchés dans leur consommation immédiate alors qu'ils s'avèrent être également ceux dont la demande reste la plus forte.

CONCLUSION

CONCLUSION

Cette première exploitation de notre enquête, dont le questionnaire était relativement dense, apporte un certain nombre de résultats.

La première partie, qui devait permettre aux ménages de reconstituer des "scénarios subjectifs" sur l'évolution de notre pays à moyen terme, a fourni des résultats qualitativement peu différents de ceux des enquêtes d'opinions réalisées à peu près à la même époque : effectivement, une assez forte majorité de Français prévoit une crise, mais sans pour autant que cela les amène à envisager une France de 1985 très différente de ce qu'elle est actuellement. Surtout, le schéma d'opinions des enquêtés est apparu comme plus fortement structuré par leurs attitudes politiques, que par leurs caractéristiques socio-économiques. Il se dégage notamment deux scénarios, "relativement pessimiste" et "relativement optimiste", liés respectivement aux opinions "de gauche" et "majoritaire".

La perception de la crise se reflète également dans les prévisions de consommation faites par les enquêtés : grande prudence vis-à-vis des biens durables qui pâtiraient particulièrement d'une baisse des revenus, diminution des dépenses de repas et de chauffage envisagée par près d'un quart de la population qui serait donc très réellement affectée par la crise.

Les limites de cette première étude, évidentes, étaient inévitables compte tenu des moyens mis en oeuvre. Par exemple la liaison entre l'attitude concernant les différents postes de consommation et le niveau des dépenses actuelles sur ces postes ne peut être faite qu'indirectement par la comparaison, catégorie par catégorie, avec les enquêtes du type de celles de l'I.N.S.E.E.,

et non pas, directement, enquêté par enquêté. Plus généralement, la réalisation des intentions exprimées ne peut évidemment pas être vérifiée : nous pourrons simplement confronter ces intentions avec le comportement passé pour un nombre restreint de domaines (voiture, chauffage notamment). Si l'on admet cependant la validité des intentions exprimées, il est du plus haut intérêt de déterminer les facteurs qui les expliquent : seraient-ce principalement les caractéristiques socio-économiques du ménage, ou plutôt le niveau de consommation déjà atteint, ou encore d'autres facteurs, subjectifs ceux-là ?

Il est clair, pour prendre un exemple dans les résultats de l'enquête, que le seul revenu n'explique pas les différences d'attitude des ouvriers et employés envers les biens durables. L'ensemble des résultats nous conduit à envisager l'hypothèse d'une influence non négligeable de la perception de la crise par les enquêtés, sur leurs attitudes vis-à-vis de la consommation. Cette influence, son articulation avec celle des critères socio-économiques, pourraient entre autres, être étudiées dans une seconde étape. Une fois acquise une meilleure compréhension de la réalité que recouvrent les intentions exprimées par les ménages, il devrait alors être possible de déduire de ces intentions, moyennant un certain nombre d'hypothèses, notamment sur l'évolution des revenus, des données chiffrées sur l'évolution prévisible de la consommation dans les secteurs étudiés.

ANNEXES

ANNEXE I

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'ECHANTILLON

AGE DE LA PERSONNE INTERROGEE

En %

18 - 24 ans	25 - 34 ans	35 - 44 ans	45 - 55 ans
12,9	25,6	31,7	28

SEXE

M	F
49,8	48,3

C.S.P. DU CHEF DE FAMILLE

En %

Agriculteur exploitant	11,6
Salarié agricole	1,0
Industriel, gros commerçant	0,1
Artisan, petit commerçant	10,6
Profession libérale, cadre supérieur	6,7
Cadre moyen	10,1
Employé	9,5
Ouvrier qualifié	16,9
Autres ouvriers	16,7
Personnel de service	2,7
Autres catégories	2,7
Non actifs	9,8

Type d'entreprise :

En %

Une entreprise privée	41,8
Une administration	15,9
Une entreprise semi-publique	5,2
Chez un particulier	25,2

C.S.P. DE L'INTERVIEWE

	En %
Agriculteur exploitant	7,7
Salarié agricole	0,4
Industriel, gros commerçant	0,3
Artisan, petit commerçant	9,7
Profession libérale, cadre supérieur	9,9
Cadre moyen	8,6
Employé	10,7
Ouvrier qualifié	9,9
Autres ouvriers	10,7
Personnel de service	4,4
Autres catégories	1,6
Non actifs	29,3

Pour les non actifs :

	En %
Etudiant (écolier)	1,8
Retraité	2,8
Ménagère	22,9
Autre (service militaire)	1,7

ETAT MATRIMONIAL

Célibataire	12,9
Marié	77,9
Veuf	3,0
Divorcé, séparé	4,1

REVENUS MOYENS BRUTS PAR MOIS

	En %
Moins de 900 F.	2,0
900 F. à moins de 1 400 F.	6,0
1 400 F. à moins de 2 000 F.	18,3
2 000 F. à moins de 2 900 F.	28,8
2 900 F. à moins de 4 000 F.	18,5
4 000 F. à moins de 6 000 F.	10,8
6 000 F. et plus	4,7

NIVEAU SCOLAIRE

	En %
Primaire	38,0
Primaire supérieur	13,9
Technique commercial	15,9
Secondaire	17,1
Supérieur	12,4

REGIONS D'HABITATION

	En %
Nord-Est	15
Bassin parisien	16
Ouest	12
Sud-Ouest	12
Sud-Est	20
Région Parisienne	21

ANNEXE II

COFREMCA
JANVIER 1975

Dans le monde, un certain nombre de problèmes risquent de s'aggraver, ou au contraire d'être résolus, dans les 10 ans à venir.

1 *En ce qui concerne les problèmes suivants, pensez-vous que dans 10 ans, la situation sera mieux, pareille que maintenant, moins bien ou beaucoup plus grave ?*

R.		MIEUX	PAREILLE QUE MAINTENANT	MOINS BIEN	BEAUCOUP PLUS GRAVE
2	- La dégradation de la nature -------	16,8	16,4	26,7	38,7
7	- L'épuisement des ressources naturelles (pétrole, minerais, produits agricoles)	8,7	28,5	34,6	25,5
8	- Les risques de guerre mondiale ----	13,2	52,8	12,0	18,2
7	- Le surpeuplement dans le monde ----	12,8	21,3	18,6	44,4

2. a. *Pour les pays ou groupes de pays suivants, à votre avis joueront-ils dans les 10 ans un rôle plus important, aussi important, ou moins important qu'actuellement ?*

		PLUS IMPORTANT	AUSSI IMPORTANT	MOINS IMPORTANT
3	- Etats-Unis ----------	24,8	55,2	15,5
8	- URSS ----------	30,7	57,7	6,7
9	- Chine ----------	66,1	23,5	5,2
9	- Europe du Marché Commun ----------	43,4	35,6	14,9
0	- Pays arabes ----------	48,3	25,4	19,2
,0	- Autre (à préciser si vous pensez à un autre pays) ----------	8,8	2,3	0,8

b. *Et la place de la France dans le monde à votre avis, jouera-t-elle dans les 10 ans un rôle plus important, aussi important ou moins important qu'actuellement ?*

	- Plus important ----------	28,8
0	- Aussi important ----------	56,3
	- Moins important ----------	12,9

3. *Parmi ces pays y en a-t-il dont la France dépendra plus étroitement qu'actuellement ?*

	- Etats-Unis ----------	23,6
	- URSS ----------	10,2
9	- Chine----------	8,0
	- Europe du Marché Commun ----------	59,6
	- Pays arabes ----------	32,3

4. *Dans les 10 ans à venir, pensez-vous que la vie en France :*

	- Changera peu ----------	26,5
3	- Changera beaucoup, mais de façon lente et régulière ----------	48,3
	- Changera beaucoup, et par à coups ----	21,1

5. *Depuis 20 ans, en France, le niveau de vie a beaucoup augmenté et la situation de la plupart des gens s'est améliorée. Certains se demandent si cela va continuer dans les prochaines années.*
Pour chacun des domaines ci-dessous, pensez-vous que la situation sera mieux, pareille que maintenant, moins bien, beaucoup plus grave ?

	N.R.	MIEUX	PAREILLE QUE MAINTENANT	MOINS BIEN	BEAUCOUP PLUS GRAVE
- Les revenus	2,6	37,1	31,1	23,0	6,1
- Le coût de la vie	2,3	6,9	24,1	37.0	29,5
- Le logement	3,1	34,6	29,8	16,1	16,3
- Le prix de l'énergie(essence, gaz, électricité)	2,1	7,8	19,0	34,5	36,5
- La production industrielle	4,9	24,2	32,6	27,6	10,5
- La possibilité de trouver un emploi	2,1	10,4	16,4	32,0	39,1

6. *Et si vous pensez à votre situation personnelle dans les prochaines années y-a-t-il des domaines qui, vous personnellement, vous préoccupent beaucoup ?*

N.R.		
4,7	- Les revenus	50,3
	- Le coût de la vie	69,4
	- Le logement	21,4
	- Le prix de l'énergie (essence, gaz, électricité)	34,7
	- La production industrielle	10,2
	- La possibilité de trouver un emploi	33,0

7. *Voici 3 opinions sur la situation de la France dans les prochaines années, laquelle correspond le mieux à ce que vous pensez ?*

1,9	- Il y aura une crise sérieuse et probablement durable	41,8
	- Il n'y a pas de raison de penser que la France rencontre de grosses difficultés	25,2
	- La France rencontrera de grosses difficultés qui seront résolues assez rapidement	32,6

8. *Et si la situation devenait très grave, selon vous, quel gouvernement serait le plus capable de la résoudre ?*

7,0	- Un gouvernement plus à droite que l'actuel	3,5
	- Un gouvernement représentant l'actuelle majorité	24,1
	- Un gouvernement rassemblant tous les partis	39,6
	- Un gouvernement de gauche	23,6
	- Un gouvernement révolutionnaire	3,6

9. *Dans les années à venir, la situation n'évoluera peut-être pas de la même façon pour tous les français.*
Pour chacune des catégories suivantes, pensez-vous que la situation deviendra mieux, pareille, moins bien ou beaucoup plus grave que maintenant.

	N.R.	MIEUX	PAREILLE	MOINS BIEN	BEAUCOUP PLUS GRAVE
- Pour les agriculteurs	2,9	32,2	29,8	24,8	10,3
- Pour les cadres	5,7	19,8	50,1	21,6	2,8
- Pour les ouvriers	2,5	31,9	31,8	23,8	10,0
- Pour les employés	6,3	23,6	44,7	20,6	4,8
- Pour les petits commercants, les artisans	3,8	8,9	19,9	39,1	28,3
- Pour les industriels, les hommes d'affaires	5,9	26,2	43,6	20,3	4,0
- Pour les "professions libérales" (médecins, avocats, notaires)	4,4	27,2	56,7	9,8	2,2
- Pour les retraités	2,3	46,8	25,7	17,1	8,1
- Pour les fonctionnaires	4,8	24,7	59,8	8,8	1,9
- Pour les habitants des grandes agglomérations	4,7	11,6	26,3	40,5	16,8
- Pour les habitants des petites villes	4,3	18,1	53,9	19,4	4,3
- Pour les habitants de la campagne	2,8	30,9	38,9	20,3	7,1

10. *Pensez-vous que dans 10 ans, certaines choses, que l'on trouve aujourd'hui facilement seront devenues rares et chères ?*

10,0

- Non ---------- 49,5
- Oui ---------- 40,4 ← *Pouvez-vous préciser lesquelles*

---

11. *Pensez-vous que certaines choses qui sont rares et chères, seront au contraire devenues très courantes ?*

12,9

- Non ---------- 66,7
- Oui ---------- 20,4 ← *Pouvez-vous préciser lesquelles*

---

12. *Parmi les possibilités suivantes, quelle est celle qui, en premier, selon vous, contribuerait le plus à rendre la vie des gens plus agréable dans l'avenir ? Et quelle est celle qui, en second, contribuerait le plus à rendre la vie des gens plus agréable dans l'avenir ?*

	une seule réponse EN 1ER NR : 1,4	une seule réponse EN 2EME NR : 6,0
- Que les gens gagnent plus d'argent	33,7	13,0
- Qu'ils aient un travail plus agréable	32,0	18,1
- Que la durée du travail diminue	17,2	22,0
- Que les logements soient plus grands, plus confortables	10,3	13,7
- Que les rapports entre les gens soient plus faciles	22,6	23,6
- Que le cadre dans lequel on vit soit plus agréable	19,2	17,1

13. *Parmi les domaines suivants, dans lequel pensez-vous que le progrès va être le plus important dans les années à venir ? Et ensuite ?*

	en 1ER NR : 2,0	en 2EME NR : 6,2
- La médecine, la santé	69,9	14,4
- L'automobile	4,6	14,5
- Les transports en commun	14,5	17,8
- Le confort du logement	9,7	18,6
- L'éducation	13,1	22,9
- Les communications (téléphone, télévision)	13,1	25,2

14. *En ce qui concerne l'éducation, les études, indiquez si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les opinion suivantes :*

N.R.		PLUTOT D'ACCORD	NI D'ACCORD NI PAS D'ACCORD	PAS D'ACCORD
8,4	- Dans 10 ans, les jeunes seront plus nombreux à pouvoir faire des études -	53,0	23,2	20,3
8,6	- Dans 10 ans, les jeunes seront plus nombreux à vouloir faire des études -	47,1	29,4	19,9
2,4	- Dans 10 ans, les études permettront davantage aux jeunes d'avoir une profession plus intéressante que celle de leurs parents	48,3	28,3	21,3

15. *Selon vous, dans 10 ans, les français*

		PLUS	MOINS	AUTANT QU'AUJOURD'HUI
,8	-Partiront-ils plus ou moins en vacances --	52,7	10,1	35,3
8,5	-Regarderont-ils plus ou moins la télévision	30,1	21,2	45,2
8,7	-Utiliseront-ils plus ou moins les transports en commun	61,6	9,0	25,6

16. *Dans 10 ans les français habiteront-ils*

8,9	- Plus dans de très grandes villes	28,5
	- Plus dans de petites villes	40,6
	- Plus à la campagne	29,4

17. *En fin de compte, pensez-vous que les gens vivront plutôt mieux, plutôt moins bien ou ni mieux ni moins bien qu'actuellement ? Et vous personnellement ?*

		PLUTOT MIEUX	PLUTOT MOINS BIEN	NI MIEUX NI MOINS BIEN
,9	- Les gens	30,9	21,4	45,6
2,7	- vous personnellement	34,0	14,9	48,3

18. *D'après ce que vous pouvez imaginer de la vie en France en 1985, est-ce qu'elle sera*

	- très différente de ce qu'elle est actuellement	15,3
2,3	- Assez différente de ce qu'elle est actuellement	36,1
	- Peu différente de ce qu'elle est actuellement	46,6

19. *Les risques que comporte l'avenir vous paraissent-ils assez graves pour remettre en cause tout notre système politique et social ?*

8,7	- Oui	51,5
	- Non	44,9

20. *D'ici à 1985, un certain nombre d'événements importants peuvent changer votre vie ou celle de votre famille.*
Dites-moi dans les différents domaines ***suivants ce qui arrivera le plus probablement.***

		N.R.	*Est-ce*	
Votre famille		6,0		
- sera plus grande (mariage si vous n'êtes pas marié, enfants, etc...)	25,2		Pratiquement certain	39,8
- sera pareille que maintenant	40,7	→	Probable	37,2
- sera moins grande (départ d'enfants par exemple)	30,9		Possible sans plus	17,0
Votre emploi		14,9		
- vous aurez un emploi à plein temps	54,3		Pratiquement certain	44,4
- vous aurez un emploi à temps partiel	14,0	→	Probable	28,0
- vous n'aurez pas d'emploi	18,8		Possible sans plus	12,7
(Si emploi)				
- vous travaillerez dans la même entreprise qu'actuellement	43,7	40,2	Pratiquement certain	30,0
- vous travaillerez dans une autre entreprise	15,0	→	Probable	18,7
			Possible sans plus	11,0
- Vous aurez un travail plus intéressant, mieux payé dans la même entreprise	13,7	36,7	Pratiquement certain	26,7
- Vous aurez un travail plus intéressant, mieux payé dans une autre entreprise	6,2	→	Probable	25,8
- vous ferez le même travail qu'avant	30,1		Possible sans plus	10,7
- vous ferez un travail différent	10,3			
- vous aurez changé de métier	6,0			
La formation		16,5		
- votre formation scolaire ou professionnelle sera supérieure à votre formation actuelle	28,3		Pratiquement certain	48,5
- votre formation scolaire ou professionnelle sera la même que votre formation actuelle	57,8	→	Probable	25,8
			Possible sans plus	9,2
Pour le logement		15,4		
- vous serez propriétaire de votre logement	51,1		Pratiquement certain	49,9
- vous serez locataire de votre logement	34,3	→	Probable	25,6
			Possible sans plus	8,9
- vous serez dans le même logement	50,6	15,9	Pratiquement certain	46,2
- vous serez dans un autre logement plus grand	30,1	→	Probable	28,2
- vous serez dans un autre logement plus petit	7,0		Possible sans plus	9,9
- vous aurez une résidence secondaire	19,7	17,5	Pratiquement certain	53,3
- vous n'aurez pas de résidence secondaire	65,5	→	Probable	17,8
			Possible sans plus	11,5
- vous habiterez dans la même ville ou commune	65,6	11,4	Pratiquement certain	54,9
- vous habiterez dans une autre ville ou commune	12,8	→	Probable	24,4
- vous habiterez dans une autre région	11,4		Possible sans plus	9,3
- vous habiterez dans un autre pays	2,8			
Moyens de transports		7,2		
- vous utiliserez davantage les transports en commun que maintenant	23,4		Pratiquement certain	39,2
- vous n'utiliserez pas plus les transports en commun	47,9	→	Probable	40,7
- vous utiliserez davantage les véhicules individuels (auto, moto)	25,1		Possible sans plus	13,3

N.R.

21. *Quand les revenus augmentent plus vite que les prix on peut soit :*

1,6
- Ne pas dépenser plus et mettre davantage d'argent de côté ---------- 44,7
- Travailler moins en gardant le même niveau de vie ---------- 21,1
- Acheter des choses et dépenser plus ---------- 34,6

Si dans les années à venir, vos revenus augmentent plus vite que les prix que feriez-vous plutôt ?

22. *Et si dans les années à venir vous disposiez de plus d'argent à quoi utiliseriez-vous principalement vos revenus supplémentaires ?*

7,1
- L'habillement ---------- 17,2
- Le loyer (ou l'achat) du logement ---------- 29,4
- L'ameublement du logement ---------- 30,0
- L'aménagement et l'entretien du logement ---------- 40,2
- Les appareils électro-ménagers ---------- 12,8
- Le chauffage ---------- 8,1
- Les dépenses pour les repas de tous les jours ---------- 12,0
- Les dépenses pour les enfants ---------- 28,8
- L'hygiène, la santé (médicaments, soins) ---------- 20,4

12,3
- Produits et soins de beauté ---------- 6,0
- Les équipements de loisir (télévision, électrophone, photo, etc)---- 20,2
- Les livres ---------- 20,2
- Les revues, les journaux ---------- 6,5
- La voiture ---------- 14,1
- Les sorties, (théâtre, cinéma, café, restaurant) ---------- 27,6
- Les invitations d'amis ou de parents ---------- 18,2
- Les vacances, les voyages ---------- 68,4

. *Si vos revenus diminuaient dans quels domaines réduiriez-vous le plus vos dépenses par rapport à ce que vous dépensez actuellement ?*

24. *Et comment feriez-vous pour réduire vos dépenses dans ces domaines ?*

réduirai le plus mes dépens dans :	N.R.		*Je réduirai surtout mes dépenses en :*		NR.
'habillement	15,2	54,5	- Achetant moins de vêtements de luxe	11,9	34,1
			- Achetant des vêtements de tous les jours moins chers	12,7	
			- Faisant durer plus longtemps les vêtements que l'on porte	38,5	
			- Utilisant davantage de vêtements faits à la maison	14,3	
e loyer (ou l'achat) u logement		28,2	- Prenant un logement plus petit	7,7	60,9
			- Habitant dans un quartier moins cher	8,5	
			- Renonçant à être (ou à devenir) propriétaire de son logement principal	13,4	
			- Renonçant à être (ou à devenir) propriétaire d'une résidence secondaire	14,9	
'ameublement du ogement		38,5	- Achetant moins de nouveaux meubles (ou tapis,etc)	18,6	52,0
			- Achetant des meubles moins chers	12,3	
			- Bricolant davantage, en faisant des meubles soi-même	18,9	
'aménagement et l'entretien du logement		36,9	- Aménageant, en peignant, en bricolant, en refaisant soi-même	36,2	52,0
			- Renonçant à modifier, à changer le logement	13,0	
es appareils lectro-ménagers		46,9	- Achetant moins d'appareils électro-ménagers	12,5	42,8
			- Achetant autant d'appareils électro-ménagers mais en s'en servant moins souvent	2,7	
			- Conservant plus longtemps les appareils que j'ai	43,4	
e chauffage		31,1	- Se chauffant moins	15,6	58,7
			- Trouvant un système de chauffage moins cher	26,2	
es dépenses pour les epas de tous les jours		34,1	- Mangeant plus simplement	17,6	54,1
			- Faisant plus de cuisine et en prenant moins de plats préparés	8,2	
			- Mangeant moins	4,1	
			- Allant chez des commerçants moins chers	24,2	
es dépenses pour les nfants		3,0			
'hygiène, la santé médicaments, soins)		1,0			
roduits et soins de eauté	N.R. : 11,2	24,7			
es équipements de loir (télévision, électrohones, photo,etc)		47,9	- Renouvelant moins souvent les appareils que j'ai	18,1	43,8
			- Achetant des appareils moins chers	5,9	
			- Renonçant à acheter un appareil, dont j'avais envie	36,5	
es livres		16,9			
es revues, les journaux		23,0			
a voiture		47,2	- Utilisant moins souvent ma voiture	25,3	45,3
			- Vendant ma voiture pour en acheter une autre plus économique	12,9	
			- La renouvelant moins souvent	15,2	
			- Vendant ma voiture sans la remplacer	6,0	
es sorties (théâtre, ciéma, café, restaurant)		46,4	- Sortant moins souvent	39,7	49,3
			- Allant dans des endroits moins chers	12,6	
es invitations d'amis u de parents		30,6	- Recevant moins souvent	16,1	62,8
			- Recevant plus simplement	21,8	
es vacances, les voyages		47,5	- Partant moins longtemps ou moins souvent	21,8	45,1
			- Partant moins loin	11,6	
			- Partant dans des endroits moins chers	14,7	
			- Voyageant par des moyens plus économiques	14,5	

Y-a-t-il un domaine ou de toute façon vous n'envisagez absolument pas de réduire vos dépenses même si vos revenus baissaient ? Notez le 1er, et les autres ?

une seule réponse

	EN 1ER	AUTRES
N.R. :	6,1	22,6
- L'habillement	4,3	5,8
- Le loyer (ou l'achat) du logement	7,8	7,9
- L'ameublement du logement	1,4	4,9
- L'aménagement et l'entretien du logement	2,5	8,0
- Les appareils électro-ménagers	1,9	3,1
- Le chauffage	7,6	11,5
- Les dépenses pour les repas de tous les jours	33,9	23,2
- Les dépenses pour les enfants	16,1	25,5
- L'hygiène, la santé (médicaments, soins)	33,8	28,8
N.R. :	58,7	51,0
- Produits et soins de beauté	3,8	3,4
- Les équipements de loisir (télévision, électrophone, photo, etc.)	4,6	6,7
- Les livres	3,7	5,8
- Les revues, les journaux	4,1	6,7
- La voiture	9,7	11,3
- Les sorties (théatre, cinéma, café, restaurant)	3,3	8,2
- Les invitations d'amis ou de parents	8,8	13,3
- Les vacances, les voyages	11,5	14,8

. *Si votre chauffage (électrique, au gaz, au charbon ou au mazout), devait vous coûter deux fois plus cher, entre ces différentes possibilités que feriez-vous ?*

N.R. 1,5

- Je n'ai pas le choix dans mon logement actuel ---------- 38,1
- Je me contenterais d'une chaleur moindre ---------- 20,2
- J'essaierais d'isoler davantage mon logement du froid ---- 21,3
- Je chaufferais autant, même si je devais dépenser plus -- 6,2
- J'essaierais de trouver un système de chauffage plus économique ---------- 24,0

. *Iriez-vous jusqu'à changer de logement si votre chauffage devait vous coûter deux fois plus cher ?*

2,6

- Très certainement ---------- 9,7
- Probablement ---------- 8,9
- Peut-être ---------- 30,4
- Certainement pas ---------- 48,2

vous utilisez personnellement une voiture, sinon passez à la question 33

. *Si le prix de l'essence devait augmenter considérablement que feriez-vous ?*

33,8

- Je l'utiliserais moins pour mes déplacements professionnels 8,1
- Je l'utiliserais moins pour aller à mon travail ---------- 12,4
- Je l'utiliserais moins pour les loisirs (les week-end, les sorties) ---------- 31,3
- Je l'utiliserais moins pour les vacances ---------- 6,8
- Je vendrais ma voiture pour en acheter une autre plus économique ---------- 18,6
- Je vendrais ma voiture sans la remplacer ---------- 5,0

29. *Quelles sont parmi les éventualités suivantes, celles qui conduiraient très certainement, probablement, peut-être ou certainement pas à vous passer de votre voiture.*

	N.R.	TRES CERTAINEMENT	PROBA-BLEMENT	PEUT ETRE	CERTAINEMENT PAS
- Une hausse importante du prix de l'essence (par exemple 5F le litre)	35,4	20,0	14,8	17,2	12,4
- L'accroissement des embouteillages, de très grandes difficultés de stationnement	41,3	11,9	13,0	18,2	15,5
- Une limitation de vitesse très importante (100 sur autoroute, 80 sur route, 45 en ville par exemple	42,2	3,8	3,8	9,9	40,4
- Un rationnement d'essence (10 litres par véhicule et par semaine, par exemple	38,1	13,5	13,5	14,5	20,4

30. *Et si vous étiez conduit à ne plus avoir de voiture comment utiliseriez-vous l'argent que vous y consacrez actuellement pour l'essence, l'entretien, les réparations, l'assurance, la vignette.*

.R.		
0,1	- Je le mettrais de côté	19,1
	- Je le dépenserais à autre chose	38,7
	- Je paierais plus cher pour le logement	1,1
	- J'achèterais un logement	12,2

31. *Est-ce que vous envisageriez de réduire l'utilisation ou les dépenses de la voiture pour acheter des équipements pour le ménage ou les loisirs tels que TV couleur, appareils ménagers, etc...*

2,7	- Non certainement pas (Passez question 32)	51,9
	- Oui	11,4
	(Si oui) Pour acheter quoi :	
	- TV couleur	2,6
	- Vidéo Cassette, magnétoscope	0,5
	- Chaîne stéréo, magnétophone	2,7
	- Appareil ménager (lave-vaisselle, machine à laver, etc...)	7,7
	- Autre (à préciser)	1,8

32. *Certaines opinions sont souvent émises en ce qui concerne le rôle de la voiture pour les français.*
Indiquez si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les opinions suivantes.

	PLUTOT D'ACCORD	NI D'ACCORD NI PAS D'ACCORD	PAS D'ACCORD
,4 - Les voitures devraient être conçues pour durer longtemps de sorte qu'on n'ait à les changer que tous les 10 ou 15 ans	47,1	14,8	6,7
,5 - Pour moi une voiture, ça n'est qu'un moyen de déplacement commode	52,8	11,7	4,0
4,0 - En ce qui me concerne j'aime bien avoir une voiture jolie et bien entretenue	28,4	26,3	11,2
?,6 - On devrait inciter les gens à moins se servir de leur voiture et à utiliser plus souvent les transports en commun	34,2	25,0	8,1
,1 - Les gens doivent être libres d'utiliser leurs voitures comme ils l'entendent	49,9	15,8	3,1

3 *Parmi les raisons suivantes, quelles sont les deux qui pourraient le plus vous inciter à utiliser davantage les transports en commun.*

N.R.		deux réponses
4,3	- qu'ils soient moins couteux	49,0
	- qu'ils soient plus confortables	16,0
	- qu'ils soient plus rapides	26,8
	- qu'ils soient plus nombreux dans la journée	39,7
	- qu'il y ait des lignes plus pratiques	47,0

4. *Si vous aviez la possibilité de changer votre logement actuel, quelle serait parmi les améliorations suivantes, celle que vous feriez passer en premier ? en second ? et en troisième ?*

N.R. :	1,3 une réponse	30,5 une réponse	39,0 une réponse
	EN 1ER	EN 2EME	EN 3EME
- Logement plus grand, plus de pièces	26,1	16,0	7,9
- Dans un quartier plus pratique, plus agréable	7,4	15,7	16,1
- Logement plus confortable (chauffage, sanitaire,etc)	14,2	18,1	11,3
- Logement plus beau	4,2	12,3	17,2
- Un pavillon, une maison individuelle (si vous êtes dans un immeuble collectif)	24,8	9,2	8,9
- Trés satisfait,n'envisage pas de changer	26,2	-	-

5. *Si les prix continuaient de beaucoup augmenter, qu'est-ce qui vous semblerait le plus raisonnable de faire ?*

2,7 *Une seule réponse*

- Acheter tout de suite le maximum de choses qui durent longtemps	22,7
- Vivre au jour le jour en dépensant toutmon argent (avant qu'il ne se dévalue)	14,5
- Mettre de l'argent à la Caisse d'Epargne (ou autre) pour me faire une réserve	12,9
- Acheter des actions, des obligations	1,5
- Essayer d'acheter une maison, un appartement (ou de la terre)	43,4
- Acheter de l'or, des pièces anciennes	3,4
- Acheter des tableaux, de beaux meubles, des tapis d'orient, etc...	1,7

6. *Si cette augmentation générale du coût de la vie est absolument inévitable, y-a-t-il cependant, selon vous, quelque chose pour lequel il faudrait absolument limiter la hausse des prix ?*

11,7

	- non	23,4
Quoi ---------- ←	- oui	64,7

---

37. Avez-vous personnellement une occupation professionnelle ?

N.R.
- oui, à plein temps ---------- 65,1
2,3 - oui, à temps partiel ---------- 6,7
- non ---------- 26,6 →

38. Est-ce dans :

33,1
- une entreprise privée ---------- 38,8
- une administration ---------- 15,0
- une entreprise semi-publique --- 4,5
- chez un particulier ---------- 8,5

39. Dans quelle branche d'activité ?

29,6

- non ----------

Que faites-vous actuellement ? N.R. : 72,8

- Je suis actuellement à la recherche d'un 1er emploi ------ 1,0
- Je suis à la recherche d'un nouvel emploi ---------- 3,2
- Je suis retraité ---------- 2,4
- Je ne travaille pas, je m'occupe de la maison ---------- 18,5
- Je suis étudiant (précisez le niveau et le type d'études poursuivies) ---------- 2,6

(Passez question 50)

- Agriculture, pêche, forêt ---------- 10,7
- Eau, gaz, électricité, pétrole, carburant ---------- 2,3
- Mines, carrières, autres industries extractives ---------- 0,7
- Autres industries (précisez, par exemple, textile, chimique, etc...) ------ 16,7

- Bâtiments et travaux publics ---------- 5,9
- Transports ---------- 2,2
- Commerce, hôtellerie ---------- 12,4
- Banques, assurances ---------- 1,9
- Hygiène : (salon de coiffure, institut de beauté, blanchisserie, etc...) et services domestiques ---------- 1,8
- Administration et autres activités ---------- 18,5

40. *Combien y-a-t-il approximativement de personnes dans votre entreprise ?*

N.R. 31,4

- moins de 5	24,4
- de 5 à 20	8,3
- de 20 à 100	9,2
- de 100 à 500	9,6
- de 500 à 1000	6,0
- Plus de 1000	10,9

41. *Vous sentez-vous actuellement menacé dans le maintien de votre emploi ?*

28,1

- oui, nettement	8,4
- oui, un peu	20,1
- non, pas du tout	43,4

42. *Poursuivez-vous des études, ou des stages de formation, de perfectionnement ?*

28,8

- oui	17,3
- non	53,5

43. *Depuis combien de temps avez-vous une occupation professionnelle ?*

28,0

- Moins d'1 an	2,2
- De 1 an à moins de 3 ans	5,5
- De 3 ans à moins de 5 ans	7,3
- De 5 ans à moins de 10 ans	11,2
- De 10 ans à moins de 15 ans	12,7
- De 15ans à moins de 20 ans	8,9
- De 20 ans à moins de 25 ans	8,4
- De 25 ans à moins de 30 ans	6,9
- 30 ans et plus	9,0

44. *Depuis que vous travaillez, combien de fois avez-vous changé d'emploi ?*

26,4

- Jamais	32,7
- 1 ou 2 fois	21,7
- 3 à 5 fois	14,3
- Plus de 5 fois	5,0

45. *Combien vous rapporte approximativement votre travail, par mois*

30,8

- Moins de 1500 F	16,0
- De 1500 F à 2500 F	35,8
- De 2500 F à 5000 F	14,9
- De 5000 F à 10000 F	2,0
- Plus de 10000 F par mois	0,4

46. *A quelle distance se trouve approximativement votre domicile de votre lieu de travail ?*

29,5

- Moins de 1 km	28,0
- De 1 à 5 km	21,9
- De 5 à 10 km	8,3
- Plus de 10 km	8,4
- Je n'ai pas de lieu de travail fixe	4,1

47. *Combien de temps en moyenne vous faut-il pour vous rendre de votre domicile à votre lieu de travail ?*

N.R. 31,4

- Moins de 5 minutes ---------- 19,1
- De 5 à 10 minutes ---------- 16,5
- De 10 à 20 minutes ---------- 15,2
- De 20 à 30 minutes ---------- 9,1
- De 30 à 40 minutes ---------- 4,1
- De 40 à 50 minutes ---------- 1,0
- De 50 minutes à 1 heure ---------- 1,7
- Plus d'1 heure ---------- 2,2

48. *Le plus souvent comment allez-vous de votre domicile à votre travail ?*

J'utilise : N.R. : 88,0

- Le train ---------- 2,0
- Le métro ---------- 5,1
- Le bus ---------- 5,7

→ N.R. : 88,0

Combien de temps vous faut-il en moyenne pour aller de votre domicile à l'arrêt ou à la station ?

- Moins de 5 minutes ---------- 5,8
- De 5 à 10 minutes ---------- 4,0
- De 10 à 20 minutes ---------- 1,4
- 20 minutes et plus ---------- 0,8

N.R. : 46,2

- Le transport de l'entreprise 1,7
- Une voiture ---------- 21,2
- Quelqu'un m'emmène en voiture ---------- 3,0
- Un vélo, une moto, un cyclomoteur ---------- 6,5
- A pied ---------- 20,4
- Autre (à préciser) ------- 3,2

→ N.R. : 79,0

Si vous preniez le train, le métro ou le bus, combien de temps vous faudrait-il en moyenne pour aller de votre domicile à l'arrêt ou à la station ?

- Moins de 5 minutes ---------- 5,9
- De 5 à 10 minutes ---------- 6,1
- De 10 à 20 minutes ---------- 4,4
- 20 minutes et plus ---------- 4,5

49. *Existe-t-il des transports en commun qui vous permettent ou qui vous permettraient de vous rendre à votre travail ?*

N.R. : 41,3

- Oui, facilement ---------- 11,2
- Oui, mais ce n'est pas commode ---------- 16,0
- non ---------- 31,5

50. *Disposez-vous dans votre foyer :*

N.R. : 12,5

	OUI (Si oui) indiquez le nombre possédé ci-dessous	NBRE DE CV (si plusieurs voitures, répondre pour la plus puissante) N.R. : 25,1		
		5CV et -	6 à 9	10 et +
- d'une voiture ---------- 77,6		22,8	44,9	7,0
- d'une moto ---------- 2,6				
- d'un cyclomoteur ---------- 22,2				
- d'un vélo ---------- 32,0				

51. *Si vous disposez personnellement d'une voiture et si vous travaillez : Utilisez-vous votre voiture pour vous rendre à votre travail.*

N.R. : 40,8

- Non jamais ---------- 26,1
- Oui rarement (moins d'1 fois par semaine) -------- 5,1
- Oui de temps en temps (1 à 2 fois par semaine) --- 3,9
- Oui souvent (3 à 4 fois par semaine) ---------- 3,9
- Oui tous les jours ---------- 19,8
- Seulement pour me rendre à l'arrêt ou à la station de bus, de train ou de métro ---------- 0,2

52. *Si vous utilisez souvent ou tous les jours votre voiture*

Pourquoi utilisez-vous votre voiture ?

N.R. : 53,4

- Ca n'est pas possible de faire autrement (il n'y a pas de transport en commun) ---------- 24,2
- C'est plus rapide ---------- 15,1
- C'est plus agréable, plus confortable ---------- 5,4
- C'est plus économique ---------- 1,8
- Ca me permet de transporter d'autres personnes -- 5,4
- J'aime conduire ---------- 4,1

53. *Votre voiture vous sert-elle également pour vos déplacements professionnels ?*

N.R. : 42,1

- Je n'ai pas de déplacements professionnels ------ 26,1
- Je ne me sers pas de ma voiture ---------- 8,4
- Je me sers de ma voiture ---------- 23,8

54. *Vous arrive-t-il ?*

			A PIED	EN VELO CYCLO-MOTEUR OU MOTO	EN VOI-TURE	PAR LES TRANS-PORTS EN COM-MUN (bus, avion train, métro)	AUTRE MOYEN
? : 13,0- *de sortir le soir ?*						N.R. : 15,9	
- environ 1 fois par mois, ou moins souvent	47,6	Comment le plus souvent ?	17,0	3,4	62,3	6,8	0,8
- environ 2 à 3 fois par mois	17,0						
- au moins 1 fois par semaine	22,4						
? : 10,2 *d'aller dans des magasins ou des boutiques ?*						N.R. : 11,8	
- environ 1 fois par mois, ou moins souvent	31,8	Comment le plus souvent ?	26,5	3,5	51,7	11,7	
- environ 2 à 3 fois par mois	23,0						
- au moins 1 fois par semaine	35,2						
? : 8,9 - *de partir en week-end (ou le dimanche) ?*						N.R. : 32,8	
- pratiquement jamais	35,5	Comment le plus souvent ?		1,7	60,5	5,7	0,7
- 3 à 4 fois par an	19,3						
- 1 fois par mois	36,3						
? : 5,0 *Etes-vous partie en vacances (au moins 1 semaine) en 1974 ?*						N.R. : 38,3	
- Non	32,4			0,6	48,3	12,7	1,5
- Oui	62,5						
(Si oui) Comment (la dernière fois si vous êtes parti plusieurs fois)							

55. *Avez-vous actuellement des crédits dont vous devez payer les traites ?*

N.R.		
6,8	- non (Passez question 56)	52,4
	- oui	41,0
Pour quels achats ?		
60,0	- d'un logement	16,0
	- d'une voiture	9,3
	- de meubles	6,0
	- de gros appareils électro-ménagers	5,5
	- Autre (précisez)	9,7

56. *Epargnez-vous une part des revenus dont vous disposez ?*

5,7	- non	41,0
	- oui, parfois	37,6
	- oui, régulièrement	15,9

57. *Habitez-vous :*

	- une maison individuelle	42,8
5,9	ou un immeuble collectif	51,3
Etes-vous :		
	- propriétaire	28,1
3,7	- en accession à la propriété	7,6
	- locataire	54,6
	- logé gratuitement	7,1

58. *Avez-vous ou avez-vous eu une aide d'un employeur pour payer ou obtenir votre logement ?*

	- prêt pour l'achat	8,6
19,3	- subvention	1,3
	- réservation faite par l'employeur	2,4
	- indemnité de résidence ou allocation logement	6,0
	- logement fourni par l'employeur	3,5
	- aucune aide d'un employeur	60,8

9. *Combien de pièces principales comporte votre logement ?*
(non compris, cuisine, salle de bains)

N.R. 10,0 — *inscrire ici* → [ ]

10. *Parmi les équipements suivants, quels sont ceux dont vous disposez dans votre foyer ?*

2,5	- un (ou plusieurs) postes de radio	84,2
	- La télévision : en noir	76,0
	en couleur	11,8
	- un réfrigérateur	92,5
	- un congélateur (avec porte indépendante)	22,9
	- une machine à laver le linge	75,8
	- une machine à laver la vaisselle	11,7
	- un aspirateur	71,8
	- un magnétophone	35,0
29,9	- un électrophone ordinaire	49,1
	- une chaine stéréophonique	16,4
	- le téléphone	29,7

11. *Comment êtes-vous chauffé pour votre chauffage principal ?*

2,2	- chauffage individuel	51,4
	ou chauffage collectif	30,6
	chauffage:électrique	6,8
	au gaz de ville	15,5
	au gaz (en bouteille)	4,1
	au mazout (fuel)	50,2
	au charbon	8,0
	au bois	8,3
	autre (précisez)	0,1

12. *Utilisez-vous en plus de votre chauffage principal, un système de chauffage d'appoint ?*

10,5	- non (passez question 63)	67,7
	- oui	21,9
	(Si oui) Est-ce un chauffage	
73,8	- électrique	15,0
	- au gaz de ville	1,2
	- au gaz (en bouteille)	5,9
	- au mazout (fuel)	3,2
	- au charbon	0,9
	- au bois	2,3
	- autre (précisez)	0,4

13. *Pour faire la cuisine, quelle source de chaleur utilise-t-on dans votre foyer ?*

3,7	- l'électricité	17,8
	- le gaz de ville	47,0
	- le gaz (en bouteille)	40,1
	- le mazout (fuel)	2,0
	- le charbon	1,8
	- le bois	5,5
	- Autre (précisez)	0,1

'4. *Pouvez-vous indiquer combien approximativement vous avez dépensé en 1974 dans votre foyer pour le chauffage au total pour l'année, en comptant les frais d'utilisation et d'entretien courant, mais pas l'installation, l'achat, ni les grosses réparations.*

N.R. 12,3

- moins de 500 F par an	10,7
- De 500 F à 1000 F	31,0
- De 1000 F à 2000 F	34,9
- De 2000 F à 3000 F	9,1
- De 3000 F à 5000 F	1,4
- Plus de 5000 F	0,7

5.a) *Avez-vous une résidence secondaire ?*

4,6

- non	88,8
- oui	6,6

(Si oui, sinon passez question 66)

b) *Est-elle chauffée ?*

93,1

- non	3,0
- oui	3,9

(Si oui) Comment ?

95,4

Chauffage : Electrique	0,5
Au gaz de ville	0,2
Au gaz (en bouteille)	0,5
au mazout (fuel)	2,3
au charbon	0,5
au bois	1,2
autre (précisez)	

7. *Au cours de l'année écoulée, il y a eu de sérieuses difficultés économiques en France (hausse des prix, hausse de l'essence, problèmes de l'emploi, restriction de crédit, etc*

Est-ce que ces difficultés économiques ont eu des conséquences pour vous en particulier vous ont-elles conduit ou vous conduisent-elles à modifier ou à renoncer à des décisions ou à des projets ?

6,2

- non (passez question 67)	69,1
- oui	24,7

(Si oui) Lesquels ?

N.R. : 77,1

Est-ce un projet ou une décision ?

1 ----------

Provisoirement abandonné	12,7
Définitivement abandonné	3,6
Légèrement modifié	4,0
Profondément modifié	2,8

2 ----------

N.R. : 94,5

Provisoirement abandonné	2,3
Définitivement abandonné	0,9
Légèrement modifié	0,6
Profondément modifié	1,7

37. *Au cours de l'année 1974, y-a-t-il eu des changements importants dans votre situation en ce qui concerne* ----------

Votre travail
(Si oui) Quoi ? N.R. : 18,7

Est-ce dû aux difficultés économiques du pays ?

		N.R.	
- oui, j'ai perdu mon travail	2,6	74,6	
- oui, j'ai changé de travail	3,9	- oui ----------	4,7
- oui, j'ai changé de fonction ou de qualification --------	3,1	- non ----------	20,3
- Autre (précisez) ----------	2,7		

- non, il n'y a pas eu de changement ----------	69,5		

37bis. *En ce qui concerne votre logement ?*
(Si oui) Quoi ? N.R. : 14,9

Est-ce dû aux difficultés économiques du pays ?

- oui, j'ai changé de logement	10,9	79,2	
- Autre changement (veuillez préciser) ----------		- oui ----------	1,0
----------	0,3	- non ----------	19,8
- non, il n'y a pas eu de changement----------	73,9		

38. *Votre pouvoir d'achat a-t-il ?* 4,2

- Nettement plus augmenté que les années précédentes ----------	13,5
- Nettement moins augmenté que les années précédentes ----------	39,9
- Est resté le même ----------	42,4

39. *Avez-vous : épargné* --------- 3,3

- Plus d'argent que les années précédentes ----------	5,7
- Moins d'argent que les années précédentes ----------	30,3
- Autant d'argent que les années précédentes ----------	18,1
- N'épargne pas ----------	43,1

40. *Vous est-il arrivé lorsque vous achetez quelque chose de choisir un objet moins cher que ce que vous auriez acheté les années précédentes ?* 3,5

- oui ----------	56,6
- non ----------	39,9

(Si vous aviez une voiture en 1974)

Sinon passez question 73

71. Au cours de l'année écoulée avez-vous vendu ou changé votre voiture ?

N.R.		
24,8	- non, rien changé	61,9
	- non, j'ai conservé la même voiture, mais en plus j'en ai acheté une plus économique	2,6
	- oui, j'ai vendu ma voiture pour acheter un modèle moins puissant	3,2
	- oui, j'ai vendu ma voiture pour acheter un modèle plus puissant ou aussi puissant	5,6
	- oui, pour acheter un autre véhicule (moto,vélomoteur)	-
	- oui, et je ne l'ai pas remplacé encore pour l'instant	1,0
	- oui, et je n'ai pas l'intention de la remplacer	1,9

72. Avez-vous utilisé nettement moins votre voiture que les années précédentes ?

30,2	- oui	24,0
	- non	45,9

tout le monde

73. Par rapport aux années précédentes, êtes-vous parti en vacances

7,9	- moins souvent	12,2
	- moins longtemps	9,1
	- nettement moins loin	8,4
	- il n'y a pas eu de changement par rapport aux années précédentes	65,4

74. Avez-vous essayé de réduire vos dépenses en chauffage.

7,7	- oui	51,7
	- non	40,6

(Si oui) De quelle façon ?

47,2	- en isolant mieux la maison ou l'appartement	9,3
	- en réglant mieux l'installation	10,6
	- en chauffant moins le logement	36,3
	- en utilisant un combustible moins cher	2,3
	- autre (précisez)	1,6

ANNEXE III

ANNEXE TECHNIQUE SUR LE MODE D'EXPLOITATION DE L'ENQUÊTE

Dans ce document, on trouvera :

① une définition des variables jugées essentielles dont quelques unes correspondent à une création de variable

② les principes d'exploitation du noyau central correspondant aux questions Q.22, Q.23, Q.24, Q.25

1 *LES VARIABLES ESSENTIELLES*

La description se fait de la manière suivante :

. 1ère ligne : nom de code et désignation en clair

. lignes suivantes avec accolade : les items souhaités

. ligne suivante entre parenthèses : les variables utilisées

. des indications techniques si nécessaire ↳

MEN ..... *ménage* (situation dans ...)

- homme chef de ménage
- femme maîtresse de maison active
- femme maîtresse de maison inactive
- femme chef de ménage
- autre

(sexe, statut dans le ménage, activité)

FOY ..... *type de foyer*

- célibataire sans enfant
- marié avec enfants au foyer
- marié sans enfants au foyer
- autres

AGE ..... *âge de la personne interrogée*

C.S.I. .. *catégorie socio-professionnelle de la personne interrogée*

C.S.P. .. *catégorie socio-professionnelle du chef de ménage*

SCØL .... *niveau scolaire*

REG ..... *région* (6 régions)

AGLØ .... *agglomération*

LØG .... *logement*

- logement individuel propriétaire
- logement individuel accédent
- logement collectif propriétaire
- logement collectif accédent
- logement collectif et individuel locataire
- logement collectif et individuel logé gratuitement

MØT..... *critère de possession et d'usage d'une voiture*

- NON PØS (non possesseurs)
- PØS UT (possesseurs utilisateurs)
- PØS NUT (possesseurs non utilisateurs)

(Q.50, col.68 ; Q.51 ,col.78, Q.54)

└→ Q.50 ,col.68 pas de 1 ⟹ NØN PØS

Q.50 ,col.68 : 1
\+
Q.51 ,col.78 : 3 ou 4 ou 5 ⟹ PØS UT

Q.50 ,col.68 : 1
\+ au moins deux des réponses suivantes ⟹ PØS UT

Q.51, col. 78 : 2
Q.51, col. 78 : 6
Q.54, col. 16 : 3
Q.54, col. 17 : 3
Q.54, col. 18 : 3
Q.54, col. 19 : 3

Q.50, col.68 : 1
non retenu comme PØS UT ⟹ PØS NUT

REVM .... *revenu du ménage* (7 *items* (n r))

ACT .... *secteur d'activité*

REVI *revenu de la personne interrogée* (Q.45) .

PERG .... variable de perception générale

- rien ne change, rien n'est grave..... a
- rien ne change, mais grave crise ..... b
- il y aura du changement,mais sans grave crise c
- il va y avoir de gros changements,avec une crise grave d
- ça va changer ,mais sans grande incidence ..... e
- autre ..... g

(Q.4 ; Q.7 ; Q.18)

↳

		a	b	c	d	e	g
Q. 4 col.22	: 1	+	+				
	: 2			+	+	+	
	: 3				+		
Q. 7 col.30	: 1		+		+	+	
	: 2	+		+			
	: 3		+	+		+	
Q.18 col.59	: 1			+	+		
	: 2	+	+	+	+		
	: 3	+	+			+	

BIENF ....bien-être futur des gens

- plutôt mieux
- plutôt moins bien
- ni mieux, ni moins bien

(Q. 17, col.57)

SIT 1.... situation future de l'interviewé par rapport aux autres

- mieux ..... a
- moins bien b
- pareil +... c
- pareil - .. d
- pareil ± .. e

(Q. 17, col. 57 x col.58)

↳

col.57 : →	1	3	2
col. 58 : 1	c	b	b
col. 58 : 3	a	e	b
col. 58 : 2	a	a	d

SIT 2 ... situation future relative des autres groupes sociaux (perception de la ..)

(Q.9 ; col.32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40)

SIT 2 est un vecteur colonne de dimension 9, rempli de 0 ou 1 construit de la manière suivante :

col. 32 : { 1 ou 2 ⟹ 1 ; 3 ou 4 ⟹ 0 ; ou S.R.

col. 33 : idem
:
:
:
col. 40 : idem

RUPT..... variable de rupture

{ - perception d'une continuité
- médiant
- perception d'une rupture

(Q.14, col.50; Q.15, col.53; Q.16, col.56; Q.18, col. 59; Q.19, col.60)

↳ cette variable est construite par addition de points donnés aux réponses = plus il y a de points, plus il y a perception de continuité

Points obtenus : 4 ou 5 ⟹ continuité
3 ⟹ médiant
0 ou 1 ou 2 ⟹ rupture

calcul des points :

si	Q.14 col 50 : 1 ou 2	→ + 1 pt
si	Q.14 col.50 : 3 ou SR	+ 0 pt
si	Q.15 col.53 : 1 ou 3	+ 1 pt
si	Q.15 col.53 : 2 ou SR	+ 0 pt
si	Q.16 col.56 : 1	+ 1 pt
si	Q.16 col.56 : 2 ou 3 ou SR	+ 0 pt
si	Q.18 col.59 : 2 ou 3	+ 1 pt
si	Q.18 col.59 : 1 ou 2 ou SR	+ 0 pt
si	Q.19 : 2	+ 1 pt
si	Q.19 : 1 ou SR	+ 0 pt

CØNAR ....*degré de concernement de l'interrogé par l'avenir (au sens de menace)*

- très concerné
- un peu concerné
- pas concerné

(Q.6 ; SIT 1 ; Q.41)

↳ la variable se construit sur le même principe que la précédente. Plus le nombre de points obtenus est élevé, plus le concernement est grand.

- très concerné	nombre de pts obtenus	4, 5, 6
- un peu concerné	" " "	2, 3
- pas concerné	" " "	0, 1

calcul des points

si pour Q.6	col. 29 :1 ou 2 réponses ou SR	→ + 0 pt
si pour Q.6	col. 29 :3 ou 4 réponses	+ 1 pt
si pour Q.6	col. 29 :5 ou 6 réponses	+ 2 pts
si SIT 1	: a ou c ou f	+ 0 pt
si SIT 1	: d ou e	+ 1 pt
si SIT 1	: b	+ 2 pts
si Q.41	col. 56 : 3	0 pt
si Q.41	col. 56 : pas de réponse	1 pt
si Q.41	col. 56 : 1 ou 2	2 pts

PØL ..... *variable politique*

(Q.8 ,col.31)

T X Q ... taux d'équipement

- un peu équipé
- assez bien équipé
- bien équipé
- très bien équipé

(Q. 60)

T → même principe que précédemment

- peu équipé	: points obtenus	4 et moins
- assez bien équipé	: " "	5 à 8
- bien équipé	: " "	9 à 12
- très bien équipé	: " "	13 et plus

Pondération

col. 28 :	*Pondération :*
1.....	+ 1
2	+ 1
3	+ 3
4	+ 2
5	+ 2
6	+ 2
7	+ 3
8	+ 2
9	+ 2
10	+ 2
11	+ 3
12	+ 2

F U T.... environnement général futur

- optimiste
- médian
- pessimiste

(Q.1 ; Q.5 ; Q.7)

même principe que précédemment

- optimiste de 0 à 15 pts
- médian de 16 à 20 pts
- pessimiste de 21 à 33 pts

Pondération

pour Q.1 et Q.5 : un item dans la colonne ou SR 1 = + 0
" " 2 = + 1
" " 3 = + 2
" " 4 = + 3

pour Q.7 , col. 30 : 1..... + 3
2 ou SR ..... + 0
3 ..... + 1

A F F E ..... *affectation pour la crise*

- très concerné
- un peu concerné
- pas concerné

(Q.66 ,col.38 ; Q.67, col.43 et col.44 ; Q.68, col.47; Q.69, col.48; Q.70, col.49 ; Q.71, col.50 ; Q.72, col.51; Q.73, col.52; Q.74, col.53)

on procède par addition des points avec :

- très concerné 12 à 24 pts
- un peu concerné 6 à 11 pts
- pas concerné 0 à 5 pts

calcul des points

Q.66	col.38 :	1 ou SR	+ 0
		2	+ 1
	col.39 :	2 ou 4	+ 2
		1 ou 3 ou SR	+ 1
	col.40 :	2 ou 4	+ 2
		1 ou 3 ou SR	+ 1
Q.67	col.43 :	5 ou SR	+ 0
		1	+ 2
		2, 3, 4	+ 1
	col.44 :	1	+ 1
		2 ou SR	+ 0
Q.67bis	col.46 :	1	+ 1
		2 ou SR	+ 0
Q.68	col.47 :	1	+ 0
		2	+ 2
		3 ou SR	+ 1
Q.69	col.48 :	1, 3, 4 ou SR	+ 0
		2	+ 1

Q.70	col.49 :	1	+ 1
		2 ou SR	+ 0
Q.71	col.50 :	1, 4 ou SR	+ 0
		2, 3, 5	+ 1
		6, 7	+ 2
Q.72	col.51 :	1	+ 2
		2 ou SR	+ 0
Q.73	col.52 :	1, 2, 3	+ 1
		4 ou SR	+ 0
Q.74	col.53 :	1	+ 1
		2 ou SR	+ 0

2 *PRINCIPES D'EXPLOITATION DU NOYAU CENTRAL*

Il correspond aux questions de comportement économique Q.22, Q.23, Q.24, Q.25. Pour cela, on crée des variables au sens large, selon deux méthodes :

① E L A S *(élasticité)*

Principe : Pour un poste donné, il s'agit de prendre en compte les réponses aux 3 questions Q.22, Q.23, et Q.25

On considère que la réponse est OUI à la Q.25 s'il y a une réponse pour le poste concerné que cela soit en premier ou non.

Dès lors, les 3 questions sont sous forme binaire; on a donc 8 réponses possibles et le tableau suivant

pour chaque poste :

		Q.22 OUI		Q. 22 NON	
		Q.23		Q.23	
		OUI	NON	OUI	NON
Q.25	OUI	0 contradictoire	6 e + cliquet	0 contradictoire	3 e_o cliquet
	NON	4 e $\pm$	5 e +	1 e -	2 e_o

(on considère que les réponses OUI aux Q.23 et 25 sont contradictoires)

On code les réponses possibles, dans l'ordre des potentialités d'augmentation des dépenses :

0	contradiction
1	e^-
2	$e_\circ$
3	$e_\circ$ et cliquet = stabilité
4	e + -
5	e +
6	e + et cliquet

Il existe 17 variables ELAS : ELAS 1, ELAS 2,...; ELAS 17 pouvant prendre chacune 6 déterminations

② *INTER* *(interrelation)*

Il s'agit de tableaux 17 x 17

Il en existe 2 :

- INTER 1 construit avec Q.22 et Q.23
- INTER 2 construit avec Q.23 et Q.25

Principe *(pour INTER 1)*

Les réponses d'un interrogé à Q.22 (même chose pour Q.23 et Q.25) peuvent se représenter sous la forme d'un vecteur- colonne de dimension 17 remplie avec des 1 et des 0. Appelons ce vecteur : Colonne Q.22 →

INTER 1 est une matrice 17 x 17 égale à

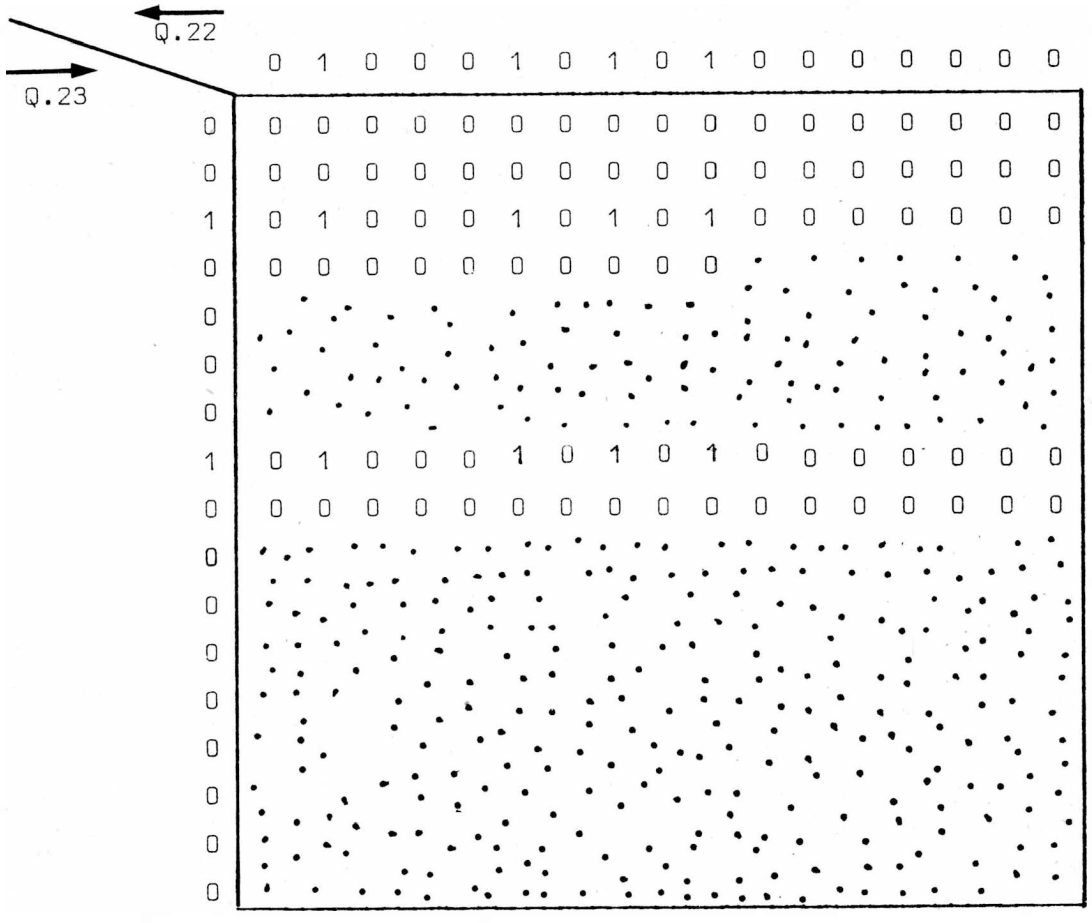
INTER 1 = Q.23 → × Q.22 ←

(Q.22 ← est un vecteur-ligne)

exemple : quelqu'un a répondu

Q.22	col.11	0	1	0	0	0	1	0	1	0
	col.12	1	0	0	0	0	0	0	0	
Q.23	col.13	0	0	1	0	0	0	0	1	0
	col.14	0	0	0	0	0	0	0	0	

INTER 1 =



Principe d'usage

Pour chaque groupe défini par un filtre, on additionne, pour toutes les personnes du groupe (avec pondération) les matrices.

On obtiendra ainsi les interrelations les plus fréquentes pour un groupe donné.

On note entre parenthèses les caractéristiques du filtre

INTER 1 (C.S.P.)

INTER 1 (FOY)

INTER 1 (AGE)

Outre les matrices INTER 1 et INTER 2, il est apparu nécessaire de construire INTER 3 ,INTER 4, INTER 1 B.

INTER 1 B On transforme $\overrightarrow{Q.22}$ en $\overrightarrow{Q.22}'$ de la manière suivante : on change les 1 en 0 et les 0 en 1.

ex : si $\overrightarrow{Q.22} = \begin{bmatrix} 0 \\ 1 \\ 0 \\ 1 \\ 0 \\ 0 \\ 0 \\ 1 \\ : \\ : \\ : \end{bmatrix}$ alors $\overrightarrow{Q.22}' = \begin{bmatrix} 1 \\ 0 \\ 1 \\ 0 \\ 1 \\ 1 \\ 1 \\ 0 \\ : \\ : \\ : \end{bmatrix}$

$$\text{INTER 1 B} = \overrightarrow{Q.23} \times \overleftarrow{Q.22}'$$

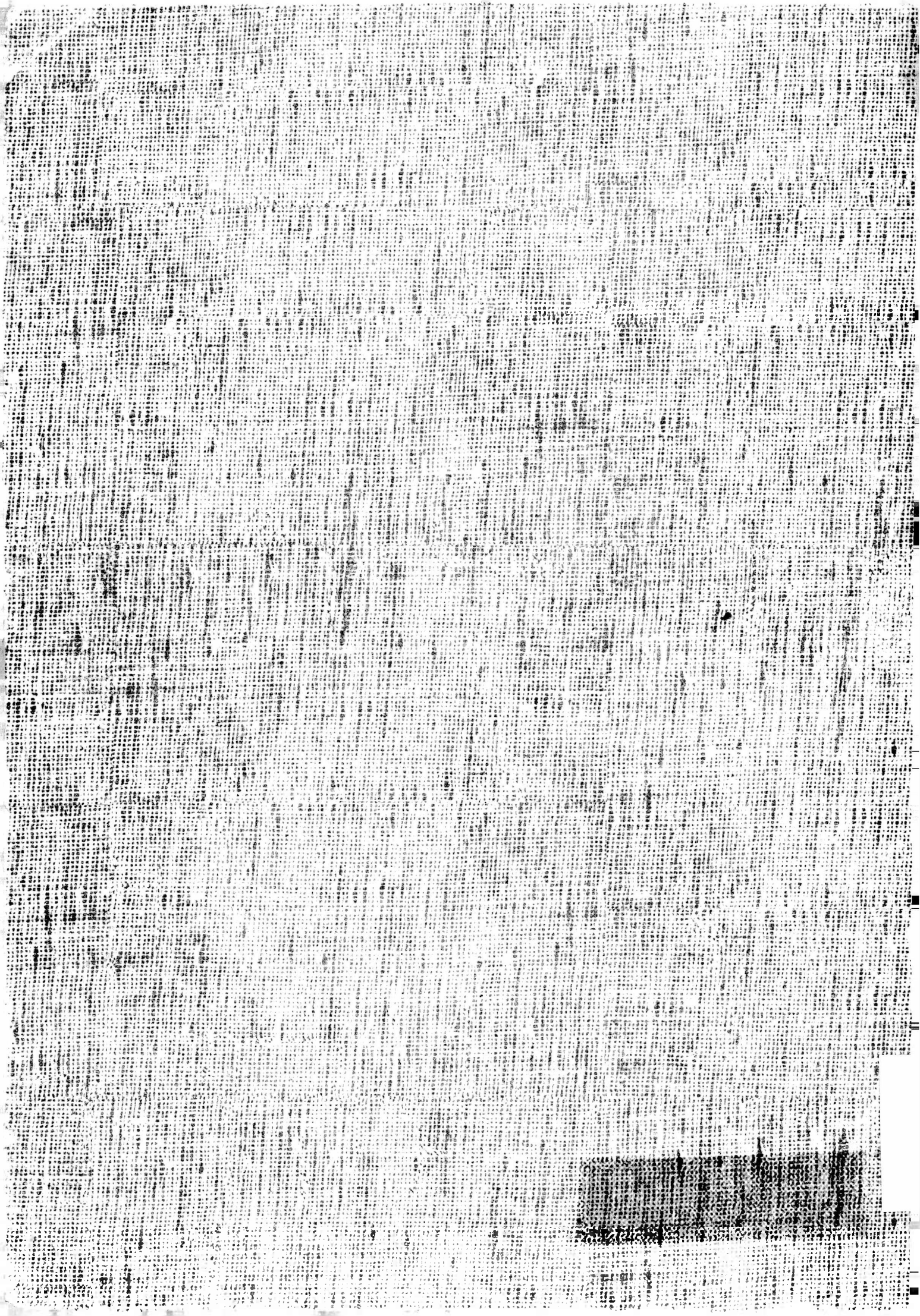
on n'utilisera qu'un filtre REV 3

INTER 3

$$\text{INTER 3} = \overrightarrow{Q.22} \times \overleftarrow{Q.22}$$

INTER 4

$$\text{INTER 4} = \overrightarrow{Q.23} \times \overleftarrow{Q.23}$$

1c2 - n°. 1

21 NOV. 1975